CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

RAPPORT ANNUEL 2010-2011

www.crdp.umontreal.ca

Faculté de droit
Université de Montréal

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Regroupement DROIT et CHANGEMENTS

TABLE DES MATIÈRES

LA RECHERCHE EN DROIT : LE FRUIT D'UNE LONGUE ÉVOLUTION 5
1. Publications et diffusion de la connaissance 5
2. Formation des étudiants 6
3. Évolution du financement de la recherche 7
4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche 8

LEGAL RESEARCH: THE RESULT OF A LONG HISTORY 9
1. Publications and knowledge sharing 9
2. Education and training 10
3. Evolution of research funding 11
4. The CRDP: research infrastructure 12

SUBVENTIONS, DONS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES CHERCHEURS RÉGULIERS 13

CHERCHEURS DU CRDP ET DU REGROUPEMENT DROIT ET CHANGEMENTS 14
- Axe Droit et nouveaux rapports sociaux 16
- Axe Droit et technologies d'information et de communication 17
- Axe Droit, biotechnologie et rapport au milieu 18

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIF 19

CONSEIL DE DIRECTION DU CRDP 20

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE 21

AXE : DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX 25
- Bilan 2010-2011
- Projets de recherche subventionnés

AXE : DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION 39
- Bilan 2010-2011
- Projets de recherche subventionnés

AXE : DROIT, BIOTECHNOLOGIES ET ENVIRONNEMENT 57
- Bilan 2010-2011
- Projets de recherche subventionnés

ANNEXE 1 : PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS RÉGULIERS DU CRDP 65

ANNEXE 2 : PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS ET AGENTS DE RECHECHE 87

ANNEXE 3 : MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUS ET EN COURS 97

ANNEXE 4 : ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES 115

MOT DU DIRECTEUR

Le lecteur trouvera dans ce rapport annuel la synthèse des activités scientifiques du Centre de recherche en droit public pour l'année 2010-2011. Le CRDP, créé en 1962, regroupe aujourd'hui 30 chercheurs et 23 collaborateurs. Ces chercheurs sont réunis au sein du *Regroupement Droit, changements et gouvernance* soutenu par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) pour la période 2011-2017. Ce Regroupement stratégique associe l'Université de Montréal, l'Université McGill et l'Université Laval. Les travaux des chercheurs du Regroupement portent sur l'un ou l'autre des trois thèmes suivants : *Droit et nouveaux rapports sociaux*, *Droit et technologies de l'information et de la communication* et *Droit, biotechnologie et rapport au milieu*. Il importe de noter qu'en avril 2011, le FQRSC a renouvelé pour six années la subvention de regroupement stratégique du CRDP.

Le CRDP compte parmi ses chercheurs les titulaires de six chaires de recherche : la *Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique*, dirigée par le professeur Pierre Trudel, la *Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne*, dirigée par la professeure Nanette Neuwahl, la *Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées*, dirigée par le professeur Jean-François Gaudreault-Desbiens, la *Chaire en droit des affaires et du commerce international*, dirigée par le professeur Stéphane Rousseau, la *Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques*, dirigée par le professeur Vincent Gautrais et la *Chaire en information juridique*, dirigée par le professeur Daniel Poulin.

L'année universitaire 2010-2011 aura été riche en évènements et activités. En plus des habituelles activités scientifiques, on notera que la revue du CRDP, *Lex Electronica*, a fêté ses quinze ans en 2010. *Lex Electronica* était la toute première revue juridique en langue française à être mise en ligne. Toutes langues confondues, *Lex Electronica* apparaît comme l'une des premières initiatives d'édition juridique en ligne. De même, l'année 2010-2011 aura marqué le renouvellement de la subvention de regroupement stratégique pour une période de six ans (2011-2017) par le FQRSC. Cette subvention permet de structurer une partie importante de la recherche en droit au Québec en assurant un financement sûr aux activités conduites par les chercheurs du CRDP et des facultés de droit de l'Université McGill et de l'Université Laval. Le *Regroupement Droit, changements et gouvernance* est sans aucun doute le plus important groupe de recherche en droit au Québec et au Canada. Grâce à cette fédération des forces vives de nos trois universités, le Regroupement peut offrir un soutien à ses membres et, en particulier, aux étudiantes qui travaillent sous leur direction.

L'année 2010-2011 s'est aussi signalée par le lancement d'une infrastructure majeure de recherche : le Laboratoire de cyberjustice. Financé à hauteur de $6,2 millions par le Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation du Québec et du Ministère de l'Industrie du Canada, le Laboratoire de cyberjustice comprend une salle d'audience virtuelle et un laboratoire intégré qui permettra d'opérer des simulations et de développer des plateformes logicielles propres à faciliter l'accès à la justice. Ce Laboratoire est situé à l'Université de Montréal. Une salle portative localisée à la Faculté de droit de l'Université McGill complète l'infrastructure. Cette salle portative pourra être déplacée partout au pays afin d'illustrer les capacités offertes par la mise en réseau des procédures judiciaires et extrajudiciaires. Le projet illustre, de manière éloquente, l'étroite collaboration des chercheurs du CRDP et de la Faculté de droit de l'Université McGill. Et ce projet n'est qu'un exemple, parmi plusieurs, de cette collaboration qui a démarré voilà plus d'une vingtaine d'années grâce à des chercheurs comme Andrée Lajoie et Roderick Macdonald.

Le Laboratoire sur la cyberjustice devrait ainsi permettre la modélisation et la mise en réseau des processus judiciaire et extrajudiciaire. Cette modélisation ne se bornera toutefois pas à restituer les processus actuels, mais à imaginer une réingénierie de ces processus qui ne peuvent manquer de subir l'influence de cette mise en réseau. En effet, on note que la mise en réseau change les habitudes et modifie souvent les manières de faire des acteurs impliqués. Le monde judiciaire ne peut échapper à cette évolution qui doit, bien entendu, respecter les

principes juridiques fondamentaux dans la gestion des conflits. Le projet de laboratoire sur la cyberjustice a l'ambition d'amener la justice dans le monde du XXIe siècle et de la faire profiter des plus récentes avancées technologiques. Pour ce faire, l'équipe du Laboratoire a obtenu la plus importante subvention du CRSH (Grands travaux de recherche concertée – GTRC) regroupant une trentaine de chercheurs de plus d'une quinzaine d'institutions au Québec, au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Europe. Cette équipe comprend des juristes, mais également des psychologues, des sociologues, des historiens, des philosophes, des informaticiens, des bibliothéconomistes, des spécialistes de la gestion du changement etc. Cette interdisciplinarité, marque de commerce du CRDP depuis la fin des années 1970, devrait permettre une meilleure intégration des technologies de l'information dans le monde de la justice.

Le CRDP accorde une très grande importance à l'encadrement des étudiants de tous les cycles universitaires. Les chercheurs du CRDP enseignent aussi bien au premier cycle qu'aux cycles supérieurs. Ses chercheurs sont également très impliqués dans les cours et l'encadrement du doctorat en droit de l'Université de Montréal et au programme de doctorat interdisciplinaire en sciences humaines appliquées (SHA) de la Faculté des études supérieures. La formation à la recherche constitue une fonction essentielle de la mission du CRDP. La formation des étudiants prend plusieurs formes; ainsi, près d'une cinquantaine d'étudiants canadiens et étrangers participent aux projets des chercheurs comme assistants ou agents de recherche et un grand nombre d'entre eux prennent part aux séminaires étudiants et aux autres activités de diffusion de la connaissance. Les étudiants organisent aussi chaque année un colloque où ils exposent leurs préoccupations en matière de recherche. Ils organisent chaque année des séminaires où ils peuvent présenter leurs travaux de recherche et des ateliers autour d'un thème commun, cette année, « Les légitimités du droit » où une réflexion collective est entreprise afin de cerner certains champs de recherche. De même, les étudiants animent la revue du CRDP, *Lex Electronica* (www.lex-electronica.org), en assurant l'édition des textes et en y contribuant directement par la rédaction d'articles.

C'est pour mettre cette contribution en évidence que le Rapport annuel du CRDP réserve une section spécifique à la contribution des étudiants à la diffusion scientifique. Afin de faciliter l'intégration des étudiants au CRDP et leur participation à ses différentes activités, le Centre a créé le poste de responsable des affaires étudiantes qui est occupé, à temps partiel, par un étudiant de deuxième ou troisième cycle.

Le présent rapport est une synthèse des activités scientifiques de l'année écoulée. Sa lecture peut être complétée en se référant au site web du CRDP disponible à : www.crdp.umontreal.ca. On y trouvera des informations complémentaires et, aussi, des renseignements sur les projets en cours qui n'apparaissent pas dans le présent rapport car ils viennent de débuter. Vous pourrez y trouver également des informations sur les différentes activités scientifiques qui émaillent l'année universitaire. N'hésitez pas à y assister, puisque la majeure partie de celles-ci sont ouvertes au public et gratuites. Finalement, notre site web présente toutes les actualités pertinentes afférentes à la vie intellectuelle d'un centre de recherche. Bonne lecture et bonne navigation !

Karim Benyekhlef
Directeur
Centre de recherche en droit public

La recherche en droit : le fruit d'une longue évolution

1. Publications et diffusion de la connaissance
2. Formation des étudiants
3. Évolution du financement de la recherche
4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche

Les travaux menés par les chercheurs du Centre de recherche en droit public depuis la fondation du Centre en 1962 portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociale. Nos perspectives de recherche ont évidemment évolué au cours des décennies. Si la mission du CRDP durant ses premières années d'existence était de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif », elle s'est lentement élargie à l'étude d'un grand nombre de questions et de thèmes relatifs au droit contemporain.

Au cours des vingt premières années d'évolution du Centre, les travaux de ses chercheurs ont surtout suivi le développement de l'État québécois et l'évolution du droit public, notamment dans le domaine du droit administratif. Ces travaux innovateurs favorisèrent, à l'époque, l'étude des structures administratives régionales et la recherche dans le domaine du droit de la santé, du droit de l'éducation supérieure, du droit de la radio et de la télévision, du droit d'accession des nouveaux États à la souveraineté, etc.

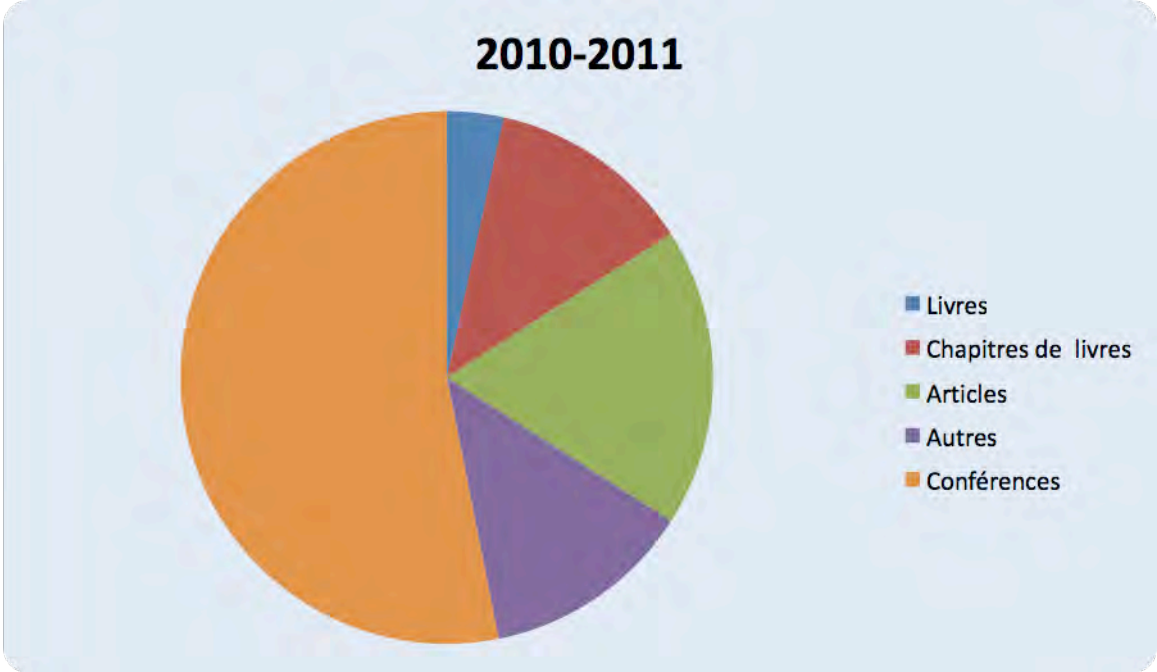
Au cours des années 80, les travaux du Centre suivront l'évolution sociale et technologique et porteront sur l'étude des normes naissantes en matière d'éthique médicale, puis sur l'émergence de nouvelles normes en matière de technologies biomédicales et de génétique. D'autres recherches aborderont les enjeux éthiques, juridiques et sociaux soulevés par l'usage de la xénotransplantation et favoriseront l'étude des rapports de l'humain avec le monde animal et avec l'environnement. Débordant l'étude du droit de la radio et de la télédiffusion, nos travaux dans ce domaine conduiront à celle des nouvelles technologies de communication, et aboutiront à la publication du premier traité francophone portant sur le droit du cyberespace. D'autres projets porteront sur la protection des renseignements personnels numérisés, la gestion des différends nés sur *Internet*, le commerce électronique, la démocratisation de l'accès au droit et l'avènement du gouvernement et de la justice en ligne. Parallèlement, nos investigations dans le champ de la théorie du droit se sont orientées vers l'étude des conditions d'émergence des nouvelles normativités sociales et juridiques. Inspirés par les théories du pluralisme juridique, ces travaux empiriques et théoriques traiteront tour à tour des enjeux idéologiques de la décision judiciaire, des formes juridique et politique de la gouvernance autochtone, des formes contemporaines de l'action publique, du traitement juridique des problèmes sociaux et des effets de la diversité ethnoculturelle contemporaine sur l'évolution de la normativité juridique. Ces thèmes sont, depuis 2003, regroupés selon trois grands axes de recherche, à savoir : Droit et nouveaux rapports sociaux, Droit et technologies d'information et de communication et Droit, biotechnologie et rapport au milieu. Ce sont les travaux effectués selon ces axes qui composent le bilan des activités contenues au présent rapport.

1. Publications et diffusion de la connaissance

En 2010-2011, les 18 chercheurs réguliers du Centre ont contribué à la rédaction ou l'édition de 11 ouvrages. Ils ont publié 36 articles scientifiques et 57 contributions à un ouvrage collectif, rapports de recherche, actes de colloque et autres publications en tout genre. Ils ont par ailleurs prononcé 124 conférences scientifiques (annexe 1). Les étudiants et agents de recherche du Centre ont, pour leur part, été les auteurs ou les co-auteurs de 2 contributions à des ouvrages collectifs, de 22 articles scientifiques, de 6 contributions à des actes de colloques et de 16 rapports de recherche et autres publications de tout genre. Ils ont été associés à 48 conférences scientifiques (annexe 2).

En tenant compte des contributions individuelles et des publications combinées des étudiants et des chercheurs, les publications annuelles du Centre pour 2010-2011 représentent 11 ouvrages, 40 chapitres de livres, 58 articles publiés dans les pages de revues scientifiques et 41 publications de divers types (actes de colloques, rapports de recherche, etc.). Finalement, les chercheurs, étudiants et agents de recherche du CRDP auront prononcé 170 conférences (Figure 1).

Figure 1 : Diffusion scientifique au CRDP 2010-2011

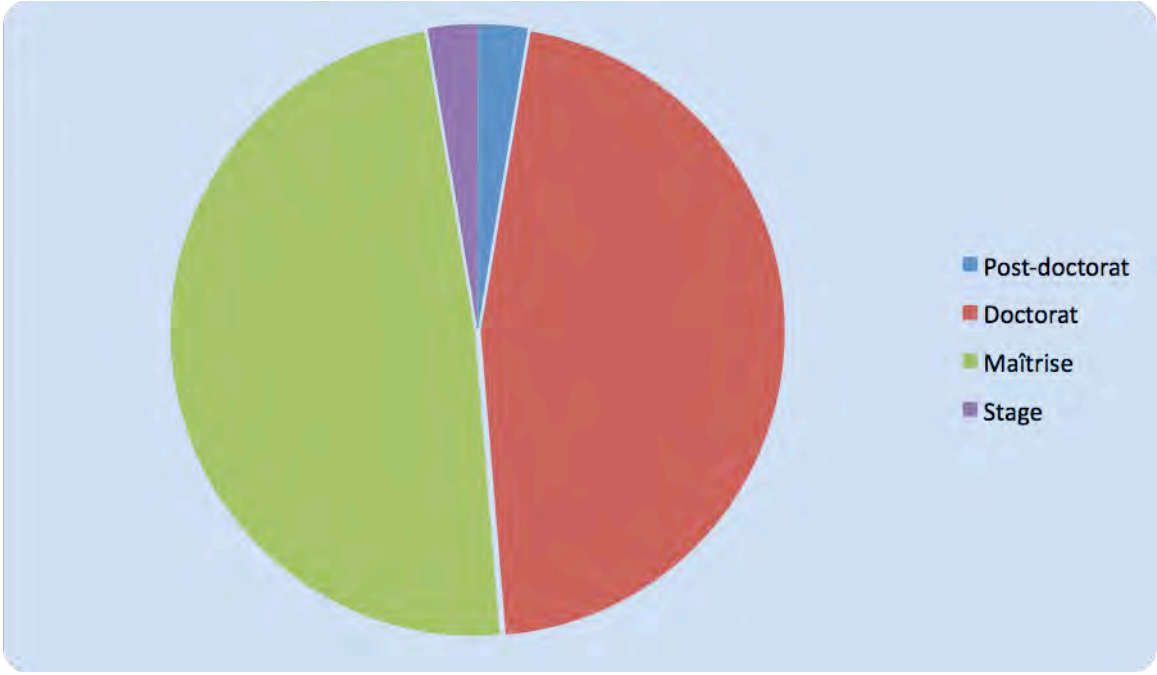


Ce bilan des activités scientifiques auxquelles sont associés les chercheurs et les étudiants du CRDP se doit également d'inclure les événements organisés par le Centre et ses diverses composantes, telles la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique, la Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne, la Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées, la Chaire en droit des affaires et du commerce international et la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques. Au total, le CRDP a participé à l'organisation de 44 événements scientifiques, colloques, conférences et séminaires durant la période 2010-2011. La revue du Centre, *Lex Electronica*, aura permis la publication de 36 articles scientifiques d'auteurs internationaux.

2. Formation des étudiants

La formation des étudiants et la mission de formation d'une relève scientifique prend, au CRDP, une multitude de formes et inclut une contribution à tous les cycles de la formation universitaire. Les chercheurs réguliers du Centre ont ainsi été appelés à encadrer un nombre croissant d'étudiants, au fur et à mesure qu'évoluent les programmes de formation offerts, tant à la Faculté de droit qu'en médecine, en pharmacie, en informatique, en sociologie, en anthropologie, en criminologie, en philosophie, en éthique appliquée et en sciences humaines appliquées. Les chercheurs du CRDP assurent par ailleurs la direction ou la co-direction de programmes d'études supérieures en commerce électronique et en sciences humaines appliquées, en plus d'enseigner dans le cadre des différents programmes de doctorat et de maîtrise offerts à la Faculté de droit. Ainsi, en 2010-2011, les chercheurs du CRDP ont participé à l'encadrement de 4 chercheurs postdoctoraux, 70 étudiants de doctorat (dont 3 ont déposé leur thèse) et 74 étudiants de maîtrise (dont 7 ont déposé leur mémoire). Les chercheurs du Centre ont également encadré 4 étudiants dans le cadre de stages au CRDP. Ainsi, au total, 152 étudiants ont bénéficié de l'encadrement des chercheurs du Centre (annexe 3).

Figure 2 : Étudiants encadrés aux divers cycles



Une liste des titres des thèses et mémoires en cours durant l'année 2010-2011 est reproduite à l'annexe 3 du présent rapport. Cette activité d'encadrement est notamment favorisée par le développement de programmes de formation établis sur la base de nos axes de recherche dans le domaine de la biotechnologie et des technologies de l'information et des communications.

À cet encadrement lié au contexte d'études, il faut également ajouter un encadrement qui est tout aussi essentiel à la formation d'une relève en recherche. Nous référons ici à l'encadrement quotidien des 32 étudiants engagés en tant qu'auxiliaires de recherche par les chercheurs du Centre, ainsi qu'aux 10 agents de recherche qui, pour l'essentiel, sont inscrits aux cycles supérieurs à l'un ou l'autre des programmes offerts par l'Université de Montréal. Ces données ne tiennent finalement pas compte des étudiants formés par les chercheurs associés et les collaborateurs du Regroupement *Droit et changements* pour la même période, souvent dans la foulée de travaux de recherche initiés au CRDP.

Finalement, le CRDP aura contribué, en 2010-2011, au support financier de nombreux étudiants. Le Centre aura attribué 10 bourses de rédaction et de soutien à des étudiants afin d'aider ceux-ci dans le cadre de leurs études. En tout, 46 430 $ auront été versés aux étudiants par le Centre sous forme de bourses et d'aide financière durant cette année. Ce montant comprend les 2 bourses d'initiation à la recherche du CRDP – lesquelles totalisent 1 500 $ – versés à des étudiants de premier cycle démontrant un intérêt marqué pour la recherche scientifique en droit et les 4 bourses de 4 500 $ attribuées à des doctorants affiliés au Centre. À cette contribution, il ne faut pas omettre de rajouter les salaires versés aux auxiliaires et agents de recherche.

3. Évolution du financement de la recherche

Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément une cinquantaine de projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche. Du droit autochtone au droit à la vie privée, en passant par le droit des biotechnologies et le droit international, la diversité des thèmes étudiés reflète la complémentarité des expertises développées au Centre.

Cette diversité, ainsi que la multiplicité des projets rendent également compte d'une évolution continue de nos travaux, lesquels sont le fruit d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP. En effet, les activités du Centre se caractérisent par certaines tendances lourdes : la première tient à la diversité des institutions de rattachement des chercheurs du Centre; la deuxième, à l'internationalisation de plusieurs projets développés, au départ, sur le plan québécois; la troisième, à l'importance prise par certaines activités de transfert des connaissances. Signalons également que le CRDP a su, au cours des dernières années, être le siège d'importantes structures de collaborations scientifiques. C'est notamment le cas du Regroupement *Droit et changements* et d'importants consortiums de recherche comme *Peuples autochtones et gouvernance* ou *P^3G*. L'activité du Centre favorise par ailleurs la création de nouvelles structures de recherche, chaires, observatoire ou laboratoire. Mentionnons, à titre d'exemples, l'Observatoire sur le Droit à la justice, et le Laboratoire sur la cyberjustice. Finalement, indiquons la proportion toujours plus importante des fonds que le CRDP est appelé à administrer pour les chercheurs d'autres universités ou qu'il est conduit à leur transférer à la suite d'ententes entre les universités, notamment dans le cadre de grands consortiums de recherche.

Durant l'année 2010-2011, le CRDP a poursuivi son plan de repositionnement stratégique en misant sur les projets d'envergure, tout en multipliant les sources de financement. Le niveau de financement des projets du CRDP est aujourd'hui de 3 millions de dollars.

4. Le CRDP en tant qu'infrastructure de recherche

Le Centre de recherche en droit public est d'abord et avant tout un espace de concertation entre chercheurs et entre chercheurs et étudiants. Cette fonction a été particulièrement affirmée, depuis 2004, par la consécration du CRDP comme Regroupement stratégique par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). L'activité d'un centre comme le CRDP se mesure d'abord à sa capacité de fédérer des chercheurs et des projets de recherche. Le caractère interdisciplinaire de nos travaux favorise ce regroupement continu des activités scientifiques en droit. Cette mise en commun des compétences et des perspectives est elle-même rendue possible grâce au soutien que l'Université de Montréal et la Faculté de droit accordent aux activités du Centre, mais également du fait de l'entretien d'une longue tradition de concertation au sein des milieux scientifiques.

Les chercheurs du CRDP bénéficient par ailleurs du travail d'un secrétariat très expérimenté, d'un personnel spécialisé dans la gestion de fonds de recherche importants et de spécialistes des communications électroniques. Si le CRDP peut également réaliser ses activités, c'est du fait du travail d'un personnel de recherche stable, comprenant près de cent chercheurs, professionnels, agents et auxiliaires de recherche, œuvrant avec toutes les équipes du Centre de recherche en droit public. Cette importante masse de collaborateurs explique en grande partie la capacité du CRDP d'agir comme catalyseur de la recherche dans de très nombreux aspects du droit contemporain, au Québec et au Canada.

Legal Research: the result of a long history

1. Publications and knowledge sharing
2. Education and training
3. Evolution of research funding
4. The CRDP: research infrastructure

The work done by the *Centre de recherche en droit public* (CRDP) since its foundation in 1962 has focused on contemporary forms of law and conditions underlying its emergence as well as its relations with other forms of normativity and social regulation. Naturally, our research perspectives have changed over the decades. While the CRDP's mission in its first years was to "promote and perform research on public law, particularly constitutional and administrative law", it gradually expanded to encompass a wide range of issues and themes in contemporary law.

During its first 20 years, the CRDP's researchers mainly studied development of Québec government and evolution of public law, notably in the field of administrative law. At the time, the CRDP's innovative research concentrated on regional administrative structures and on law pertaining to health care, higher education, radio and television, new states' right to declare sovereignty, etc.

In the 1980's, the CRDP's work followed social and technological changes, and turned toward emerging norms in medical ethics, which led to study the emergence of norms in biomedial and genetic technologies. Research was also done on the ethical, legal and social issues raised by xenotransplants, which fostered the study of relations between human and animal and as well as between environment and law. Expanding beyond the study of radio and broadcasting law, our work in this field led to research on new communication technologies, which resulted in the publication of the first French-language treatise on cyberspace law. Other projects were related to protection of digitalized personal information, management of disputes arising on the *Internet*, electronic commerce, democratization of access to law and advent of online government services and justice. In parallel, our investigations in legal theory were directed toward the conditions for emergence of new social and legal normativities. Inspired by legal pluralism theories, the CRDP's empirical and theoretical research dealt with ideological stakes involved in judicial decisions, legal and political forms of Aboriginal governance, contemporary forms of public action, judicial handling of social problems and effects of contemporary ethno-cultural diversity on legal norms. Since 2003, these themes have been grouped into three major research areas: Law and New Social Relations, Law and Information and Communication Technologies, and Law, Biotechnology and Community. This report consists in an update on the research projects currently conducted in one or the other of these research areas.

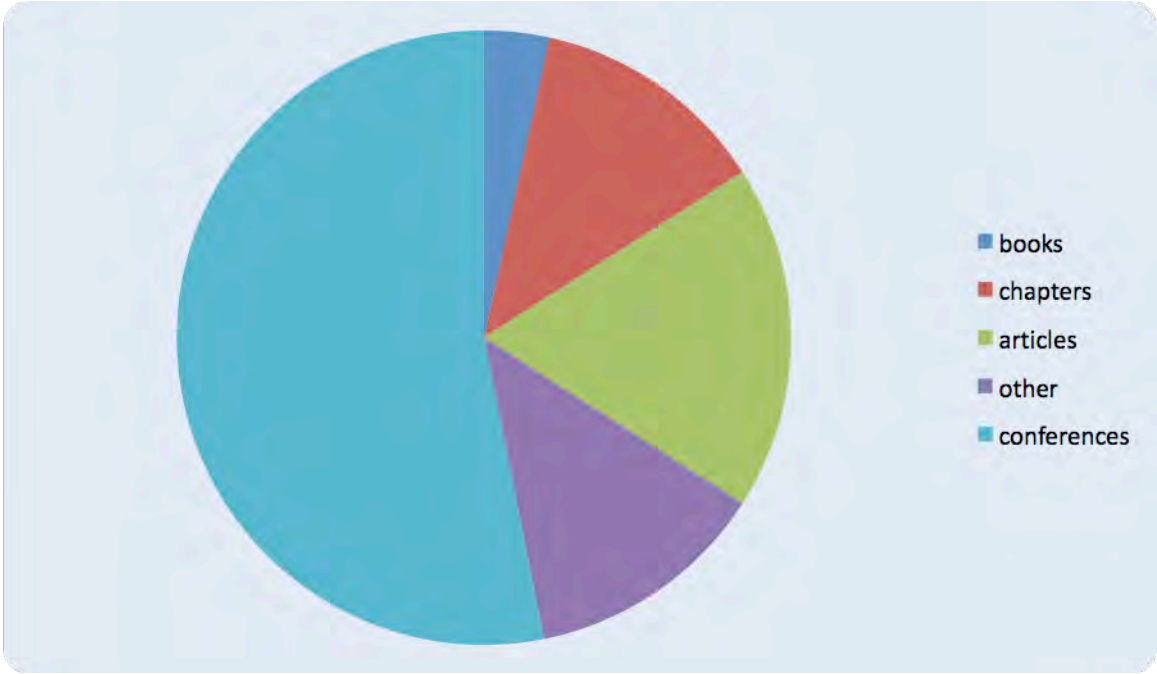
1. Publications and knowledge sharing

In 2010-2011, CRDP's 18 main researchers contributed to the writing or publication of 11 books. They published 36 academic articles and 57 contributions to collective works, research reports, conference proceedings and other texts. Moreover, they gave 124 academic conferences (Annex 1). As for the Center's students and research officers, they authored or co-authored 2 contributions to collective works, 22 academic articles, 6 contributions to conference proceedings and 16 research reports and other texts. They were also involved in 44 academic conferences (Annex 2).

Given students and researchers' combined contributions and publications, the CRDP published, in 2010-2011, 11 books, 40 book chapters, 58 academic articles and 41 publications of other types

(contributions to conference proceedings, research reports, etc.). Finally, the Center's researchers, students and research officers gave 170 conferences (Figure 1).

Figure 1: Knowledge Sharing for 2010-2011

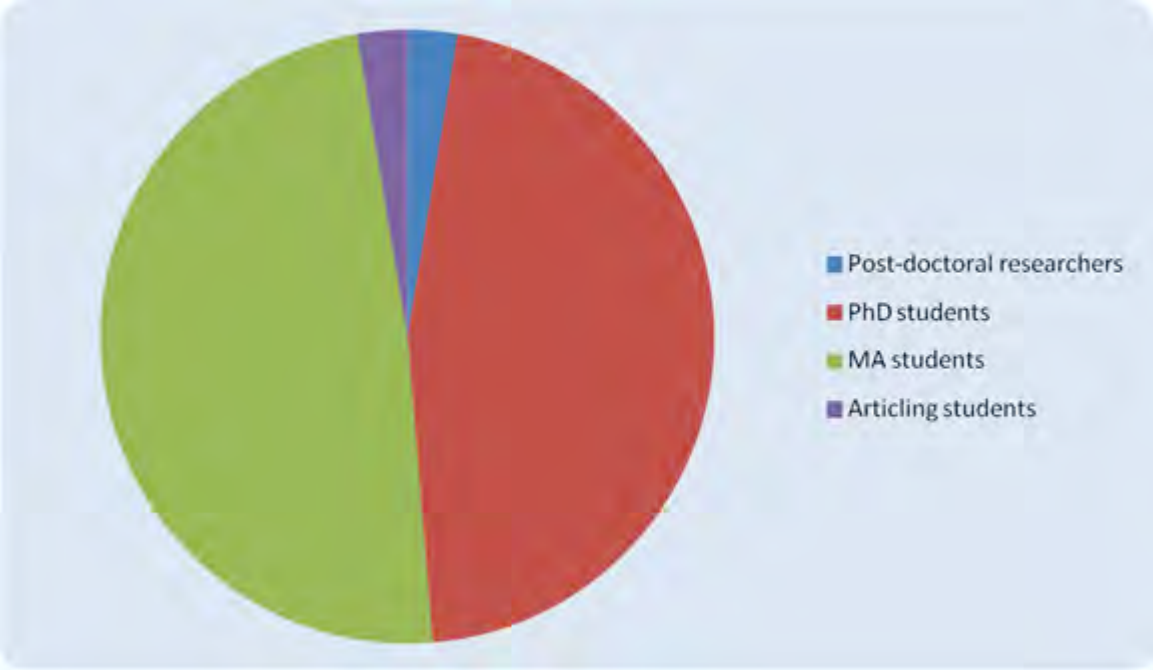


Update on scientific activities with which CRDP's students and researchers are associated also has to take into account events organized by the Center and its various components, such as the L.R. Wilson Chair in Information Technology and E-Commerce Law, the Jean-Monnet Chair in European Union Law, the Canadian Research Chair in Law and Medicine, the Canada Research Chair in North American and Comparative Juridical and Cultural Identities, the Chair in Business Law and International Trade and the Université de Montréal's Chair of excellence in E-Commerce and Security Law. All around, the CRDP organized 44 academic events, colloquies, conferences and seminars in 2010-2011. Moreover, 36 academic articles signed by authors from around the world were published in CRDP's journal, *Lex Electronica*.

2. Education and training

Training of both graduate and undergraduate students, as well as the mission of developing all future scientific succession are addressed in a myriad of ways at the CRDP. The Center's main researchers are being called upon to supervise a growing number of students as training programs change, both at the Faculty of Law and in other fields, such as medicine, pharmacology, computer science, sociology, anthropology, criminology, philosophy, applied ethics and applied human sciences. CRDP researchers direct and co-direct graduate studies programs in electronic commerce and applied human sciences, as well as teach in various PhD and Master's programs offered at the Faculty of Law. Accordingly, in 2010-2011, the Center's researchers supervised 4 post-doctoral researchers, 70 PhD students (3 of whom submitted their dissertation) and 74 MA students (7 of whom submitted their thesis). The researchers also oversaw the internships of 4 students. In total, 152 students benefited from the supervision of CRDP's researchers (Annex 3).

Figure 2: Supervised students in various cycles



A list of the MA thesis and PhD dissertations submitted in 2010-2011 or currently in the process of being written is provided in Annex 3. Supervision of thesis and dissertations is aided by the development of training programs based on our biotechnology and information and communications technologies research areas.

In addition to supervising students' academic progress, we also provide training that is just as essential to producing a new generation of researchers, that is, the day-to-day supervision of 32 students employed as research assistants by the CRDP's researchers, as well as 10 research officers who are almost all enrolled in graduate studies at the Université de Montréal. Finally, this data does not take into account students trained by associate researchers and contributors from the *Regroupement Droit et changements*, whose training often flows from research projects initiated by the CRDP.

Finally, in 2010-2011, the CRDP contributed to the financial support of many students. The Center awarded 10 writing and financial relief grants to students in order to help them in their studies. In all, $46.430 was given out to students through grants and financial assistance. This includes two scholarships – totalizing $1.500 - granted by the Center to introduce undergraduate students to legal research, as well as four $4.500 bursaries attributed to PhD students affiliated with the Center. Salaries paid to research assistants and officers complete this overview of the Center's allocation of funds to students.

3. Evolution of research funding

CRDP's main researchers are concurrently conducting 46 funded research projects. These projects regard a wide range of themes and issues related to our research areas. From Aboriginal law to the right to the respect of private life, from biotechnology law to international law, the themes' diversity reflects the complementary nature of the expertise developed at the Center.

This diversity, along with the multiplicity of our projects, also shows ongoing evolution in our research, which is the fruit of major scientific collaboration among CRDP's main researchers, associate researchers and contributors. There are certain clear trends in the CRDP's activities: first, the diversity of the institutions to which the Center's researchers belong; second, the internationalization of many projects

which were initially started in Québec; and third, the growing importance of knowledge transfer activities. Note also that in recent years the CRDP has provided the framework for major scientific collaborations. In particular, it has been the case with respect to the *Regroupement Droit et changements* as well as important research consortiums, such as Indigenous Peoples and Governance, and P3G. The CRDP also creates an environment conducive to the setting up of new research structures, chairs, watches and laboratories, among which are the *Observatoire du Droit à la justice* and the Cyberjustice Laboratory. Finally, the proportion of funds the CRDP is called upon to administer for or transfer to researchers of other universities is constantly growing owing to agreements among universities, particularly with respect to major research consortiums.

In 2010-2011, the CRDP pursued its strategic repositioning plan by focusing on large-scale projects while increasing sources of funding. The level of funding for CRDP projects is of 3 million dollars this year.

4. The CRDP: a research infrastructure

First and foremost, the CRDP provides a framework for cooperation among researchers as well as among researchers and students. Since 2004, this function has been especially strengthened thanks to the CRDP's designation as a strategic group by the *Fonds québécois de recherche sur la société et la culture* (FQRSC). The relevance of a center such as the CRDP is demonstrated primarily by its ability to bring researchers and research projects together. The interdisciplinary nature of our work furthers constant interactions among research activities in law. This pooling of competencies and perspectives is made possible thanks to the Université de Montréal and the Faculty of Law’s support, but it is also due to the long tradition of cooperation within scientific communities.

Furthermore, the CRDP's researchers can count on the support of a very experienced administrative staff, a team specialized in the management of major research fundings as well as numerous specialists in electronic communications. The CRDP's achievements also depend on the work of a stable research team that includes approximately 100 research professionals, officers and assistants. This important body of collaborators plays a major part in the CRDP's capacity to act as a catalyst for research in such a wide range of aspects of contemporary law.

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

SUBVENTIONS, DONS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES MEMBRES RÉGULIERS

		Montant obtenu du 01/06/2010 au 31/04/2011
		$
INDIVIDUELS ET D'ÉQUIPES		
CÉDAR	1	186 221 $
CRSH	5	477 924 $
MDEIE	1	25 430 $
FQRSC	1	26 400 $
CHAIRES	1	32 800 $
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	3	52 500 $
UNIVERSITÉ MCGILL	2	47 313 $
BARREAU	1	4 821 $
MINISTÈRES	4	215 075 $
VILLE DE QUÉBEC	1	34 200 $
ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE	2	219 329 $
COMMISSION EUROPÉENNE	1	55 026 $
CONFÉRENCES	3	18 410 $
AUTRES	8	53 428 $
TOTAL	**36**	**3 164 045 $**

CHERCHEURS DU CRDP ET DU REGROUPEMENT *DROIT ET CHANGEMENTS*

CHERCHEURS RÉGULIERS

18 chercheurs réguliers
30 chercheurs associés
23 collaborateurs

BATES Karine
(Ph.D.McGill)
Professeure adjointe / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Anthropologie juridique, Inde, Asie du sud
karine.bates@umontreal.ca

BENYEKHLEF Karim
(Ph.D., LL.M., Université de Montréal)
Professeur titulaire / Axe Droit et technologies de l'information et des communications
Champs d'intérêt : Droit international, Droit du cyberespace, Droit constitutionnel
karim.benyekhlef@umontreal.ca

FRÉMONT Jacques
(LL.M. York University)
Professeur titulaire / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit constitutionnel et administratif, Coopération internationale
jacques.fremont@umontreal.ca

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François
(LL. D. Université d'Ottawa; LL. M., LL.B. Université Laval)
Professeur titulaire/Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit public et constitutionnel canadien; Droit comparé civil/common law; Politisation du religieux; Théorisation éthico-juridique du fédéralisme
jf.gaudreault-desbiens@umontreal.ca

GAUTRAIS Vincent
(LL.D., LL.M. Université de Montréal)
Professeur agrégé / Axe Droit et technologies de l'information et des communications
Champs d'intérêt : Droit du commerce électronique, Droit des contrats électroniques, Droit de la cyberconsommation, Vie privée et Internet, Sécurité informatique, Règlement des différends en ligne, propriété intellectuelle et Internet
vincent.gautrais@umontreal.ca

GENDREAU Ysolde
(LL. M. McGill University; Doc. Université de Paris II)
Professeure titulaire / Axe Droit et technologies de l'information et des communications
Champs d'intérêt : Droit de la propriété intellectuelle
ysolde.gendreau@umontreal.ca

LAJOIE Andrée
(M.A. Oxford University; LL.L. Université de Montréal)
Professeure émérite /Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Professeure invitée, Université libre de Bruxelles, février 2010
Champs d'intérêt : Droit constitutionnel, Théorie du droit, Droit des autochtones
andree.lajoie@umontreal.ca

LEMAY Violaine
(LL.D. Université de Montréal; LL.M. Université Laval)
Professeure adjointe / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Interdisciplinarité, Droit de la jeunesse, Théories et pratiques de l'intervention professionnelle, Théorie du droit, Sociologie du droit
violaine.lemay@umontreal.ca

LEROUX Thérèse
(Ph.D. Université Laval; B. Sc. et LL.B. Université de Sherbrooke)
Professeure titulaire / Axe Droit, biotechnologies et environnement
Champs d'intérêt : Droit de la santé publique, Droit associé aux biotechnologies
therese.leroux@umontreal.ca

MACKAAY Ejan
(LL.M., LL.D. Université d'Amsterdam; LL.M. Université de Toronto)
Professeur émérite / Axe Droit et technologies de l'information et des communications & Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies de l'information et des communications
ejan.mackaay@umontreal.ca

MOLINARI Patrick A.
(LL.M. Université de Montréal)
Professeur émérite / Axe Droit, biotechnologies et environnement
Champs d'intérêt : Droit de la santé et des systèmes de santé
patrick.molinari@umontreal.ca

NEUWAHL Nanette
(LL.B et LL.M. Université de Leyde, Pays-Bas;
Ph.D. Institut universitaire européen, Florence, Italie)
Professeure titulaire (Chaire Jean-Monnet en Droit de l'Union européenne) / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Droit de l'Union européenne, Droit de la Communauté européenne, Droit constitutionnel de l'UE, Droits fondamentaux, Harmonisation du droit, Politique commerciale commune de l'UE, Relations extérieures de l'UE, Droit international institutionnel
nanette.neuwahl@umontreal.ca

NOREAU Pierre
(LL.B. Université Laval; M.Sc. Sci. pol. Université de Montréal; Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris)
Professeur titulaire / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Champs d'intérêt : Sociologie, Science politique, Gouvernance, Diversité
pierre.noreau@umontreal.ca

POULIN Daniel
Professeur titulaire / Axe Droit et technologies de l'information et des communications
Champs d'intérêt : Droit du cyberespace, système d'information juridique et informatisation des processus juridiques
daniel.poulin@umontreal.ca

ROCHER Guy
(Ph.D. Harvard University; M.A. Socio. Université Laval)
Professeur émérite / Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
guy.rocher@umontreal.ca

Champs d'intérêt : Sociologie du droit, Sociologie de la santé, Théorie du droit

ROUSSEAU Stéphane
(LL.M. Université Laval, S.J.D. Université de Toronto)
Professeur titulaire/Axe Droit et nouveaux rapports sociaux
Professeur invité, Faculté de droit, Université Paris V (René-Descartes), mars 2010
Professeur invité, Faculté Jean-Monnet, Université Paris-Sud 11, novembre 2009
Champs d'intérêt : Droit des sociétés, Droit des valeurs mobilières, Analyse économique du droit
stephane.rousseau@umontreal.ca

TRUDEAU Hélène
Professeure agrégée/Axe Droit, biotechnologies et environnement
Professeure invitée à l'Université libre de Bruxelles (détentrice d'une Chaire internationale d'un mois)
Champs d'intérêt : Droit de l'environnement canadien et québécois, Droit international de l'environnement, Principe de précaution en droit canadien et en droit international, Responsabilité civile et pénale pour dommages environnementaux, Encadrement juridique des problèmes environnementaux globaux
helene.trudeau@umontreal.ca

TRUDEL Pierre (LL.M. Université de Montréal)
Professeur titulaire / Axe Droit et technologies de l'information et des communications
Champs d'intérêt : Droit des communications, Cyberespace, Commerce électronique, Méthodologie d'évaluation des technologies au regard du droit
pierre.trudel@umontreal.ca

AXE
DROIT ET NOUVEAUX ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

CHERCHEURS ASSOCIÉS

COUTU Michel
Coordonnateur du Groupe d'études sur le droit du travail (GEDT-CRIMT)
michel.coutu@umontreal.ca

DELAGE Denys
Sociologie, Université Laval
denys.delage@soc.ulaval.ca

FOREST Pierre-Gerlier
Science politique, Université Laval
pierre-gerlier.forest@pol.ulaval.ca

GELLER Paul
pgeller@Law.USC.EDU

JANDA Richard
Faculté de droit, Université McGill
richard.janda@mcgill.ca

KASIRER Nicholas
Faculté de droit, Université McGill
nicholas.kasirer@mcgill.ca

MACDONALD Roderick
Faculté de droit, Université McGill
roderick.macdonald@mcgill.ca

OTIS Ghislain
Faculté de droit, Université Laval
ghislain.otis@fd.ulaval.ca

PERRIER Yvan
Cegep du Vieux Montréal
yvan_perrier@videotron.ca

VALLÉE Guylaine
École de Relations industrielles, Université de Montréal
guylaine.vallee@umontreal.ca

VAN PRAAGH Shauna
Faculté de droit, Université McGill
shauna.vanpraagh@mcgill.ca

COLLABORATEURS

BEAULIEU Marie-Dominique
Chaire Docteur-Sadok-Besrour en médecine familiale
Centre de recherche du CHUM
marie-dominique.beaulieu@umontreal.ca

BIBEAU Gilles
Anthropologie, Université de Montréal
gilles.bibeau@umontreal.ca

DENIS Jean-Louis
Chaire sur la Gouverne et transformation des organisations de santé
Université de Montréal
jean-louis.denis@umontreal.ca

GAGNON Jean-Denis
Faculté de droit, Université de Montréal
morebor@colba.net

LAMETTI David
Faculté de droit, Université McGill
david.lametti@mcgill.ca

LÉVESQUE Carole
INRS Urbanisation culture et société
carole.levesque@inrs-ucs.uquebec.ca

MOYSE Pierre-Emmanuel
Faculté de droit, Université McGill
Pierre-emmanuel.moyse@mcgill.ca

PROULX Marc-Urbain
Sciences économiques et administratives, UQAC
muproulx@uqac.ca

THOMAS Daniel
Sciences sociales, UQAT
daniel.thomas@uqat.ca

AXE
DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

CHERCHEURS ASSOCIÉS

BENABOU Valérie-Laure
(Chercheure associée hors Québec)
Droit des affaires et nouvelles technologies
Université de Versailles St-Quentin
vbenabou@club-internet.fr

DESCHENES Mylène
mylene.deschenes@umontreal.ca

GÉLINAS Fabien
Faculté de droit, Université McGill
fabien.gelinas@mcgill.ca

LAMBERTERIE Isabelle de
(Chercheure associée hors Québec)
CNRS-CECOJI
delamberterie@ivry.cnrs.fr

POULIN Daniel
Lexum
Faculté de droit, Université de Montréal
daniel.poulin@umontreal.ca

COLLABORATEURS

DEFFAINS Bruno
CREDES, Nancy, France
bruno.deffains@univ-nancy2.fr

HOWELL Robert
Faculty of Law, University of Victoria
rhowell@uvid.ca

LEFEBVRE Guy
CDACI, Faculté de droit, Université de Montréal
guy.lefebvre@umontreal.ca

POULLET Yves
Faculté universitaire Notre-Dame de la Paix, Namur
yves.poullet@fundp.ac.be

STROWEL Alain
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles
astrowel@fusl.ac.be

VAVER David
Centre de propriété intellectuelle, Oxford
david.vaver@st-peters.oxford.ac.uk

AXE
DROIT, BIOTECHNOLOGIE ET RAPPORT AU MILIEU

CHERCHEURS ASSOCIÉS

ADAMS Wendy
Faculté de droit, Université McGill
wendy.adams@mcgill.ca

AVARD Denise
Professeur agrégée au Centre de Génomique et Politiques, Université McGill
denise.avard@mcgill.ca

CAULFIELD Timothy
(Chercheur associé hors Québec)
Health Law Institute, University of Alberta
tcaulfd@law.ualberta.ca

DAAR Abdallah
(Chercheur associé hors Québec)
Joint Centre for Bioethics, University of Toronto
a.darr@utoronto.ca

GLASS Kathleen
Biomedical Ethics Unit, Université McGill
kathleen.glass@mcgill.ca

GODARD Béatrice
Professeure agrégée, Directrice des Programmes de bioéthique de la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal
beatrice.godard@umontreal.ca

GOLD Richard
Faculté de droit, Université McGill
richard.gold2@mcgill.ca

HAMET Pavel
Centre de recherche du CHUM
pavel.hamet@umontreal.ca

KNOPPERS Bartha Maria
Directrice du Centre de Génomique et Politiques, Université McGill
bartha.knoppers@mcgill.ca

LÉTOURNEAU Lyne
Sciences animales, Université Laval
lyne.letourneau@crbr.ulaval.ca

SIMARD Jacques
Centre de recherche CHUL-CHUQ
jacques.simard@crchul.ulaval.ca

SINNETT Daniel
Centre de recherche Hématologie Oncologie, Hôpital Ste-Justine
daniel.sinnett@umontreal.ca

SIRARD Marc-André
Sciences animales, Université Laval
marc-andré.sirard@crbr.ulaval.ca

COLLABORATEURS

BONDOLFI Alberto
Centre de bioéthique, Suisse
alberto.bondolfi@cle.unil.ch

DOUCET Hubert
Professeur invité, Programmes de bioéthique
Université de Montréal
hubert.doucet@umontreal.ca

GAUDET Daniel
Centre de médecine génique communautaire, Université de Montréal
daniel.gaudet@umontreal.ca

HUDSON Tom
Genome Qc Innovation Centre, Université McGill
tom.hudson@mcgill.ca

POTHIER François
Département de reproduction animale, Université Laval
francois.pothier@crbr.ulaval.ca

SINGER Peter
Joint Centre for Bioethics, University of Toronto
peter.singer@utoronto.ca

SPRUMONT Dominique
Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel
dominique.sprumont@unifr.ch

WILSON Brenda
Médecine sociale, Université d'Ottawa
bwilson@uottawa.ca

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ADMINISTRATIF

CHERCHEURS INVITÉS :

ROY Jean-Louis
STANTON-JEAN Michèle

POST-DOCTORANTS:

AL-DABBAGH Harith
DECROIX Arnaud
HAMMAMOUN Saïd
SAIHI Majouba

AGENTS DE RECHERCHE :

ABRAN France
AJANOHOUN Nandia Arielle Théophilia
AKOUAMBA Bertine-Sandra
ALAMI HAMEDANE Khaoula
COUTURE-MÉNARD Marie-Ève
GENDREAU Caroline
GENTELET Karine
GIRARD Nathalie
LAMONTAGNE Anik
SÉNÉCAL Karine

STAGIAIRES :

BOND ROUSSEL Geneviève
GRATTON Sophie
LAFERRIÈRE Ariane
NEHMÉ Georges

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :

AGUERRE Mirentxu
AQALLAL Hamza
AUBÉ Sylvain
BABACAR Diop
BENFREDJ Esther
CÔTÉ Philippe-Aubert
COUSINEAU Julie
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
DAHER Marc
DAIGNEAULT-GUIMOND Astrid
DE SAINT-EXUPÉRY Gilles
FOURNIER Julien
GAGNON Simon
GROTINO Frédéric
GUIDIBI Christian
IAVARONE-TURCOTTE Cléa
LAGUEUX Annie
LEFEBVRE Philippe
LEMIRE François-Xavier
MATHIEU Fedora
MIRIELLO Matteo
MOUGNIGUI Danielle
MOUAFO Fidele
PAPY Jacques
PEREZ-ROA Lorena
PORCIN Adriane
PRUD'HOMME Benjamin
RICHARD Sébastien
RIVEST-BONIN Pierre-Olivier
ROBINETTE-OUELLETTE Jean-François
THÉORÊT Élise
TOULAÏT Karima

PERSONNEL ADMINISTRATIF DU CRDP

DIRECTEUR :

BENYEKHLEF Karim

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE (FACULTÉ/CRDP)

BOYER Manon
HETU Normand

ADMINISTRATION :

ROY Odette, Commis aux affaires administratives
THOMAS Betty, Agente de gestion financière

COORDINATION :

AUBÉ Sylvain, Relations étudiantes
GROTINO Frédéric, Communication
HENRY Elisa, Coordonnatrice
VERMEYS Nicolas, Directeur adjoint du Laboratoire sur la cyberjustice

SECRÉTARIAT :

MAGANA Alma Lorena, Agente de secrétariat
THÉRIAULT-SYLVESTRE Sylvie, Agente de secrétariat
VÉRONNEAU Ginette, Secrétaire du directeur

SOUTIEN INFORMATIQUE :

ROY Normand

CONSEIL DE DIRECTION DU CRDP 2010-2011

PRÉSIDENT :

René HURTUBISE
Cour supérieure du Québec

MEMBRES :

Louis BERNARD
Louis Bernard consultant inc.

Michel BOUCHARD
Justice, Québec
(représenté par Gaston Pelletier)

Yves CÔTÉ
Justice Canada (représenté par Carole Wilans)

Stephen CLARKSON
Université de Toronto

Marc GOLD
Maxwell, Cumming & Sons

Patrick KENNIFF
Kenniff & Racine

Guy LORD
Osler, Hoskin & Harcourt, Montréal

Anne-Marie TRAHAN
Cour supérieure du Québec

MEMBRES D'OFFICE :

Joseph HUBERT
Vice-recteur à la recherche, Université de Montréal (représenté par Dominique Bérubé)

Gilles TRUDEAU
Doyen, Faculté de droit, Université de Montréal

Karim BENYEKHLEF
Directeur, CRDP, Université de Montréal

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

CENTRES AFFILIÉS ET RESEAUX DE RECHERCHE

Agence catalane de protection des données
http://www.apdcat.net/ca/index.php

Centre canadien d'études allemandes et européennes
Université de Montréal
www.cceae.umontreal.ca/

Centre d'études canadiennes
Université de Barcelone
www.ub.edu/

Centre d'études de droit de l'environnement de Tarragona (CEDAT)
Université Rovira i Virgili
www.cedat.cat/

Centre d'études et de recherches de science administrative (CERSA)
Université Panthéon-Assas Paris II
www.u-paris2.fr/html/recherche/centres_rech/cersa.htm

Centre d'études sur la coopération juridique internationale Pôle droit de l'information et de la communication
CECOJI-Antenne parisienne Ivry
www.cecoji.cnrs.fr/

Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI)
Faculté de droit, Université de Montréal
www.cdaci.umontreal.ca/

Centre de droit public
Université libre de Bruxelles
www.ulb.ac.be/rech/inventaire/unites/ULB054.html

Centre de recherche de l'Hôpital Sainte-Justine
Université de Montréal
www.hsj.qc.ca/

Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM)
www.med.umontreal.ca/contenu/reseau/reseau_hosp/CHUM.html

Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec
Faculté de droit, Université McGill
www.law.mcgill.ca/research/centres_qrcpcl-fr.htm

Centre de recherche et de documentation en sciences économiques (CREDES)
Université de Nancy 2
www.univ-nancy2.fr/RECHERCHE/EcoDroit/

Centre de recherche informatique et droit (CRID)
Faculté de droit, Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur
www.droit.fundp.ac.be/crid/

Centre for Innovation Law and Policies
Université de Toronto
www.innovationlaw.org/

Centre for Public Law and Public Policy
Osgoode Hall Law School, York University
www.osgoode.yorku.ca/researcen.htm

Centre on Intellectual Property Policy
Faculté de droit, Université McGill
www.cipp.mcgill.ca/en/index.php

Centre on Values and Ethics (COVE)
Carleton University
www.carleton.ca/cove/

Doctorat en sciences humaines appliquées
Université de Montréal
www.fesp.umontreal.ca/sha/

Groupe d'analyse des politiques publiques (GAPP)
CNRS - École normale supérieure de Cachan
www.gapp-cnrs.ens-cachan.fr/

Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN)
www.gern.msh-paris.fr/

Health Law Institute
Faculté de droit, University of Alberta
www.law.ualberta.ca/centres/hli/

Joint Centre for Bioethics
Université de Toronto
www.utoronto.ca/jcb/home/main.htm

Public Population Project in Genomics (P^3G)
www.p3gconsortium.org

Réseau Droit, gouvernance et développement durable
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles
www.dhdi.free.fr/cours/droitgvdev/d&gcoursmontulet.doc

Unité de recherche en neuroéthique – IRCM
Université Mcgill
www.ircm.qc.ca/neuroethics/fr

AXE

Droit et nouveaux rapports sociaux

AXE
DROIT ET NOUVEAUX RAPPORTS SOCIAUX

L'axe *Droit et nouveaux rapports sociaux* regroupe des chercheurs spécialisés dans l'étude des mutations qui accompagnent les nouvelles formes et les nouveaux usages sociaux du droit. Au cours de l'année 2010-2011, 17 projets de recherche ont été entrepris ou menés dans le cadre des activités scientifiques de l'axe. Ces activités portent essentiellement sur l'ajustement continu de la forme juridique au contour mouvant des rapports sociaux, que ceux-ci touchent la redéfinition des rapports entre majorité et minorité, entre les institutions juridiques et le justiciable, la recomposition des relations entre l'État et le citoyen ou de la mise en forme des relations interpersonnelles ou des rapports commerciaux.

Ces thèmes favorisent le développement de la recherche fondamentale dans le domaine juridique. Les chercheurs de cet axe contribuent ainsi de façon continue au développement de la théorie du droit, au Québec et ailleurs. Les équipes regroupées au sein de cet axe de recherche réunissent huit chercheurs principaux, huit chercheurs associés et plus d'une dizaine de collaborateurs. Leurs travaux sont inspirés par la sociologie et la science politique, par l'analyse économique du droit, par l'anthropologie, par l'histoire et par la philosophie. Le droit y est abordé à la fois comme production sociale et comme facteur structurant des rapports sociaux. Les thèmes abordés au sein de cet axe touchent, notamment, la gouvernance autochtone, la déontologie judiciaire et les nouvelles formes de la gouvernance étatique.

Au cours de la seule année 2010-2011, les chercheurs principaux de l'axe ont préparé, dirigé, publié ou soumis pour publication 6 ouvrages scientifiques, 25 chapitres de livres et 19 articles scientifiques. Ils ont également prononcé 50 conférences scientifiques.

En ce qui a trait aux activités scientifiques, les chercheurs principaux de l'axe *Droit et nouveaux rapports sociaux* ont directement participé à l'organisation de nombreux colloques et conférences sur des thèmes aussi variés que la spéculation financière, le processus de nomination des juges ou encore la gouvernance. Pierre Noreau assume actuellement la présidence de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) et est directeur du bureau des Amériques de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Violaine Lemay, quant à elle, dirige le programme interdisciplinaire de doctorat en sciences humaines appliquées de l'Université de Montréal.

Au chapitre de l'encadrement étudiant et de la formation de la relève scientifique, les chercheurs de l'axe ont dirigé ou codirigé 4 stagiaires postdoctoraux. L'axe réunit par ailleurs 41 doctorants (dont 3 ont obtenu leur doctorat au cours de l'année 2010-2011), ainsi que 26 étudiants de maîtrise (dont 3 diplômés au cours de l'année). Les étudiants ont été encouragés à diffuser leurs propres travaux de recherche; ils ont été à l'origine de 25 publications, et ont prononcé 19 conférences.

TITRE	ORGANISME SUBV.	ANNÉES	RESPONSABLES
Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne	Commission européenne	2008-2012	NEUWAHL N.
Comparative Research on Cross Border Litigation Procedure	Commission européenne	2010-2012	NEUWAHL N.
Conférence de conciliation et de gestion judiciaire	Ministère de la justice du Canada et Cour du Québec	2009-2015	NOREAU P.
Étude des enjeux juridiques des opérations des intermédiaires financiers sur Internet	Autorités des marchés financiers	2011	ROUSSEAU S.
Freedom of Movement and Security in Europe and North America	Université de Montréal et CERSA	2010-2011	NEUWAHL N.
Gouvernance pédagogique dans l'enseignement du droit	CRSH (Programme ordinaire de recherche)	2010-2014	NOREAU P. et Équipe Théorie et émergence du droit
Just-India : Governance and Justice in South Asia : for an Anthropology of Judiciary Cases	ANR-CNRS	2009-2012	BATES K.
Les régimes de responsabilité des administrateurs : instruments de bonne gouvernance ?	CRSH (Programme ordinaire de recherche)	2010-2013	ROUSSEAU S.
Libre circulation en droit comparé	Fonds Georg Stellari	2009-2012	NEUWAHL N.
Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée: identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales	FQRSC	2010-2014	ULYSSE P. -J. et LESEMANN F. et LEMAY V.
Modes informels de transmission de la connaissance des droits : ethnographie d'organisations para-juridiques en Inde	FQRSC (Établissement de nouveaux professeurs-chercheurs)	2009-2012	BATES K.
Peuples autochtones et gouvernance	CRSH (Grands travaux de recherche concertés)	2006-2012	NOREAU P.
Religion and Diversity	CRSH- (Grand travaux de recherche concertés)	2010-2015	GAUDREAULT-DESBIENS J. -F.
Réseau transatlantique : droit, entreprise et risques	CRSH	2010-2011	ROUSSEAU S.
Travaux sur les valeurs et normativités sociales comme espace de construction de la citoyenneté	Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration	2011-2015	NOREAU P.
Un portrait de l'indépendance judicaire des juges administratifs au Québec	Fondation du Barreau	2009-2011	NOREAU P. avec HOULE F. et ISSALYS P.
Variations inter-régionales des crimes liés à la dot et incidences jurisprudentielle	CRSH (petites subventions)	2010	BATES K.

Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne

Commission européenne
2008-2011

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATEURS :
AGUERRE Mirentxu
ATAK Idil
HAMMAMOUN Saïd

La Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne vise à pallier la pénurie de cours en droit de l'Union européenne au Québec et au Canada et à fournir les outils nécessaires aux étudiants qui désirent poursuivre des études supérieures dans cette discipline. Cet engagement envers ce domaine d'études est une première au Canada. Son programme d'activités renforce l'objectif de la Faculté de droit de l'université de Montréal et du CRDP de préparer leurs étudiants pour une carrière internationale, leur permettant de pratiquer le droit non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais aussi à l'étranger, spécialement en Europe. La Chaire permet en effet de diversifier l'offre de cours en droit européen, tant pour les étudiants de premier cycle que pour ceux des études supérieures. En outre, la Chaire permet d'impliquer des jeunes chercheurs dans une série d'activités nouvelles de droit européen ou comparé, auxquelles pourront être associés des professeurs étrangers spécialisés.

Comparative Research on Cross Border Litigation Procedure

Commission européenne
2010-2012

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

Conférences de conciliation et de gestion judiciaire

Ministère de la Justice
Cour du Québec
2009-2015

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre

COLLABORATRICE :
SPIELVOGEL Myriam

Ce projet concerne la conduite d'un projet-pilote visant l'implantation et l'évaluation des *Conférences de gestion et de conciliation* en matière civile. Le projet vise par ailleurs à tirer profit des expériences de *Case management* tentées au sein d'autres juridictions et à favoriser leur implantation graduelle au sein de l'institution judiciaire québécoise.

Une part importante des problèmes rencontrés au cours des années par le système judiciaire québécois tient aux difficultés reliées aux délais et aux coûts de la justice. Ces problèmes nuisent considérablement à l'image et au fonctionnement de la justice, si bien que l'on constate, année après année, une désaffection des justiciables à l'égard du système judiciaire traditionnel. Il s'agit d'ailleurs de problèmes soulevés régulièrement au sein de la communauté juridique.

Une partie de la difficulté tient à la logique dans laquelle s'inscrit l'activité judiciaire elle-même, les caractéristiques du domaine juridique, les contraintes institutionnelles imposées aux praticiens et l'évolution même de la pratique du droit, dans le cadre que nous connaissons actuellement. Il s'agit de problèmes importants, mais que le système juridique québécois n'est pas le seul à connaître.

Certaines des solutions expérimentées au sein d'autres ordres juridiques sont fondées sur une gestion plus serrée de l'instance, gestion qui ne peut être réalisé avec succès que dans le cadre d'une collaboration plus poussée et plus

continue des juges et des praticiens. C'est sur cette base que s'appui le présent projet. Il suggère l'expérimentation de *Conférences de conciliation et de gestion* comme une des solutions au problème des délais et des coûts d'accès à la justice. Par cette voie, on entend à la fois favoriser une plus grande transparence de l'activité judiciaire, une meilleure et une plus rapide communication entre les procureurs et un suivi plus efficace des dossiers judiciaires.

Sur le plan scientifique une enquête empirique est en voie de réalisation dans le cadre d'un projet pilote réalisé par la Cour du Québec dans le district de Longueuil. Elle vise à mesurer l'impact de l'implantation d'une procédure favorisant l'intervention d'un juge très tôt dans la trajectoire judiciaire en matière civile. Un rapport de recherche doit être déposé en mars 2011.

Freedom of Movement and Security in Europe and North America

Université de Montréal - CERSA
2010-11

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATEURS :
HAMMAMOUN Saïd
NOREAU Pierre

En Europe comme en Amérique du Nord, les transactions commerciales transnationales sont multiples, et le législateur européen s'est montré actif dans la recherche de voies de justice transnationales rapides, efficaces et peu coûteuses. Le présent projet de recherche s'intéresse aux litiges transnationaux compris dans une perspective comparative.

Une première conférence reliée à ce projet s'est tenue à Paris à la fin mai 2009. Cette conférence a été organisée en collaboration avec le Centre d'Études et de Recherches de Science Administrative (CERSA) dans le cadre du programme «développement de relations extérieures». On y abordait la question de savoir comment l'Union européenne gère les litiges de faible importance. Dans ce domaine, l'Union européenne a adopté un Règlement instaurant une procédure européenne des petites créances transnationales, procédure coexistant avec les voies procédurales nationales actuellement en vigueur.

Quant aux visées plus larges du projet de recherche, l'objectif poursuivi est d'émettre des recommandations qui serviront aux différents acteurs impliqués dans des transactions internationales, que ce soit à l'intérieur de l'Europe, entre un pays tiers et un pays européen, ou encore à l'extérieur de l'Europe. L'on souhaite entre autre faciliter et rendre plus sécuritaires certaines transactions, par exemple celles qui interviennent avec des entreprises ou des particuliers privés résidant à l'étranger, que ce soit en personne ou via Internet. Les citoyens et les entreprises abandonnent souvent l'idée d'intenter une action en justice pour la simple raison qu'une procédure transnationale leur apparaît trop coûteuse ou trop compliquée. Cette impression est attribuable à plusieurs facteurs. L'on constate d'abord d'importantes différences entre les règles procédurales ou matérielles des différentes juridictions concernées. S'ajoutent à cela l'inévitable barrière linguistique, ainsi qu'une certaine incertitude du justiciable quant à l'exécution d'une décision en sa faveur dans une juridiction étrangère. Ce sont là les problèmes mêmes que le législateur européen s'était promis de résoudre.

Gouvernance pédagogique dans l'enseignement du droit

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre et Équipe Théorie et émergence du droit

CO-CHERCHEURS :
JANDA Richard
LEMAY Violaine
MACDONALD Roderick
VAN PRAAGH Shauna

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
RIVEST-BONIN Pierre-Olivier
PEREZ-ROA Lorena

La gouvernance pédagogique dans l'enseignement du droit est un sujet novateur s'inscrivant dans les travaux de recherche de l'équipe « Théorie et émergence du droit ». Ce projet porte sur l'évolution de l'enseignement dans les facultés de droit canadiennes et québécoises. Plus spécifiquement, il couvre quatre angles d'analyse : l'étude des fondements épistémologiques et théoriques de la formation juridique ; l'étude des modèles pédagogiques et les fonctions de diffuseur du Professeur de droit ; l'étude des conditions d'acquisition des compétences juridiques des étudiants ; enfin, l'étude du cheminement professionnel et vocationnel des juristes après leurs études.

Le principal objectif de cette recherche est d'explorer les conditions de renouvellement de l'enseignement du droit au sein de ces facultés. Ce programme impose alors que soit d'abord établi un bilan des caractéristiques de cet enseignement au Canada et au Québec. Il exige notamment une exploration systématique des perspectives théoriques implicites qui le sous-tendent ; une exploration des modalités actuelles et des approches alternatives susceptibles de renouveler son enseignement dans les facultés ; une étude du processus d'accumulation juridique des étudiants et enfin, une analyse de leur trajectoire professionnelle après leur passage à l'université.

La synergie des collaborateurs du programme laisse présager une contribution dont l'orientation interdisciplinaire relative à l'enseignement du droit apporte un nouvel éclairage sur des perspectives étudiantes, professorales et gestionnaires. Il apparaît que le bon encadrement des étudiants permet de développer des expériences intéressantes pouvant conduire à des publications conjointes entre professeurs et étudiants. Ces collaborations étant largement favorisées par le recours à la recherche empirique.

Il ressort également de ce projet que les liens unissant les objectifs poursuivis aux résultats escomptés seront synthétisés et serviront de socle pour des études ultérieures prometteuses, dont la conduite est prévue au cours de la période 2010-2013.

Just-India : Governance and Justice in South Asia: for an Anthropology of Judiciary Cases

ANR-CRSH

2010-2013

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
BERTI Daniela et TARABOUT Gilles

CHERCHEURE ASSOCIÉE :
BATES Karine

This research proposes to examine legal institutions (such as courts) as social institutions involving interactions between different actors and relations of power. It aims at placing legal processes within a part icular social and cultural context and at explaining the manner in which these contexts influence outcomes. Our assumption is that the details of people's interactions, verbal exchanges and power relationships point to the everyday discourse of the law and to the ways in which state power is concretely implemented in contemporary India. There is an important intellectual and political stake in understanding the law not as a transcendental force that would apply equally to everybody, but as a potential for establishing truths and "justice" as part of the manifestation of the State's power. The project has also a comparative goal and will take into account South Asian Diasporas and the related judicial questions that may have arisen in Europe, North America and in Australia.

Les régimes de responsabilité des administrateurs : instruments de bonne gouvernance ?

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
ROUSSEAU Stéphane

COLLABORATEURS :
BOYER Julie
DI STASIO Raffaelle
FAURE Gabriel

La gouvernance d'entreprise réfère à l'ensemble des mécanismes organisationnels qui ont pour effet de délimiter les pouvoirs et d'influencer les décisions des dirigeants, autrement dit, qui gouvernent leur conduite et définissent leur espace discrétionnaire. Après les scandales financiers du début des années 2000, la récente crise du crédit a mis en exergue l'importance d'une saine gouvernance. Le droit édicte des mécanismes de responsabilisation pour inciter les administrateurs à s'acquitter fidèlement de leurs fonctions. Parmi ces mécanismes, les régimes de responsabilité civile occupent une place particulière. De fait, une revue des régimes de responsabilité des administrateurs au Canada permet de constater leur omniprésence.

Dans un monde idéal, les régimes de responsabilité constituent des instruments de gouvernance qui agissent comme mesures disciplinaires *ex post* pour inciter les administrateurs à maximiser la valeur de la société dans son ensemble. Pourtant, dans la perspective de l'analyse économique du droit, la valeur des régimes de responsabilité civile comme instruments de gouvernance fait l'objet de débats. Malgré cela, au Canada, les législateurs et les régulateurs continuent d'avoir recours à la responsabilité civile comme mécanisme de gouvernance, laissant aux tribunaux le soin d'en délimiter le périmètre. Même si les tribunaux jouent un rôle important, nous n'avons pas une très bonne compréhension de leur approche à l'égard de la responsabilité civile, les études ayant tendance à se concentrer sur les principales décisions rendues en ce domaine. Cette question a été essentiellement étudiée aux États-Unis et n'a pas généré une littérature très abondante au Canada. De plus, les études récentes examinent principalement une dimension, à savoir la responsabilité des administrateurs pour manquements à leurs devoirs de prudence, de diligence et de loyauté envers la société. Autrement dit, elles discutent du rôle de la responsabilité pour endiguer l'opportunisme des administrateurs dans le contexte des conflits d'agence qui visent les actionnaires, laissant de côté ceux qui visent les parties prenantes. Par ailleurs, elles font peu de cas de l'impact des limites de l'adjudication par les tribunaux sur l'application des régimes de responsabilité. En somme, le débat sur la valeur des régimes de responsabilité comme instrument de gouvernance n'a guère progressé au cours des dernières années malgré son intérêt.

L'objectif général du projet de recherche est donc d'évaluer le rôle des régimes de responsabilité civile comme mécanisme de gouvernance. Plus particulièrement, le projet poursuivra les objectifs suivants : 1) Comprendre le fonctionnement des régimes de responsabilité par une étude exégétique et empirique de la législation et de la jurisprudence; 2) Évaluer la valeur explicative des modèles de droit positif rendant compte du fonctionnement des régimes de responsabilité civile; 3) Apprécier la réception de la théorie des parties prenantes dans la jurisprudence canadienne de droit civil et de common law; 4) Élaborer une théorie du rôle de la responsabilité civile comme mécanisme de gouvernance au regard de la jurisprudence.

Libre circulation en droit comparé

Fonds Georg Stellari
2009-2011

CHERCHEURE PRINCIPALE :
NEUWAHL Nanette

COLLABORATEURS :
AGUERRE Mirentxu
ATAK Idil
HAMMAMOUN Saïd
MONAR Jorg
SOTELO Luz Maria

Nous vivons à une époque où la libre circulation est érigée en liberté individuelle fondamentale. Si les déplacements sont facilités dans un contexte de mondialisation, il existe aussi une forte pression culturelle favorable à la mobilité. Qui plus est, depuis quelques décennies, les mouvements migratoires se sont accélérés en raison de la démocratisation des moyens de communication et au transport de masse. La mondialisation transforme les formes

traditionnelles de migration de travail. De plus en plus de personnes, notamment les travailleurs agricoles saisonniers et les travailleurs frontaliers, migrent temporairement et de façon circulaire. Aux migrations de travail s'ajoutent les migrations de retraite et de tourisme. La mobilité des étudiants et des jeunes professionnels effectuant des stages internationaux est en plein essor.

Parallèlement, on assiste, dans tous les États du Nord Global, à l'intensification des mesures visant à limiter la liberté de circulation de certaines catégories d'étrangers. L'augmentation considérable du nombre de demandeurs d'asile dans les années 1980 s'est accompagnée de l'apparition de rhétoriques amalgamant réfugiés et migrants économiques. Ces développements ont justifié des mesures visant à prévenir les flux et à réprimer les migrants irréguliers. Le contrôle des flux migratoires est devenu une question politique sensible, relevant de la sécurité nationale tant en Amérique du Nord qu'au sein de l'Union européenne, et ce, alors qu'il n'existe encore aujourd'hui aucun consensus national ou international quant à la définition et l'étendue du facteur « sécurité » dans le domaine des migrations. Les événements du 11 septembre 2001 ont accéléré le processus de sécurisation. Le contrôle des déplacements des étrangers relève désormais d'une logique sécuritaire nécessitant des alliances stratégiques entre les États et le déploiement de moyens techniques sophistiqués. Par ailleurs, l'immigration irrégulière est au cœur de la criminalité internationale, et les migrants irréguliers sont désormais suspectés d'être des vecteurs d'insécurité, de violence, voire de terreur.

Ces développements affectent l'application de nombreux régimes de protection des droits fondamentaux aux étrangers, mettant ainsi en cause leur « universalité ». Face au constat que les migrations demeureront largement incontrôlables, sauf si les États démocratiques dégénèrent en États policiers, il faudra se souvenir que l'étranger est un titulaire de droits et un justiciable à part entière et que, dans une nouvelle conception de la citoyenneté, sécurité et droits fondamentaux doivent être réconciliés.

Le projet d'école d'été sur la libre circulation et la sécurité en droit européen et international se propose d'aborder ces questions dans le cadre d'un cursus d'environ 40 heures, dispensé en langue française. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Chaire Jean- Monnet en droit de l'Union européenne.

Lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche territoriale intégrée : identification des facteurs et conditions favorisant la sortie de la pauvreté. Une étude comparative de trois communautés territoriales

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2010-2014

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
ULYSSE Pierre-Joseph
LESEMANN Frédéric

CO-CHERCHEURE :
LEMAY Violaine

Le *Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale* (GIREPS) centre sa programmation sur la problématique de la pauvreté en emploi et du travailleur pauvre. Au cours de la dernière décennie, cette question s'est trouvée au cœur des préoccupations relatives à l'accroissement des inégalités sociales dans les pays occidentaux et les sociétés capitalistes avancées. Toutefois, le Québec et le Canada ne sont pas à l'origine d'études d'envergure comme celles qui ont été réalisées aux États-Unis ou en Europe, et notamment en France.

Afin de remédier à ce manquement, nous proposons la création d'une infrastructure analysant les nouvelles interdépendances entre pauvreté, emploi et protection sociale. Celle-ci sera destinée au rayonnement et à la compréhension de ce phénomène au Québec et au Canada ainsi qu'à la recherche de réponses stratégiques. Nous y développerons un regard interdisciplinaire afin de permettre un dialogue entre les disciplines (anthropologie, droit, économie, sociologie et service social), puis pour concilier les méthodologies (quantitative, qualitative, compréhensive, historique et socio-anthropologique) et enfin pour croiser les savoirs, les compétences et les pratiques. Nous nous intéresserons aussi bien à l'étude de la nature et de la qualité des emplois, qu'à l'identification des ressorts permettant aux individus occupant de tels emplois d'échapper à la pauvreté.

La présente demande vise également à stabiliser et à renforcer le fonctionnement du GIREPS en tant qu'infrastructure de recherche et en tant que cadre stratégique apte à mener au Québec et au Canada des travaux novateurs : la question de la pauvreté en emploi étant considérée comme un important enjeu reflétant les nouvelles dynamiques sociales contemporaines.

La programmation 2010-2014 se situe dans le sillon de celle que nous avions soumise lorsque nous étions alors une équipe émergeante. En effet, depuis 2008, nous continuons d'explorer et d'approfondir les grandes orientations relatives aux mutations du marché du travail et à la nécessité de repenser les liens entre pauvreté, emploi et protection sociale. Il s'agit, par ailleurs, d'un renouvellement dans la mesure où nos débats internes et nos échanges avec nos collaborateurs de terrain ont fait naître de nouveaux questionnements et de nouveaux enjeux, notamment quant au rôle de la famille et des interventions de l'État dans la pauvreté en emploi et dans le quotidien du travailleur pauvre. Les collaborations avec les organismes de terrain au Québec étendent notre champ d'étude aux emplois hors du simple cadre du marché du travail formel (et de ce fait aux emplois dits d'utilité sociale), tout en éveillant notre intérêt pour leur contribution à la lutte contre la précarisation sociale et statutaire des individus.

Dès lors, cette programmation sera, d'une part, consacrée à la compréhension globale du phénomène de la pauvreté en emploi et des travailleurs pauvres québécois et canadien. Elle sera, d'autre part, destinée à apporter des réponses en faisant émerger de nouveaux questionnements tout en permettant de développer et d'expérimenter avec les organismes d'action des modes d'intervention.

Modes informels de transmission de la connaissance des droits : ethnographie d'organisations para-juridiques en Inde

FQRSC (Établissement de nouveaux professeurs-chercheurs)
2009-2012

CHERCHEURE PRINCIPALE :
BATES Karine

Les difficultés d'accès à la bureaucratie juridique étatique en Inde sont de trois ordres : structurels, culturels, éducatifs. Dans ce contexte, en cas de séparation, les femmes qui décident de réclamer leurs droits font face à une bureaucratie lourde, coûteuse et dont le jargon leur est étranger. La protection des femmes des milieux urbains économiquement défavorisés tombe donc régulièrement sous la 'juridiction' informelle des organismes pour les femmes.

L'objectif principal du projet est d'étudier comment les organismes para-juridiques développent des stratégies de transmission d'un ensemble de connaissances permettant aux femmes de réclamer et d'obtenir leurs droits. Les objectifs spécifiques sont de déterminer comment les organismes para-juridiques participent à la justice informelle dans les cas de séparation et de réclamation de la pension alimentaire; d'analyser les interactions entre les femmes et les organisations para-juridiques. Ces objectifs seront atteints en étudiant la justice informelle en action à travers une approche ethnographique qui implique des terrains dans deux organismes (un au Maharashtra et un au Kerala) qui offrent aux femmes des moyens d'accès à la justice. En donnant la parole aux dynamiques de justices informelles, la démarche suggérée se veut un espace de dialogue qui contribuera au développement de l'anthropologie juridique en Asie du Sud.

Peuples autochtones et gouvernance

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) (Grands travaux de recherche concertée)
2006-2012

CHERCHEUR PRINCIPAL :	CHERCHEURS ASSOCIÉS :	COLLABORATEURS :
NOREAU Pierre	**33**	**4**

Le projet *Peuples autochtones et gouvernance* porte sur la définition des rapports de gouvernance au sein des sociétés autochtones et entre sociétés autochtones et non autochtones, dans le contexte canadien et, selon les enjeux, sur le plan international.

La recherche a ainsi porté plus spécifiquement sur trois questions complémentaires, chacune proposant un chantier de recherche particulier :

Chantier 1 : Quelles sont les conditions sociales, culturelles, économiques et politiques qui président à la définition actuelle et à la redéfinition à venir de l'auto-gouvernance autochtone ?

Chantier 2 : Quels mécanismes et quelles normes caractérisent les rapports de gouvernance inscrits historiquement dans le *droit des autochtones*, et quels sont les mécanismes et les normes susceptibles d'en favoriser la redéfinition ?

Chantier 3 : Quels paradigmes ou postulats théoriques sont au fondement des définitions antérieures et à venir de la gouvernance autochtone et des rapports entre sociétés autochtones et non autochtones ?

Compte tenu de la diversité et de la complexité des questions en jeu, le caractère interdisciplinaire du projet est rapidement apparu indispensable et enrichissant. Le projet regroupe 37 chercheurs, autochtones et non autochtones (33 cochercheurs et 4 collaborateurs), rattachés à 18 universités différentes dont 15 universités canadiennes. Les membres de l'équipe sont issus de la plupart des disciplines des sciences humaines et sociales. L'équipe bénéficie de l'implication de plusieurs générations de chercheurs et de la contribution d'une quarantaine d'étudiants de tous les cycles universitaires. Elle regroupe aussi des chercheurs dont les travaux sont très connus dans le domaine autochtone. Ils ont, dans le cadre de ce projet, la possibilité de combiner leurs compétences. La programmation proposée ouvre la porte à une vaste collaboration et permet de pallier l'isolement des chercheurs œuvrant dans ce champ de recherche, à une période charnière de l'évolution des rapports entre Autochtones et non-Autochtones au Canada et dans de nombreux autres pays. La répartition géographique des institutions universitaires impliquées permet par ailleurs l'étude d'une diversité de situations et d'enjeux. Le projet consolide une expertise unique, d'envergure internationale. Il met en œuvre une multitude de méthodes de recherche complémentaires : observation directe, travail d'archive et analyse ethnohistorique, entrevues, étude des politiques publiques, mesures statistiques et analyse de contenu.

L'intégration des travaux et des résultats est assurée par un *Comité d'orientation et de coordination* formé de chercheurs issus des cinq principales universités impliquées dans le projet. Ses membres sont responsables de la synthèse des recherches menées dans le cadre du projet. Des rencontres périodiques sont prévues à la programmation, plusieurs fois par année. Des rencontres continues entre chercheurs travaillant sur des enjeux complémentaires sont également programmées de même que cinq conférences nationales annuelles et 2 conférences internationales. La production d'ouvrages conjoints et la constitution d'un réseau international de chercheurs intéressés aux questions autochtones favoriseront la diffusion des résultats de la recherche.

Les conclusions du projet connaîtront par ailleurs une importante diffusion en milieu autochtone. Le projet bénéficie en effet du partenariat de huit grandes associations autochtones. Les formes de cette diffusion tiendront compte des besoins exprimés par les partenaires, les nations et les communautés autochtones. De même, le projet prévoit la diffusion de ses conclusions auprès des nombreux intervenants nationaux et internationaux et de décideurs autochtones et non autochtones impliqués dans les questions de la gouvernance autochtone. Sur une autre échelle, la constitution d'un important réseau de chercheurs spécialisés dans la gouvernance autochtone permettra la structuration d'une plus grande collaboration internationale de recherche.

Religious Diversity and its Limits: Moving Beyond Tolerance and Accommodation

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
Ministère de l'immigration et des communautés culturelles (MICC)
2010-2015

CHERCHEURE PRINCIPALE :
BEAMAN Lori

COLLABORATEUR :
GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François

Canada has a distinctive set of constitutional, demographic and historical characteristics and is uniquely situated to be a leading voice at a global level in developing innovative responses to the opportunities and challenges posed by religious diversity. This research initiative will create new conceptual models to respond to those challenges and opportunities that will have national as well as global application. The management of religious diversity has become a pressing concern for governments, scholars and the wider public. Debates about the use of shari'a law, public funding of religious schools, wearing of religious symbols such as the hijab and the kirpan, the practice of polygamy (to name a few) have heightened public anxiety locally, nationally and globally. Changing demographics in Canada and other western democracies such as the US, France, UK, and Australia underscore the urgency of these issues. With the continued arrival and settlement of high numbers of predominantly non-Christian immigrants, religious diversity will grow. We know little about these emerging patterns of diversity or the ways in which current policy frames and delimits these groups.

The discursive and practical uses that are made of ideas of "religious diversity" are at the centre of this project. Its two main aims are (a) to understand how these ideas are constructed, deployed and criticized in private and public contexts that include social scientific data and research, political and legal debates, and policy making, and (b) to consider how best to respond to the opportunities and challenges presented by the variety of meanings attributed to religious diversity in ways that promote a just and peaceful society. Specifically, the proposed project investigates the following questions: 1. How are religious identities socially constructed ? 2. How is religious expression defined and delimited in law and public policy ? 3. How and why do gender and sexuality act as flashpoints in debates on religious freedom ? 4. What are alternative strategies for managing religious diversity ?

This project responds to recent public anxiety about religious diversity and its impact on scholarship and policy making. We seek to understand more fully how religion intersects with and is part of legal, political and social structures and to explicate the implications of this for moving beyond the frameworks of mere tolerance and accommodation. The project's main contribution will be to identify in detail the contours of religious diversity in Canada and the potential benefits of approaches to diversity that promote substantive or deep equality and move beyond tolerance and accommodation. Our comparative research will place Canada in the context of other western democracies and, over the course of the project, will identify global patterns in responses to religious diversity. Our research will provide new data and theoretical articulations concerning religious diversity. This research program aims to present diversity not primarily as a problem but as a resource and to propose strategies for equality that will advance knowledge and enhance public policy decision-making.

Réseau transatlantique : droit, entreprises et risque

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
ROUSSEAU Stéphane

La gestion des risques suscite un vif intérêt de la part des régulateurs et des chercheurs qui soulignent son importance pour l'atteinte des objectifs des entreprises. Les événements récents indiquent toutefois que même si elle n'est pas une préoccupation récente, la gestion des risques demeure perfectible. De plus, la gestion des risques constitue une méthode qui s'est développée en parallèle aux institutions juridiques. Si elle n'ignore pas ces institutions, elle ne fait pas du droit un élément central de l'analyse. Or, le droit entretient des rapports étroits avec le risque. Une problématique juridique fondamentale que pose le risque concerne l'optimalité des solutions apportées, plus particulièrement la minimisation des coûts du risque et des coûts des mesures destinées à éliminer le risque. Cette problématique exige de se pencher sur le rôle et les limites du droit dans l'encadrement de l'organisation et des activités des entreprises.

L'objectif du projet consiste à créer un réseau transatlantique destiné à soutenir, encourager et améliorer la compréhension des rapports entre le risque et le droit en ce qui concerne les entreprises dans une perspective critique. Le projet s'articulera autour de trois axes : (1) la gouvernance d'entreprise; (2) le financement et les marchés financiers; (3) la distribution. La création du Réseau paraît indispensable pour plusieurs raisons, notamment : (1) le caractère transnational des entreprises; (2) l'identité des préoccupations relatives au risque et aux entreprises en Amérique du nord et en Europe; (3) la communauté et la complémentarité des réflexions des auteurs nord-américains et européens; (4) la richesse de l'approche comparative qui permet de s'assurer de la légitimité et de la pertinence des solutions nationales.

Le Réseau comprend un mélange unique de chercheurs chevronnés et de chercheurs en début de carrière provenant de quatre pays différents (Canada, France, Luxembourg, Suisse). Les membres du Réseau ont des antécédents de collaboration vérifiables en matière de recherche et de formation. Le Réseau se déploiera autour de trois dimensions durant la première année d'opérations.

1. Groupe de réflexion : le Réseau vise à créer la dynamique d'un groupe de réflexion (*think tank*) sur la problématique en vue de formuler un programme de recherche innovant.
2. Partage des connaissances, ressources et compétences : le Réseau facilitera le partage des connaissances, des ressources et des compétences nécessaires au développement d'une meilleure compréhension des rapports entre le risque et le droit de l'entreprise.

3. Mobilisation des connaissances : le Réseau servira à promouvoir la mobilisation des connaissances en encourageant et en facilitant le dialogue dans une perspective transnationale.

Le Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI) agira comme coordonnateur des activités du Réseau, qui constitue le fer de lance de son plan de développement stratégique et qui lui permettra de se positionner sur la scène internationale.

Travaux sur les valeurs et normativités sociales comme espace de construction de la citoyenneté

Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration
2011-2015

CHERCHEUR PRINCIPAL :
NOREAU Pierre

Un portrait de l'indépendance judiciaire des juges administratifs au Québec

Fondation du Barreau du Québec
Conférence des juges administratifs du Québec (CJAQ)
Association des commissaires de la Commission des lésions professionnelles
2009-2011

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
HOULE France
ISSALYS Pierre
NOREAU Pierre

L'importance de la justice administrative n'a cessé de croître au cours de l'histoire du Québec moderne. Au cours de son existence, chaque citoyen sera tôt ou tard confronté à la contestation d'une augmentation de loyer, d'un compte de taxe, d'une décision reliée à une lésion professionnelle, d'un accident d'automobile ou d'un congédiement. Dans tous ces cas et dans bien d'autres, il risque de devoir se présenter devant l'un ou l'autre des 376 juges administratifs qui œuvrent au sein des dix-sept tribunaux administratifs que compte le Québec.

Or, depuis plusieurs années, les tribunaux ont été saisis du problème de l'indépendance judiciaire en matière de justice administrative, problème qui semble notamment relié aux conditions de nomination de certains de ces juges, ainsi qu'aux modalités et règles qui régissent le renouvellement de leurs mandats. En effet, ces modalités semblent varier selon le tribunal concerné.

Afin d'apporter un éclairage différent sur ces questions, un groupe de chercheurs universitaires a accepté de vérifier si les règles et les modalités entourant la nomination et le renouvellement ont des effets sur les juges administratifs, sur leurs travaux et sur leurs décisions. Cette étude, de type empirique, est une première au Québec. En regard de l'indépendance, elle permet de tracer le portrait de la situation. Plus précisément, deux objectifs sont concurremment poursuivis :

1) Analyser et comprendre davantage les conditions qui gouvernent la désignation des juges administratifs du Québec;
2) Analyser et comprendre les conséquences de ces règles et de ces modalités de désignation sur les conditions d'exercice de la justice administrative;

Le projet suppose la conduite de deux enquêtes complémentaires, une première auprès des acteurs engagés dans le processus de nomination des juges administratifs, une seconde auprès des juges administratifs eux-mêmes.

Variations interrégionales des crimes liés à la dot et incidences jurisprudentielle

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada
2010

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BATES Karine

Dans l'objectif de mieux saisir la variation interrégionale au niveau des crimes liés à la dot en Inde, ce projet de recherche dressera un portrait statistique du taux de crimes liés à la dot et la fréquence de la jurisprudence portant sur ces crimes depuis 1998 (Dowry Prohibition Act (1961), article 304-B du Code pénal (décès liés à la dot), article 113-B de la Loi sur la preuve (présomption de décès lié à la dot).

AXE

Droit et technologies d’information et de communication

AXE
DROIT ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Les travaux menés dans le cadre de l'axe *Droit et technologies d'information et de communication* visent à éclairer les mutations et redéfinitions induites dans les environnements d'information au regard du droit et des autres normativités. Quatre séries de questions rassemblent les chercheurs de cet axe :

- le cadre juridique et normatif du cyberespace;
- les mécanismes de régulation applicables aux technologies de l'information;
- l'analyse des systèmes d'information au regard des droits fondamentaux;
- les nouveaux outils et les mutations induites par la cyberjustice.

Durant l'année 2010-2011, les chercheurs de l'axe *Droit et technologies d'information et de communication* ont produit 6 livres, publié 32 d'articles et autres contributions scientifiques et prononcé une soixantaine de conférences. Mentionnons que la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique et la Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques ont contribué, cette année encore, au rayonnement du centre grâce aux nombreuses activités scientifiques et projets novateurs menés en leur sein. La première a organisé et animé les conférences *Le droit à l'oubli numérique* et *La gestion des marques de commerce dans le Web 2.0*, alors que la seconde a tenue *Creative Commons et droit d'auteur*, ainsi que *La diffamation sur Internet*. Ysolde Gendreau a également mis sur pied une série *Droit sur l'art* avec la collaboration du Musée des Beaux-arts de Montréal et de la cinémathèque québécoise. Les étudiants impliqués dans les travaux rattachés à l'axe *Droit et technologies d'information et de communication* ont, pour leur part, produit plus de 30 contributions sous la forme de livres, d'articles, de contributions à des ouvrages collectifs ou de conférences. Soulignons aussi les 17 doctorats en cours, l'achèvement de 3 mémoires, ainsi que les 27 maîtrises en cours.

Finalement, notons que Ysolde Gendreau dirige la section canadienne de l'ALAI (Association littéraire et artistique internationale). Karim Benyekhlef, quant à lui, est directeur scientifique du CERIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal). Enfin, Pierre Trudel est directeur du Centre d'étude sur les médias et chercheur associé au CEFRIO. Au-delà de ce bilan quantitatif, il importe également de souligner que les chercheurs du CRDP font partie de nombreux réseaux de recherche d'envergure en Europe et en Amérique du Nord.

TITRE	ORGANISME SUBV.	ANNÉES	RESPONSABLES
Analyse du cadre réglementaire québécois et étranger à l'égard du pourriel, l'hameçonnage et des logiciels espions et inventaire des mesures envisageables	Ministère des services gouvernementaux	2015	**TRUDEL P.**
Chaire en droit des affaires et de la sécurité électronique	Université de Montréal	2010-2015	**GAUTRAIS V.**
Chaire en information juridique	Université de Montréal	2010-2015	**POULIN D.**
Développement d'une plateforme de règlement des litiges issus de conflits nés sur internet	Ministère des services gouvernementaux (Programme APSI)	2011-2013	**BENYEKHLEF K**
Droit des technologies de l'information et du commerce électronique	Chaire L.R. Wilson	2004-	**TRUDEL P.**
Droit du Web 2.0	Chaire L.R. Wilson	2007-2015	**TRUDEL P.**
Droits fondamentaux de l'information	Chaire L.R. Wilson	2007-2013	**TRUDEL P.**
Droit transnational et justice privée	FQRSC	2007-2011	**GÉLINAS F.**
Éducation 2.0 : le droit des technologies par les technologies	Organisation internationale de la Francophonie	2009-2012	**GAUTRAIS V.**
Étude sur la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et les autres lois sectorielles applicables au regard des services communs et intégrés par Internet	Ministère des services gouvernementaux du Québec	2008-	**GAUTRAIS V.** **TRUDEL P.**
Étude sur l'identification et l'adaptabilité des rituels de justice aux technologies de l'information	CRSH	2010-2014	**BENYEKHLEF K**
Free Access to Law – Is it Here to Stay	CRDI	2009-2011	**POULIN D.**
Incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats	CRDI	2008-2011	**POULIN D.**
Infrastructure du CRDP	FRSC	2004-2011	**BENYEKHLEF K. et membres du CRDP**
Laboratoire sur la cyberjustice : Repenser le processus judiciaire	FQRSC	2010-2013	**BENYEKHLEF K.**
Laboratoire sur la cyberjustice	Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation	2009-2011	**BENYEKHLEF K.**
La protection des renseignements personnels et la sécurité	Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation (MDEIE)	2009-2011	**BENYEKHLEF K.**
Le droit d'auteur canadien un siècle après son texte fondateur	CRSH Université de Montréal	2011	**GENDREAU Y.**
L'entreprise 2.0 : les nouveaux usages du web 2.0	Une quinzaine de partenaires nationaux et internationaux	2009-2013	**TRUDEL P.**
Livre-traité sur la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information	Chaire L.R. Wilson	2009-2011	**TRUDEL P.**

Mise à niveau du site Guide des droits sur Internet (droitsurinternet.ca)	Ministère des services gouvernementaux du Québec Ministère de l'éducation	2009-2011	**TRUDEL P.**
Politique du Québec numérique	Ministère des services gouvernementaux	2010-2015	**TRUDEL P.**
Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie	Groupe TVA	2002-2013	**TRUDEL P.**
Vie privée et sécurité nationale	Agence catalane de protection des données personnelles MDEIE	2007-2012	**BENYEKHLEF K**

Analyse du cadre réglementaire québécois et étranger à l'égard du pourriel, l'hameçonnage et des logiciels espions et inventaire des mesures envisageables

Ministère des services gouvernementaux
2011-2015

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques

Université de Montréal
2009-2015

TITULAIRE :
GAUTRAIS Vincent

La Chaire de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques, projet financé par l'Université de Montréal pour une durée de 5 ans, est constituée d'un blogue et de banques de données consacrés à l'étude de cette matière en émergence. Ces argents dispensés par l'UdeM sont principalement mis à la disposition d'étudiants embauchés dans le cadre de contrats d'assistanat de recherche et poursuivant les objectifs généraux suivants :

- l'organisation d'une plateforme constituée d'un blogue et de banques de données ;
- la proposition de contenus variés et le plus à jour possible ;
- l'organisation de conférences ;
- l'aide à l'accès libre à la connaissance juridique ;
- la visibilité des travaux de la chaire ;

Afin de remplir au mieux ces différents objectifs, la chaire vient tout récemment de s'adjoindre 2 comités et une équipe de recherche. D'abord, un comité aviseur est constitué d'experts nationalement et internationalement reconnus. Ce comité, qui entend se réunir une à deux fois l'an afin de valider et de déterminer les priorités de la chaire, est composé des personnes suivantes :

- L'honorable juge Johanne GAUTHIER, juge à la Cour fédérale
- Maître Stefan MARTIN, avocat associé chez Fraser Milner Casgrain
- Maître Jean-Philippe MIKUS, avocat associé chez Fasken Martineau
- Le professeur Jacques NANTEL, titulaire de la chaire de commerce électronique RBC, secrétaire général HEC Montréal

Ensuite, un comité technique se compose d'anciens étudiants travaillant ou ayant travaillé pour la chaire, qui mettent leurs connaissances techniques au service du site afin de le rendre le plus efficace et convivial possible. Ce comité compte les personnes suivantes :

- Farès Aldik, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2006/2007), boursier Emergis, Bell Web Solutions
- Paul Bernier, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2005/2006), boursier Emergis, Adviso.ca
- Laurent Vincelette, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2009/2010)
- Alexandre de Haan, ancien étudiant Maîtrise en commerce électronique (2005/2006), boursier Stikeman Elliott, Emikina
- Michelle Blanc, ancienne étudiante Maîtrise en commerce électronique (2001/2002), associée fondatrice Analyweb

Enfin, une équipe de recherche se compose d'étudiants travaillant pour la Chaire.

Chaire en information juridique

Université de Montréal
2010-2015

TITULAIRE :
POULIN Daniel

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
MONCION Isabelle
RÉGNIER Pierre-Yves

La Chaire en information juridique a pour mission de poursuivre la tradition de chef de file assumée par le laboratoire et la Chaire LexUM en matière de recherche en informatique et droit de 1995 à 2010. Cela dit, la mission de la Chaire évolue en 2011 car elle s'intéresse dorénavant à l'information juridique en tant que telle et non aux seules questions de l'informatique et du droit. Les objectifs sont de :

- Développer de nouvelles approches pour la conception de systèmes d'information juridique, notamment par l'exploration de nouvelles avenues pour la recherche et l'extraction de l'information ;
- Explorer, développer et étudier les nouveaux modèles de diffusion du droit, en particulier ceux associés à la diffusion libre du droit ;
- Explorer et mener les recherches en informatique juridique afin d'améliorer la préparation et la gestion de l'information juridique dans les secteurs gouvernementaux, professionnels et autres ;
- Développer de nouvelles approches techniques aux fins d'améliorer les échanges et les flux d'information en droit ;
- Participer avec les organismes intéressés à l'élaboration de normes documentaires et techniques pour le droit ;
- Étudier les enjeux sociaux et juridiques des bouleversements induits par les technologies de l'information dans le monde juridique ;
- Favoriser le développement de logiciels distribués en mode libre pour le droit afin de démocratiser l'accès à la technologie notamment dans les pays émergents.

Développement d'une plateforme de règlement des litiges issus de conflits nés sur internet

Ministère des services gouvernementaux (programme APSI)
2011-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

CONSULTANT :
SAINTONGE André

ASSISTANTS DE RECHERCHE :
DAHER Marc
GAGNON Simon
LEFEBVRE Philippe

Malgré les multiples avancements technologiques dont pourrait profiter l'appareil judiciaire, le recours à l'informatique et à la réseautique pour faciliter la gestion des conflits et l'exploitation de l'information juridique demeure embryonnaire. Les processus de justice restent profondément rattachés au papier et à la présence physique des parties. Ce conservatisme n'est cependant pas sans conséquences : on note en effet une importante désaffection des tribunaux liée notamment aux coûts excessifs et aux délais indus du système judiciaire, ainsi qu'à une perte de confiance des justiciables envers ce système judiciaire qui ne reflète plus les valeurs sociétales. Cette désaffection est d'autant plus évidente dans le cadre de différends où la valeur en litige est faible – notamment en matière de contrats de consommation conclus par le biais d'Internet – et bien souvent inférieure aux coûts associés à l'obtention et l'exécution d'un jugement.

Le présent projet vise ainsi à développer une plate-forme informatique accessible via le réseau Internet afin de permettre la résolution de conflits de cyberconsommation ou d'autres conflits pour lesquels la valeur en litige ne justifie pas le recours aux tribunaux. Il s'agirait en fait d'un processus automatisé où les parties seraient invitées à négocier une entente et, advenant une impasse, un médiateur, voire éventuellement un juge, interviendrait pour

régler le litige, le tout sans nécessiter de déplacements. Le développement et l'implémentation subséquente d'une telle plate-forme permettrait notamment :

1) D'augmenter le sentiment de confiance des internautes envers l'utilisation d'Internet en général et le commerce électronique en particulier puisqu'ils disposeraient d'une façon rapide, simple et efficace d'obtenir réparation en cas de conflit issu d'une transaction électronique (défaut de livraison, erreur quant au modèle, erreur de facturation, etc.);

et

2) D'augmenter l'accès à la justice en permettant aux justiciables d'utiliser Internet pour régler leurs litiges limitant ainsi les coûts liés aux frais de déplacement et de gestion des dossiers judiciaires.

Selon l'échéancier envisagé, la plate-forme serait utilisée dans le cadre d'un projet pilote afin d'étudier les réactions des parties et des décideurs et, ainsi, d'adapter la technologie à leurs besoins. Ce projet pilote permettrait par ailleurs la production d'une étude multidisciplinaire visant à mieux comprendre les avantages et inconvénients présentés par l'utilisation d'une telle technologie dans le contexte judiciaire québécois.

Conformément à la politique de partage des connaissances du Laboratoire sur la cyberjustice, l'infrastructure du CRDP où sera mené le présent projet, la plate-forme sera développée en code ouvert et, une fois terminée, mise à la disposition du Ministère de la Justice du Québec. Elle pourra éventuellement être adaptée pour permettre le règlement d'autres litiges dont la valeur ne justifie pas un déplacement devant les tribunaux.

Droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Chaire L.R. Wilson
2004 -

TITULAIRE :
TRUDEL Pierre

CHERCHEURS ASSOCIÉS :
BENYEKHLEF Karim
GAUTRAIS Vincent
GENDREAU Ysolde
MACKAAY Ejan
POULIN Daniel

AGENTE DE RECHERCHE :
ABRAN France

DOCTORANTE :
DUASO CALÉS Rosario

ASSISTANTE DE RECHERCHE :
GAUDETTE Cynthia
MATHIEU Fedora
ROBINETTE-OUELLETTE Jean-François

La Chaire se consacre à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberespace. Elle vise à mieux comprendre le fonctionnement du droit et des autres normes de conduite et à mettre au point des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités de commerce électronique et des autres interactions dans le cyberespace. Sa mission est :

- d'accroître la connaissance et la compréhension des facteurs jouant un rôle dans le développement et l'énonciation des règles de conduite dans le cyberespace;
- d'accroître les connaissances sur les règles de droit mises en place dans les États et les autres acteurs se consacrant au développement de règles de conduite;
- d'accroître l'expertise portant sur les contrats, la propriété intellectuelle, les droits des personnes, la prévention et la résolution des conflits dans les environnements virtuels;
- d'assurer une meilleure connaissance du cadre juridique des transactions commerciales et autres échanges réalisés dans le cyberespace;
- d'étudier les modèles de règles de conduite qui émergent des pratiques commerciales et autres pratiques transactionnelles dans l'univers des transactions électroniques, et comparer ces derniers afin de dégager les tendances pertinentes au développement de stratégies gagnantes pour la régulation des interactions dans le cyberespace;
- de contribuer à la mise en place d'outils originaux adaptés aux dynamiques du cyberespace comme des services de médiation ou d'arbitrage en ligne.

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique assume principalement une mission de renforcement et de consolidation des capacités de recherche dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique. Elle regroupe des chercheurs et professeurs qui s'emploient activement à promouvoir et développer la théorie et les méthodes du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique :

- est fortement impliquée dans la diffusion de travaux de recherche. Elle organise ou contribue à organiser diverses activités de diffusion, de transfert et d'échange de connaissances et d'idées;
- doit contribuer à développer une meilleure cohésion au sein de la communauté juridique et mieux satisfaire les besoins de ceux d'entre eux qui travaillent en dehors du monde universitaire;
- doit également contribuer à promouvoir la discipline du droit des technologies de l'information et du commerce électronique au Canada;
- doit aussi favoriser l'amélioration des connaissances dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Compte tenu de ces tendances, la Chaire cible ses objectifs stratégiques. Ceux-ci concernent les activités d'innovation, c'est-à-dire la recherche et les activités de réflexion critique et prospective. Il y a les activités de consolidation — celles axées sur la pérennisation du portefeuille de recherches et d'outils doctrinaux, les objectifs axés sur la complémentarité, les objectifs de formation et de soutien aux étudiants de maîtrise et de doctorat et des activités d'intelligence juridique.

La fonction la plus manifeste d'une chaire consacrée au droit des technologies de l'information et du commerce électronique est d'innover, d'explorer des voies inédites, de tenter des expériences, de mettre en place des outils nouveaux. Elle vise à initier des activités qui assureront l'analyse systématique et critique du droit dans un champ névralgique pour le mieux être des sociétés humaines. Le défi à relever est d'anticiper les tendances afin d'être en mesure d'y répondre lorsque le droit est interpellé.

La Chaire doit permettre d'initier des actions de recherche et de développement qui auront un effet structurant sur les capacités de recherche et d'innovation en droit des technologies de l'information et du commerce électronique. Pour que vive l'innovation, il faut un espace de débat, un lieu où l'on ne craint pas de prendre des risques. La Chaire constitue un lieu où se débattent les questions qui interpellent le droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Droit du web 2.0

Chaire L.R. Wilson
2007-2015

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

ASSISTANTES DE RECHERCHE :
GAUDETTE Cynthia
LAGUEUX Annie

COLLABORATRICE :
ABRAN France

Bien qu'il n'y ait pas encore de large consensus sur la définition précise d'une application Web 2.0, il est généralement admis qu'un site Web 2.0 possède habituellement les caractéristiques suivantes :

- le site ne doit pas être un jardin secret, c'est-à-dire qu'il doit être aisé de faire entrer ou sortir des informations du système;
- l'utilisateur doit rester propriétaire de ses propres données;
- le site doit être entièrement utilisable à travers un navigateur standard;
- le site doit présenter des aspects de réseaux sociaux.

Dans les environnements d'Internet de type web 2.0, plusieurs choix et possibilités d'action sont sous la maîtrise des individus. Il est donc plus que jamais essentiel d'identifier les responsabilités de chacun des principaux acteurs.

Chacun doit disposer d'outils afin de l'aider à décider des mesures à prendre pour gérer les risques qui sont associés à l'une ou l'autre de ses activités.

L'ouvrage identifie les caractéristiques des principaux outils associés au web 2.0 et situe les responsabilités qui y sont associées au regard du rôle joué par les participants. Il identifie aussi les caractéristiques des activités, événements prévus et possibles pour aider à formuler les politiques et instruments capables d'aider à gérer adéquatement les risques.

Droits fondamentaux de l'information

Chaire L.R. Wilson
2007-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

L'objectif de ce projet est d'analyser le régime juridique des droits fondamentaux qui sont mis en cause lors de la circulation de l'information. Cette analyse se développe autour des facteurs de structuration des limites de ces droits et libertés, car c'est dans la détermination des limites respectives de tels droits que l'on rencontre le plus de difficultés. En plus de décrire le régime juridique de l'un et l'autre de ces droits fondamentaux et libertés, l'ouvrage dégage les facteurs de structuration, les théories et raisonnements par lesquels sont résolus, dans le champ judiciaire et quasi-judiciaire, les conflits entre les droits et les libertés fondamentales invoqués à l'occasion de la circulation de l'information. Les résultats de ces travaux seront publiés dans un ouvrage conçu de façon à faciliter la tâche des juristes québécois confrontés à ces questions.

Droit transnational et justice privée

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2007-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
GÉLINAS Fabien

CHERCHEURS ASSOCIÉS :
BENYEKHLEF Karim
TRUDEL Pierre

Justice dite d'exception appuyée par la puissance de l'État, l'arbitrage conventionnel est assujetti au contrôle du juge étatique. D'office, ce dernier s'assure notamment de l'arbitrabilité du litige et du respect de l'ordre public. À la demande d'une partie, le juge contrôle également le respect d'exigences résultant de l'accord entre les parties, dont la compétence de l'arbitre. Arbitrabilité, ordre public, convention d'arbitrage et compétence sont au cœur des rapports entre la justice privée et la justice étatique puisqu'ils aménagent pour cette dernière ce qui reste du domaine réservé où elle est libre de se déployer sans concurrence. Ce domaine réservé a pris toute son importance avec la reconnaissance d'une faculté pour les parties à un arbitrage même dépourvu de tout élément d'internationalité de choisir à l'extérieur des paramètres posés par le système juridique étatique les règles de droit applicables à leur litige. Ces dernières peuvent ainsi renvoyer l'arbitre à un droit religieux ou à un droit commercial transnational. Le domaine ainsi réservé à la justice étatique apparaît dès lors comme le dernier bastion du monopole de l'État, non seulement sur le processus décisionnel et l'exécution forcée du résultat, mais également, en amont, sur l'établissement du droit applicable. C'est ainsi que le domaine du contrôle judiciaire de l'arbitrage devient le reflet du domaine irréductible de l'État dans les sociétés juridiquement pluralisées et l'univers normatif mondialisé. Or le domaine du contrôle judiciaire de l'arbitrage conventionnel est en pleine construction et en mal de conceptualisation, comme l'est d'ailleurs le rapport entre le droit non-étatique et sa reconnaissance par le droit et les institutions de l'État.

Éducation 2.0 : le droit des technologies par les technologies

Organisation internationale de la Francophonie
2009-2012

CHERCHEUR PRINCIPAL :
GAUTRAIS Vincent

Depuis l'avènement de l'Internet moderne, les nouvelles technologies ont été assimilées à des outils au potentiel éducationnel exceptionnel. Pourtant, il est malheureux de constater une série de désillusions issues de la première génération du « web » dont les pages statiques étaient, certes, disponibles mais sans possibilité d'échange, ni d'interaction.

Le monde du web a heureusement changé, faisant place au « web 2.0 ». Ce nouvel Internet a permis d'accorder une place plus importante à la construction de communautés. Quant à sa capacité d'apprentissage, celle-ci semble incontestable. Dans cette optique, l'enseignant n'a plus pour rôle unique la transmission des connaissances : il devient un facilitateur et un animateur de l'interaction cognitive. En éclaireur avisé, sa mission consiste à structurer la démarche de recherche et de traitement de l'information de l'apprenant et du groupe.

Dans cette perspective, le projet vise la constitution d'une plateforme destinée au droit des technologies de l'information (commerce électronique, propriété intellectuelle, vie privée, cyberjustice). La création d'un site intitulé www.ledroitdu.net permet de fédérer de nombreux professeurs d'universités spécialisés dans ce domaine du droit. Ces spécialistes peuvent alors favoriser la publication des meilleurs travaux de leurs étudiants sur le site en question. De même, ils peuvent aisément demander à leur assemblée estudiantine de produire un billet de blogue sur un sujet d'actualité : le texte le plus brillant pouvant ainsi être publié sur le site avec le logo de l'institution et le nom de son auteur. Cette idée peut également être envisagée avec le site « wiki ».

De façon plus conventionnelle, des concours pourraient être créés afin d'octroyer des bourses. Plus largement, il serait intéressant de mettre en place des concours d'arbitrage dans des domaines de spécialité dans lesquels nous disposons d'un logiciel offrant ce type d'échange.

Étude sur la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et les autres lois sectorielles applicables au regard des services communs et intégrés par Internet

---

Ministère des services gouvernementaux du Québec
2009-

CHERCHEURS PRINCIPAUX :
GAUTRAIS Vincent
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

Depuis plusieurs années, le gouvernement du Québec entend déployer des services communs et intégrés par Internet (SCII) destinés soit à la communauté gouvernementale, soit aux citoyens et aux entreprises. À titre d'illustration, l'on peut citer les services existants du Service québécois de changement d'adresse (SQCA) ou du service d'authentification clicSÉQUR, ainsi que le projet en devenir du Dossier Citoyen.

Dans chacune de ces situations, les SCII font appel à des technologies de pointe (tels que des « services Web » ou des « architectures orientées services ») où, pour les faire fonctionner, des renseignements personnels sont partagés et réutilisés, bien souvent, chez différents partenaires au projet. Aussi, afin que le SCII soit opérationnel, une circulation et un traitement desdits renseignements personnels s'imposent, que ce soit pour la fin même du service proposé que pour des raisons de sécurité. Néanmoins, si ces services sont jugés prioritaires par le gouvernement du Québec, il n'en demeure pas moins qu'ils se doivent d'être en accord avec le droit québécois, et tout particulièrement avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ainsi qu'avec, accessoirement, d'autres lois sectorielles applicables (*Loi sur le ministère du Revenu, Loi sur l'assurance maladie*).

Le projet vise à interpréter ces textes de loi au regard des projets précités et d'identifier les voies de solutions qui sont susceptibles d'être offertes par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.* Il vise également à identifier, parmi ces lois, celles qui sont, dans les circonstances, les plus compatibles avec les SCII.

Étude sur l'identification et l'adaptabilité des rituels de justice aux technologies de l'information

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2010-2014

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
DAIGNEAULT-GUIMOND Astrid
IAVARONE-TURCOTTE Cléa

Le monde de la justice est lent à incorporer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans ses processus. Malgré certaines initiatives isolées de dépôt électronique de procédures ou de visioconférence, la technologie demeure largement absente d'une majorité de salles d'audience, ayant ainsi un effet négatif sur les coûts et délais subis par les justiciables dans le cadre de litiges. Pourtant, plusieurs solutions technologiques susceptibles de résoudre en bonne partie les problèmes identifiés sont disponibles. Leur mise en œuvre tarde cependant, car ces solutions semblent souvent incompatibles avec les processus et rituels qui définissent le système judiciaire.

En effet, au fil des siècles, les acteurs judiciaires ont intégré une série de rituels et de symboles dans leurs pratiques. Il est d'ailleurs loisible d'affirmer que la fonction judiciaire demeure aujourd'hui l'une des plus ritualisées de notre société. Ces rituels sont souvent le produit des préférences d'un certain groupe ou de choix aléatoires effectués afin d'assurer l'efficacité ou l'uniformité des procédures. Cependant, nombre d'entre eux ont acquis un tel sens symbolique que leur renouvellement ou leur adaptation apparaissent difficiles. Ce sont, par ailleurs, ces types de pratiques qui entravent bien souvent l'adoption d'innovations technologiques, en particulier lorsqu'il n'est pas facile de les isoler des représentations qui les fondent. Puisque ces représentations ne peuvent pas toujours être reproduites de façon adéquate dans un environnement informatisé, les innovations technologiques destinées à les remplacer sont souvent vouées à l'échec.

L'objectif du présent projet de recherche est double. Il vise à :

1) Identifier les multiples rituels du système judiciaire qui constituent des freins à la mise en œuvre de solutions technologiques. Une fois ces rituels identifiés, il s'agira, par une étude socio-historique, d'en isoler les fondements et raisons d'être afin de mieux les comprendre et les démystifier;

2) Proposer des rituels nouveaux et/ou mis à jour par le biais de solutions technologiques adaptées aux fondements déjà identifiés au point 1 et donc compatibles avec les us et coutumes du système judiciaire.

L'atteinte de ces objectifs permettra l'élaboration d'une analyse des enjeux technologiques inédite pour le système judiciaire. Par ailleurs, il y a fort à parier que sans le secours à une telle analyse, le système judiciaire ne sera pas prêt à adopter les nécessaires innovations technologiques propres à assurer une justice plus rapide et moins coûteuse, en phase avec les exigences contemporaines des Canadiennes et des Canadiens.

Free Access to Law – Is it here to Stay

CRDI
2009-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
POULIN Daniel

L'accès libre et gratuit à l'information juridique s'est constamment développé au cours des vingt dernières années. Certaines de ces initiatives sont gouvernementales, d'autres universitaires, certaines sont le fruit d'organisations non-gouvernementales, voire même commerciales. En collaboration avec *Centre for Internet and Society* (Inde), et grâce à un financement du Centre de recherches pour le développement international, la Chaire en information juridique coordonne un projet dans plus d'une dizaine de pays à travers le monde sur les conditions de pérennité de ces initiatives. L'objectif étant de mieux comprendre comment la viabilité de l'accès libre au droit peut être assurée à long terme.

Incidences du libre accès au droit sur la compétence des avocats

CRDI
2008-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
POULIN Daniel

La Chaire est présentement impliquée dans une recherche axée sur l'écologie de l'information juridique au sein de quatre pays ouest africains, soit le Burkina Faso, le Niger, le Sénégal et le Togo. En collaboration avec des chercheurs et des Barreaux de ces pays, et grâce au financement du Centre de recherche pour le développement international, la recherche tente de mieux comprendre la circulation de l'information juridique dans cette région. Le projet vise également à mieux comprendre les besoins des avocats en tant que principaux utilisateurs de l'information juridique et examine les incidences que le libre accès au droit peut avoir sur la compétence des avocats. Les résultats de la recherche ont diffusés lors de la rencontre A2K au Cap en janvier 2011.

Infrastructure du CRDP

FQRSC- Regroupement stratégique
2004-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :	CHERCHEURS ASSOCIÉS :	COLLABORATEURS :
BENYEKHLEF Karim	48	23

Laboratoire sur la cyberjustice : repenser le processus judiciaire

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC)
2010-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :	COLLABORATEUR :
BENYEKHLEF Karim	**VERMEYS Nicolas**

Grâce à un financement obtenu de la part du Ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'exportation (MDEIE), le Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal (CRDP) procède présentement à la construction du laboratoire sur la cyberjustice. Cette infrastructure de recherche unique en Amérique du Nord inclura une salle d'audience à la fine pointe de la technologie dans laquelle pourront être évaluées différentes technologies destinées à améliorer l'appareil judiciaire. Attenant à cette salle, un laboratoire informatique permettra aux chercheurs du CRDP et à leurs collaborateurs de développer des logiciels favorisant l'accès à la justice en rendant le processus plus efficace et plus efficient.

Le présent projet vise la formation d'une équipe en partenariat de chercheurs universitaires et de collaborateurs du milieu judiciaire afin de définir la programmation scientifique du laboratoire, c'est-à-dire (1) d'établir les projets à favoriser durant les prochaines années et (2) de mettre en place une structure de recherche appropriée aux projets envisagés. Comme le Laboratoire sera inauguré durant la première année de la subvention, certains projets visant à évaluer la viabilité de la programmation scientifique proposée pourront être menés parallèlement à l'élaboration de la programmation. Ces projets, lesquels seront financés à partir d'autres fonds de recherche, viendront confirmer la voie adoptée par les chercheurs ou permettre de réajuster celle-ci afin qu'elle reflète mieux les besoins des acteurs et les limites technologiques.

Laboratoire sur la cyberjustice

MDEIE
2010-2013

CHERCHEURS PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim
GAUTRAIS Vincent
TRUDEL Pierre
MARCOTTE Simon
WERY André

COLLABORATEUR :
VERMEYS Nicolas

Le projet de laboratoire sur la cyberjustice vise la création d'une infrastructure de recherche où pourront être développées différentes solutions logicielles aux nombreux problèmes affligeant présentement le système judiciaire. Ce laboratoire servira, entre autres, grâce à une salle d'audience virtuelle, à l'élaboration d'une structure logicielle de base permettant l'élaboration et l'essai de modules informatiques propres à faciliter le traitement des conflits en ligne, à permettre l'informatisation des dossiers, à augmenter l'efficacité de la gestion des causes et à mettre en place des systèmes d'aide à la décision. Il s'agit donc de créer des outils logiciels qui faciliteront la mise en réseau du système judiciaire et qui offriront des solutions concrètes et fonctionnelles aux différents problèmes auxquels est présentement confronté le système de justice (longueur des délais, coût des procédures, etc.). Ces outils ne se borneront pas à reproduire simplement la procédure judiciaire; ils pourront aussi proposer de nouvelles façons de faire et renouveler ainsi la procédure grâce à une conception logicielle novatrice et à une analyse socio-juridique des rationalités sous-jacentes à la procédure et à la preuve.

La protection des renseignements personnels et la sécurité

Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation (MDEIE)
Agence catalane de protection des données personnelles
2009-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
AUBÉ Sylvain
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
DUASO CALÉS Rosario
PAQUETTE-BÉLANGER Emmanuelle

Le projet « PRPS » entre l'Université de Montréal et l'Agencia Catalana de Proteccio de Dades de Catalogne en Espagne vise les développements technologiques récents en matière de sécurité nationale qui soulèvent d'importantes questions relatives aux droits fondamentaux des citoyens. Les puces RFID (radio frequency identification ou radio-identification), les molécules intelligentes, les réseaux d'intelligence ambiante, les systèmes d'identification biométriques et les logiciels d'analyse comportementale ou de reconnaissance des traits faciaux ne sont qu'un échantillon des technologies qui pourraient être utilisées dans les aéroports, les édifices gouvernementaux et les autres établissements publics. Ces nouvelles technologies contribueraient ainsi à l'érosion des droits des personnes à l'égard de leur vie privée.

Ce projet vise donc, grâce à une équipe de recherche regroupant plusieurs commissaires à la vie privée (Québec, Catalogne, Madrid, Espagne, Pays basque) et des chercheurs venant tant d'Europe que d'Amérique du Nord, à développer un cadre permettant de rétablir l'équilibre entre les droits individuels (la protection des renseignements personnels) et collectifs (la sécurité nationale ou publique). Le projet fournira des outils aux décideurs afin de leur permettre de réconcilier ces deux notions.

Le droit d'auteur canadien un siècle après son texte fondateur

CRSH et Université de Montréal
2011

CHERCHEURE PRINCIPALE :
GENDREAU Ysolde

Il s'agit d'une recherche historique pour comprendre les contextes et les processus législatifs, dont plus particulièrement le rôle que jouent les puissances moyens (le Canada et la Grande-Bretagne d'aujourd'hui) dans une mondialisation où la domination des superpuissances est en train de s'effriter ; l'évolution de la rencontre entre droit d'auteur et copyright alors que les pays de droit d'auteur ont largement marqué la convention internationale fondamentale, la Convention de Berne dont les origines remontent à 1886, et que les traités contemporains (surtout l'ADPIC) sont davantage dictés par l'approche américaine.

L'entreprise 2.0 : les nouveaux usages du Web 2.0

Partenaires nationaux et internationaux
2009-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

L'objectif principal de ce projet est de susciter l'innovation vers de nouvelles pratiques par l'usage des outils du Web 2.0 et d'en partager les résultats entre les organisations qu Québec et outre-Atlantique. À ce jour, le potentiel des usages et outils du Web 2.0 gagnent à être démystifiés. Les expérimentations porteront plus précisément sur les processus Marketing et Ressources humaines, avec un volet transversal. Il est proposé de partir du point de vue des usages qui sont bien plus stables dans le temps que les outils, les technologies ou même les concepts. Il ne s'agit donc pas de relever les différentes technologies mais plutôt de :

- Cartographier les usages internes et externes du Web 2.0;
- Comprendre comment l'entreprise peut se les approprier et créer de la valeur;
- Définir les bénéfices pour l'entreprise, son retour sur investissement, etc.;
- Identifier les facteurs de succès les plus importants et les pièges à éviter;
- Interpréter les impacts de cette transformation sur les fonctions de l'organisation et sur sa chaîne de valeur du point de la gestion stratégique;
- Comprendre les implications des nouveaux modèles d'affaires issus du Web 2.0 ainsi que les enjeux et risques inhérents;
- Comprendre les enjeux et risques liés à la sécurité de l'information, à la confidentialité, à la conformité, à l'identité numérique, à l'éthique, aux droits et obligations de l'organisation, etc., associés au Web 2.0.

Livre-traité sur la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information

Chaire L.R. Wilson
2009-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

Il s'agit d'un exposé de droit positif sur la Loi, les principes généraux, le principe d'équivalence fonctionnelle, de la neutralité technologique de même que les principes d'interprétation. Dans ce livre-traité sont abordés la valeur juridique des documents, l'intégrité du document, la preuve, les obligations associées aux étapes du cycle de vie du document, le lien avec un document technologique, le choix des moyens, les modes d'identification et de localisation la certification, la responsabilité des intermédiaires au sein d'un réseau, les exigences relatives aux systèmes biométriques et l'harmonisation des systèmes, des normes et des standards techniques.

Mise à niveau du site Guide des droits sur Internet (droitsurinternet.ca)

Ministère des Services gouvernementaux du Québec
Ministère de l'éducation
2009-2011

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre
COLLABORATRICE :
ABRAN France

ASSISTANTS DE RECHERCHE :
GAUDETTE Cynthia
LAGUEUX Annie
LEMIRE François-Xavier
ROBINETTE-OUELLETTE Jean-François

Ce projet vise la mise à niveau du site *Guide des droits sur Internet* afin de tenir compte des nouvelles fonctionnalités et enjeux du web 2.0. Il s'agit de clarifier, à partir de la perspective du droit québécois, les enjeux juridiques des environnements qui sont désormais caractéristiques d'Internet et de mettre au point des outils à la disposition des acteurs du web 2.0 – internautes, maîtres de sites et autres acteurs – afin qu'ils soient en mesure d'identifier et de gérer les enjeux et risques associés à leurs activités.

Le web 2.0 concerne une constellation de fonctions possédant des caractéristiques communes et présentant des enjeux spécifiques. Le niveau élevé d'implication des usagers dans la fourniture de contenus est désormais l'une des caractéristiques des environnements d'Internet. On associe également au web 2.0, ces environnements structurés dans lesquels les contenus sont générés en bonne partie par les utilisateurs comme les sites permettant aux internautes d'éditer et de modifier des contenus à leur guise, qu'il s'agisse de leur page personnelle, de leurs collections de photos et, peut-être demain, leur page-citoyen comportant des « préférences » quant aux services publics pertinents à leur situation personnelle. Dans d'autres cas de figure, on évoque la possibilité de combiner des applications et des contenus et de synchroniser un site web avec d'autres. Les sites de partage de contenus comme *YouTube* ou *Dailymotion* permettent aux internautes de diffuser des contenus en ligne. Les sites de réseaux sociaux comme *Facebook* ou *Myspace* permettent aux individus de diffuser leur profil personnel de même que des informations portant sur d'autres personnes.

Politique du Québec numérique

Ministère des services gouvernementaux
2011-2015

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TUDEL Pierre

Bon nombre de pays ont lancé, depuis la seconde moitié de 2008, leur nouvelle politique vers un état numérique, dont le Canada et le Québec mènent présentement une consultation publique. Il s'agit d'un projet ambitieux qui interpelle toutes les composantes de la société. C'est ainsi que les ministères et les organismes les plus concernés ont été invités à collaborer à l'élaboration de cette politique. Le présent projet s'inscrit dans un des cinq axes proposés pour aligner les travaux selon une approche commune et d'intégrer l'ensemble des propositions, soit celui de la gouvernance.

Programme de recherche sur les méthodes de régulation des médias dans la nouvelle économie

Groupe TVA
2002-2013

CHERCHEUR PRINCIPAL :
TRUDEL Pierre

COLLABORATRICE :
ABRAN France

Ce programme de recherche vise à développer la connaissance sur les phénomènes réglementaires (envisagés au sens large) dans le domaine des technologies de l'information et des entreprises culturelles. Il facilitera la mise en

place de stratégies de régulation assurant le respect des valeurs inhérentes aux objectifs de la législation canadienne.

Le cyberespace, le virtuel et les réseaux redéfinissent les modalités d'élaboration et d'application des normes encadrant la production et la diffusion. Dans un tel environnement, les États disposent d'une capacité limitée d'intervention. Il importe de mieux comprendre les modalités d'émergence et d'application de la normativité qui prévalent désormais dans les environnements de communication numérisés et dans lesquels convergent des médias qui fonctionnaient autrefois selon leurs logiques propres.

Trois grands types de questions sont étudiés. Tout d'abord, le cadre juridique d'une réalité comme le cyberespace concerne les règles du jeu qui informent les acteurs de ce qu'ils peuvent faire et de ce qu'ils ne peuvent faire. Éventuellement, ces règles aident à résoudre les conflits. Comme les interactions humaines sont toujours régies par des règles, la question n'est pas tant de savoir si des règles encadreront les environnements électroniques comme Internet, mais plutôt de déterminer d'où proviennent ces règles et de voir si les règles existantes seront de nature à favoriser la meilleure circulation de l'information.

En second lieu, pour contribuer à l'émergence d'un cadre normatif judicieux dans un environnement ouvert et virtuel, il faut accroître notre compréhension du fonctionnement des différents mécanismes de régulation et diversifier les analyses juridiques, jusqu'à présent trop souvent dominées par des paradigmes étatistes et formalistes.

Finalement, Internet et les nouvelles technologies de l'information et des communications ont un effet de retour sur le droit ; elles contribuent à transformer la vie juridique. Ainsi, l'accès à l'information juridique est en voie d'être complètement redéfini. Des systèmes d'information nouveaux, peu coûteux à mettre en œuvre, deviennent possibles et modifient le flux d'informations qui supporte les processus de régulation. Les moyens séculaires de transmission du droit sur papier cèdent peu à peu la place aux nouveaux outils électroniques offerts, le plus souvent, sur Internet. La conception de systèmes d'information propres au maintien de nos valeurs juridiques, la démocratisation de l'accès au droit, la réalisation du potentiel des technologies et, si possible, l'amélioration de la vie juridique, voilà autant d'objectifs à poursuivre pour que les nouvelles technologies s'intègrent de façon harmonieuse dans notre culture juridique.

Vie privée et sécurité nationale

Agence catalane de protection des données personnelles
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
2007-2012

CHERCHEUR PRINCIPAL :
BENYEKHLEF Karim

AUXILIAIRES DE RECHERCHE :
AUBÉ Sylvain
COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine
PORCIN Adriane
PAQUETTE-BÉLANGER Emmanuelle

Dans le but d'instaurer un climat de confiance, de protéger la dignité des personnes et de favoriser la transparence des activités politiques, économiques et sociales, des instruments normatifs visant à garantir la protection des renseignements personnels ont été adoptés par plusieurs États. Ces instruments encadrent le traitement des renseignements personnels de leur collecte à leur destruction. Ainsi, l'organisme public ou l'entreprise qui collecte des renseignements personnels concernant un individu doit en assurer la confidentialité. Dans un contexte global, une telle précaution est d'autant plus importante dans le cadre des flux transfrontières de données. La circulation de l'information ne doit pas entraîner une réduction de la protection. Un équilibre doit donc être trouvé entre les impératifs de la circulation et la protection de l'information, ce qui s'avère particulièrement problématique lorsque la sécurité des États est en cause.

S'il est permis de restreindre la communication de certains documents au nom de la sécurité nationale ou publique, cette exception au droit d'accès doit-elle tenir compte des impératifs sécuritaires du pays tiers dans lequel les renseignements personnels de la personne concernée ont été impartis ? L'approche sécuritaire de certains pays doit-elle conduire à un amenuisement des droits reconnus dans d'autres pays ? Ainsi, comment répondre adéquatement à une demande d'accès d'un individu faisant valoir son droit à la protection des données le concernant et, par conséquent, indiquer l'usage qui a été fait des renseignements et que ceux-ci ont été communiqués à des tiers, lorsque le mandataire à qui vous avez confié leur gestion n'est pas autorisé à vous informer qu'ils ont été transmis

aux autorités du pays ? Dès lors, les garanties énoncées dans les instruments normatifs, au lieu de s'arrêter aux frontières, ne devraient-elles pas suivre l'objet qu'elles entendent protéger, c'est-à-dire les renseignements personnels, quel que soit le support mais aussi leur localisation ? Les incidences de la sécurité nationale ou publique sur la vie privée ne sauraient cependant pas se limiter à des questions de flux transfrontières de données. En effet, une majorité d'États ont adopté des lois visant à faciliter le partage de renseignements concernant leurs propres citoyens entre les différents organismes et paliers gouvernementaux. Il revient au gouvernement de protéger ses citoyens d'attaques terroristes de tout genre (sécurité nationale), ainsi que des différents maux issus de la vie en société (sécurité publique). Il devient donc important de permettre à l'État de se procurer les outils nécessaires afin d'accomplir ce rôle. Ne devrait-on pas toutefois veiller à la mise en place de dispositifs afin d'assurer que ceci ne contribue pas à l'érosion de nos droits fondamentaux (par exemple, le droit à la vie privée) ? S'agit-il d'une façon camouflée de porter atteinte à nos droits, ou simplement du prix à payer pour vivre en *sécurité* ? Les différentes problématiques énumérées nécessitent que l'on s'interroge sur l'équilibre devant être établi entre droits individuels (la protection des renseignements personnels) et collectifs (la sécurité nationale ou publique) dans une optique tant nationale que transnationale à l'heure d'une obsession sécuritaire. La détermination d'un cadre juridique sûr oblige l'interprète à apprécier les enjeux des flux locaux et transfrontières de données au regard de la sécurité nationale.

L'objectif du présent projet de recherche est de produire, à partir d'une analyse comparative en droit américain, canadien et européen, une grille d'appréciation des risques encourus par la circulation des informations personnelles. Cette étape permettra de déterminer quelles sont les mesures et précautions à mettre en place pour garantir la protection des renseignements personnels tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières provinciales et territoriales. Nous pourront ainsi identifier et caractériser les précautions prises ou envisageables en analysant rigoureusement les sources, les gisements et les mouvements de l'information, c'est-à-dire en examinant les flux d'informations et leurs effets au regard de l'équilibre à trouver entre les droits et intérêts en cause, entre le besoin d'accéder à l'information pour garantir la sécurité nationale ou publique tout en protégeant les droits des personnes concernées.

AXE

Droit, biotechnologies et rapport au milieu

AXE

DROIT, BIOTECHNOLOGIES ET RAPPORT AU MILIEU

Les récents développements dans le secteur biomédical et environnemental qui tirent, entre autres, avantage des biotechnologies interpellent les membres de l'axe de recherche *Droit, biotechnologies et rapport au milieu*. C'est ainsi que les travaux réalisés au sein cet Axe sont consacrés à l'examen de nombreuses questions tant juridiques qu'éthiques comme la gouvernance de la recherche en santé, l'utilisation des données médicales et le respect de la vie privée ou encore, la gestion de l'eau au Québec et au Mexique.

Les chercheurs réguliers de l'axe *Droit, biotechnologies et rapport au milieu* ont d'ailleurs plusieurs champs d'intérêt dont le système de santé, la transplantation d'organes, la génétique, la génomique, les organismes génétiquement modifiés, les zoonoses, la protection de la santé publique et la gouvernance de la nanomédecine mais également le droit international de l'environnement. L'étude de ces thèmes a bénéficié de la participation dynamique de collaborateurs issus des milieux académique et professionnel.

Ainsi, au cours de 2010-2011, l'équipe de Thérèse Leroux a poursuivi ses travaux notamment sur la transplantation d'organes, les zoonoses et épizooties, la santé publique et les organismes génétiquement modifiés. Thérèse Leroux est responsable du volet GE3LS d'un projet majeur en génomique environnementale auquel collabore également Hélène Trudeau. Le financement alloué par Génome Canada et Génome Québec sert à l'étude des enjeux éthiques, environnementaux, légaux et sociétaux et ce volet se concentre sur la phytoremédiation, soit l'usage de plantes et de micro-organismes pour décontaminer les sols. De plus cette année, tandis que Patrick A. Molinari devenait professeur émérite, Michèle Stanton-Jean soutenait sa thèse de doctorat et devenait représentante du Québec au sein de la Délégation permanente de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture du Canada à Paris. Mentionnons également la collaboration d'Hélène Trudeau à la publication de la seconde édition du livre *Droit international de l'environnement,* dont la première parution avait mérité le prix 2008 du concours de la Fondation du Barreau du Québec. Résolument tourné vers l'avenir, ce projet phare a pour visée l'initiation des jeunes chercheurs quant aux problématiques juridiques du droit international de l'environnement.

Avec l'aide de plusieurs collaborateurs, nationaux et internationaux, issus de différentes disciplines, les chercheurs, agents de recherche et étudiants associés à l'axe *Droit, biotechnologies et rapport au milieu* ont préparé et produit de nombreuses publications au cours de l'année, dont une dizaine d'articles de la part de nos deux chercheures principales et une dizaine de participation à des conférences. À ceci s'ajoutent la dizaine de publications et la participation à des conférences des étudiants affiliés au 3ème axe, 7 doctorants en cours, l'achèvement d'un mémoire et 13 maîtrises en cours.

TITRE	ORGANISME SUBV.	ANNÉES	RESPONSABLES
De la nanomédecine à la nanosanté : quelle éthique et quelle gouvernance ?	Réseau NeLS (FQRSC, FQSQ, FQRNT)	2011-2012	**LEROUX T. et M. STANTON-JEAN M et C. LAFONTAINE**
Droit international de l'environnement	Fondation du Barreau	2010-2011	**ARBOUR J.M. et S. LAVALLÉE et H. TRUDEAU**
Improving Bioremediation of Polluted Soils Through Environmental Genomics	Genome Canada	2011-2014	**LANG F. et T. LEROUX (responsable du volet GELS)**
La gestion de l'eau au Québec et au Mexique : modes de gouvernance régionale et locale	Groupe de travail Québec-Mexique Fondation du Barreau	2009-2011	**ROLLAND L. TRUDEAU H.**
La protection de la santé humaine et animale en situation d'épizooties et de pandémies	CRSH Université de Montréal	2009-2012	**LEROUX T.**

De la nanomédecine à la nanosanté : quelle éthique et quelle gouvernance ?

Réseau NeLS
2011-2012

CHERCHEURE PRINCIPALE :
LEROUX Thérèse

CO-CHERCHEURES :
STANTON-JEAN, Michèle
LAFONTAINE, Céline

AUXILLIARES DE RECHERCHE :
COTÉ Philippe-Aubert
RICHARD Sébastien

La nanotechnologie et ses applications ont déjà commencé à influencer, dans la réalité et dans notre subconscient, nos visions du futur de la nature humaine. Ces visions sont particulièrement interpellées en santé où coexistent des scénarios de 'mise à niveau' du corps humain et de longévité prolongée grâce à des applications issues des nanaotechnologies. En effet, à l'international comme au Canada et au Québec, les recherches sur les applications des nanatochenologies à la santé sont nombreuses. Loin d'être marginales, la nanomédeceine et la médecine régénérative apparaissent comme l'une des voies prioritaires de la recherche en santé au 21ème siècle, d'où notre intérêt. L'équipe précise les contours et propose une définition de la nanosanté (Lafontaine), identifie les normes éthiques existantes ou nouvelles applicables à la santé (Leroux) et examine différents modèles de gouvernance globale et identifie les plus susceptibles de mener à une gestion responsable des développements (Stanton-Jean).

Droit international de l'environnement

Fondation du Barreau
2010-2011

CHERCHEURS :
TRUDEAU Hélène
ARBOUR Jean-Maurice
LAVALLÉE Sophie

COLLABORATEUR :
PAPY Jacques

Ce projet a pour objectif la publication de la seconde édition du livre *Droit international de l'environnement,* dont la première parution, écrite par les Professeurs Jean-Maurice Arbour et Sophie Lavallée de la Faculté de droit de l'Université Laval, avait remporté le prix 2008 du concours de la Fondation du Barreau du Québec dans la catégorie « monographie ». Hélène Trudeau de la Faculté de droit de l'Université de Montréal se joint à titre d'auteur pour la seconde édition de ce livre. Ce traité de langue française est le principal ouvrage d'enseignement du droit international de l'environnement utilisé dans la province de Québec. Il y est question de l'analyse des évolutions de ce droit de 2006 à 2011 ainsi que de l'amélioration de la présentation du contenu et de la forme des chapitres de la précédente édition. La contribution de Madame Hélène Trudeau permettra d'intégrer de nouveaux chapitres, notamment sur les aspects institutionnels, la formation des normes et les modalités d'exécution des obligations en droit international de l'environnement et également sur la réglementation internationale de l'eau douce. La rapide évolution de plusieurs régimes internationaux de protection de l'environnement au cours de l'année 2010 a nécessité le commencement des travaux de recherche et de mise à jour de ce traité.

Ce programme de recherche comportera trois phases. En premier lieu, les recherches dans les traités, les autres sources formelles et matérielles du droit international (incluant les sources jurisprudentielles et les sources doctrinales) seront effectuées suivant les thèmes de chacun des chapitres. En second lieu, un travail d'analyse détaillée de convergence et de divergence des aspects de ces thèmes comprenant les récentes évolutions du droit international sera réalisé. Enfin, la dernière étape du projet concernera la modification des chapitres de l'ouvrage et la rédaction des nouveaux chapitres. Par ailleurs, ce projet offrira un cadre de recherche à des étudiants inscrits en maîtrise ou au doctorat à la Faculté de droit de l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Ainsi, il permettra à ces jeunes chercheurs d'être initiés aux problématiques juridiques du droit international de l'environnement. En outre, les étudiants intéressés par ce secteur du droit seront encouragés à produire leurs essais ou mémoires sur cette thématique. Éditeur de la première édition du traité, les Éditions Yvon Blais ont accepté la publication de cette seconde édition.

An 2 - Stage de recherche de deux mois des professeurs et étudiants québécois au Mexique (rencontres et entrevues auprès de trois organismes de bassins versants et de huit municipalités). Atelier de travail (mini-colloque) de tous les partenaires, ouvert à la communauté universitaire et aux intervenants gouvernementaux et sociaux.

À la fin du projet, le site web serait rendu accessible au public en général et constituera un forum d'échange permanent entre les partenaires mais également pour les intervenants gouvernementaux et sociaux. Un ouvrage collectif sera publié sur les modèles de gouvernance des ressources en eau.

Des efforts seront déployés pour étendre ce réseau interinstitutionnel universitaire à d'autres pays de l'Amérique latine, dont la Colombie, l'Argentine, le Chili et le Brésil avec lesquels l'Université de Montréal a déjà des ententes de coopération et avec lesquels les partenaires québécois et mexicains ont déjà des relations scientifiques.

La protection de la santé humaine et animale en situation d'épizooties et de pandémies

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
Université de Montréal
2010-2011

CHERCHEURE PRINCIPALE :
LEROUX Thérèse

La survenance d'une menace à la santé de la population causée par des agents pathogènes d'origine animale commande des actions et implique des interactions avec divers partenaires. La démarche déjà plurielle à l'échelle internationale se répercute aux niveaux national et provincial où différents ministères et agences sont sollicités. Ainsi, au niveau national, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Santé Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Agence canadienne de santé publique, pour ne nommer qu'eux, jouent un rôle crucial. Il en va de même pour des institutions provinciales comme l'Institut national de santé publique du Québec. L'interconnexion entre ces divers acteurs soucieux de répondre adéquatement à ce défi de taille qu'est la protection de la santé et de la vie tant des personnes que des animaux, de même que la multiplicité des mécanismes de contrôle complexifient la situation. Il en résulte un enchevêtrement de normes et d'intervenants, créant ainsi un réseau hétérogène, une méta-organisation.

Dans le cadre de cette recherche, nous caractériserons les enjeux que soulève l'éventualité d'épizooties et de pandémies et nous dresserons un tableau le plus complet possible de l'encadrement normatif actuellement en vigueur en vue d'assurer la protection de la santé humaine et animale en situation d'épizooties et de pandémies. Pour ce faire, nous identifierons et examinerons les normes applicables en cette matière que ces dernières soient des textes législatifs, des lignes directrices, des énoncés de politique, des protocoles, des programmes de surveillance, des plans d'action ou encore des mesures d'autorégulation.

ANNEXES

ANNEXE – 1

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES CHERCHEURS RÉGULIERS DU CRDP

ANNEXE – 1

LIVRES

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS

Livres	11
Contributions à un ouvrage collectif / chapitres de livres	38
Articles	36
Rapports	7
Actes de colloque	3
Affiches / Posters	0
Autres	9
TOTAL :	105
Conférences /Congrès / Colloques	124

BENYEKHLEF, Karim (éd.)
Droit et culture, Éditions Thémis
(à paraître).

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas VERMEYS (dir.)
Le droit à la sécurité... La sécurité par le droit, Montréal, Éditions Thémis, 2011, 164 pages.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François, M.-C. FOBLETS et A. DUNDES RENTELN (dir.)
Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World, Bruxelles, Bruylant, 2010, 975 pages.

GAUTRAIS, Vincent
Neutralité technologique : rédaction et interprétation des lois face aux changements technologiques, Éditions Thémis, environ 200 pages (à paraître).

GAUTRAIS, Vincent et Pierre TRUDEL
La circulation des renseignements personnels et le web 2.0, Montréal, Éditions Thémis, 2010, 231 pages.

GENDREAU, Ysolde et Ejan MACKAAY
Législation canadienne en propriété intellectuelle/Canadian Legislation on Intellectual Property 2011, Toronto, Carswell, 2010, 1015 pp.

LAJOIE, Andrée
Ghislain Picard sur le trajet des droits des Autochtones, Montréal, Éditions Thémis, 2010 (à paraître).

LAJOIE, Andrée
Le rôle des femmes et des aînées dans la gouvernance autochtone au Québec, Montréal, Éditions Thémis, 2010, 172 pages.

NOREAU, Pierre (dir.)
Gouvernance autochtone : reconfiguration d'un avenir collectif, Montréal, Éditions Thémis, 2010, 234 pages.

NOREAU, Pierre (dir.)
Révolutionner la justice, Montréal, Éditions Thémis, 2010, 158 pages.

TRUDEL, Pierre et Michèle S. JEAN, (éds.)
La malréglementation – Une éthique de la recherche est-elle possible et à quelles conditions ? Montréal, PUM, 2010, 171 pages.

CONTRIBUTIONS À UN OUVRAGE COLLECTIF / CHAPITRES DE LIVRES

BATES, Karine
« Réflexions sur la fonction anthropologique du droit», dans Karim Benyekhlef (éd.), *Droit et culture*, Éditions Thémis (à paraître).

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas VERMEYS
"ODR and the Courts", in Mohamed S. ABDEL WAHAB, E. KATSH et D. RAINEY, *ODR, Eleven international Publishing*, La Haye, 2011 (accepté).

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas VERMEYS
« Introduction », dans Karim BENYEKHLEF et Nicolas W. VERMEYS, *Le droit à la sécurité... La sécurité par le droit*, Montréal, Éditions Thémis, 2011, p. 1.

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas VERMEYS
« Premiers éléments d'une méthodologie de réformation des processus judiciaires par la technologie », dans Daniel Le MÉTAYER, (dir.), *Les technologies de l'information au service des droits : opportunités, défis, limites*, Bruxelles, Bruylant, 2010, 207-236.

BENYEKHLEF, Karim
« La résolution en ligne des différends de consommation : un récit autour (et un exemple) du droit postmoderne », dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *L'accès des consommateurs à la justice*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2010, 89-117.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Religious Identities : Testing the Limits of Canadian Federalism ?", in N. ARONEY & T. JOHN (eds.), *The Future of Australian Federalism : Comparative and Interdisciplinary Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 17 p.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The Ethos of Canadian Aboriginal Law and the Potential Relevance of Federal Loyalty in a reconfigured Relationship between Aboriginal and Non-Aboriginal Governments : A Thought Experiment", in G. OTIS & M. PAPILLON (eds.), *Federalism and the Relational Dimension of Indigenous Governance*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2011, 45 p.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Religious Courts Recognition Claims : Two Distinct Narratives", in R. ADHAR & N ARONEY (eds.), *Shariah in the West*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 59-69.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Religious Courts, Personal Federalism and Legal Transplants", in R. ADHAR & N. ARONEY (eds.), *Shariah in the West*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 159-180.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François, M.-C. FOBLETS & A. DUNDES RENTELN
"Introduction", in M.-C. FOBLETS & J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010 pp. xiii-xxi.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Introduction to Part I", dans M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law State Responses from Around the World,* Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 3-16.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Introduction to Part II", dans M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World,* Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 367-380.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The States Management of Legal and Cultural Diversity in Canada", in M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World*, Bruxelles, Bruylant, 2010, 195-234.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
" Religious Courts Recognition Claims : Two Distinct Narratives », in R. ADHAR & N ARONEY (eds.), *Shariah in the West*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 59-69.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The State Management of Legal and Cultural Diversity in Canada", in M.-C. FOBLETS, J.-F. GAUDREAULT-DESBIENS & A. DUNDES RENTELN (dir.), *Cultural Diversity and Law. State Responses from Around the World,* Bruxelles, Bruylant, 2010, 195-234.

GAUTRAIS, Vincent
« Contrat 2.0: les 2 couleurs du contrat électronique », *Mélanges Adrian Popovici*, 2010.

GENDREAU, Ysolde
« L'auteur anonyme et pseudonyme » dans J.-C. GALLOUX (éd.), *Mélanges en l'honneur de Georges Bonet,* Paris, Litec, 2010 (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
"Towards a Contextual Copyright?" in P.TORREMANS, U. SUTHERSANEN et L. BENTLY (dirs.), *Global Copyright : Three Hundred Years from the Statute of Anne, From 1710 to Cyberspace*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010 (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
"Vox Pop : Public Participation in Canadian Copyright Law" in I. STAMATOUDI (dir.), *Copyright Enforcement in Cyberspace*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International, 2010 (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
"No Copyright Law is an Island", in Y. GENDREAU et U. SUTHERSANEN (dirs.), *The Copyright Act 1911 : One Hundred Years Later*, Cheltenham, Edward Elgar (à paraître).

GENDREAU, Ysolde
« Les solitudes du droit d'auteur canadien » dans Y. GENDREAU et A. DRASSINOWER (dirs.), *Langues et droit d'auteur — Language and Copyright*, Montréal, Carswell et Bruylant, 2009, pp. 19-57.

LEMAY, Violaine
« Les impensés des discriminations contre la jeunesse : L'interdisciplinarité et l'espace de droit et société au secours des protections par le droit », dans P. GALLORO et A. MOUCHTOURIS (dir.), *Jeunesse et discrimination*, Metz, Presses de l'université de Metz (à paraître).

LEMAY, Violaine et Samia AMOR, Benjamin PRUD'HOMME, Takwa SOUISSI
« L'interdisciplinarité comme instrument d'efficacité accrue en matière de protection des minorités par le droit : jeunesse chômeuse et femme musulmane face aux périls du sens commun», dans : Eugénie BROUILLET et Louis-Philippe LAMPRON (dir.), *La mobilisation du droit et le pluralisme communautaire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 175-189.

LEMAY, Violaine
« La protection à se soucier de l'Autre : promouvoir l'interdisciplinarité comme identité savante nouvelle, complémentaire et utile», dans DARBELLAY, F. et T. PAULSEN (dir.), *Au miroir des disciplines. Réflexions sur les pratiques d'enseignement et de recherche inter - et trandisciplinaires*, Benre, Peter Lang. 2011.

LEROUX, Thérèse
« Conclusions » dans Yvanie CAILLÉ et Michel DOUCIN (dir.), *Don et transplantation d'organes au Canada, aux États-Unis et en France, Réflexions éthiques et pratiques comparées*, Paris, l'Harmattan, 2011, p. 279-283

LEROUX, Thérèse
« L'enchevêtrement normatif applicable aux essais cliniques », dans Christian HERVÉ, Michèle STANTON-JEAN, Marie Angèle GRIMAUD et Claire RIBAU (dir.), *Pour des recherches biomédicales communes avec les pays du Sud*, Paris, Dalloz-Sirey, 2010, p. 27-36

NEUWAHL, Nanette
« Les obligations internationales de l'Union post Lisbonne », *Mélanges Soldatos*, 2011, (à paraître).

NEUWAHL, Nanette
« Les couleurs changeantes de la verdure : les petites créances aux longes racines », dans G. BRAS MIRANA et B. MOORE (dir.), *Mélanges de couleurs en l'honneur d'Adrian Popovici,* Montréal, Thémis, 2010, pp. 643-680.

NOREAU, Pierre
« Avant-propos », dans Cyril SYNTEZ, *La sanction préventive en droit de la responsabilité civile*, Paris Dalloz, Nouvelle Bibliothèque de Thèse, 2011, p. XVII-XX.

NOREAU, Pierre
« La recherche : pour rompre avec l'évidence… et la fatalité », dans *L'État du Québec 2011*, Montréal, Boréal, p. 308-313.

NOREAU, Pierre
"Aboriginal Governance: Thinking Outside the Books", dans Pierre NOREAU (dir.), *Gouvernance autochtone : reconfiguration d'un avenir collectif*, Montréal, Thémis, 2010, p. XXIX-XLI.

NOREAU, Pierre
« Avenir de la justice : des problèmes anciens… aux solutions prochaines », dans Pierre NOREAU (dir.), *Révolutionner la justice*, Montréal, Thémis, 2010, p. 3-10.

NOREAU, Pierre
« Accès à la justice et démocratie en panne : constats, analyses et projections » dans Pierre NOREAU (dir.) *Révolutionner la justice*, Montréal, Thémis, 2010, p.13-43.

NOREAU, Pierre
« La gouvernance autochtone : penser hors du libre » (introduction), dans Pierre NOREAU (dir.), *Gouvernance autochtone : reconfiguration d'un avenir collectif*, Montréal, Thémis, 2010, p. XV-XXVIII.

ROUSSEAU, Stéphane
« Agences de notation de crédit et crise financière: quel rôle pour la régulation financière ? » dans A. COURET et C. MALECKI (dir.), *Défis actuels en droit financier*, Paris, Lextenso, 2010, p. 297-317.

ROUSSEAU, Stéphane
« Gouvernance d'entreprise et analyse économique du droit : quelle perspective suite à la crise financière ? » dans V. MAGNIER (dir.), *La gouvernance des sociétés cotées face à la crise*, Paris, Éditions Lextenso, 2010, p. 201-222.

ROUSSEAU, Stéphane
« La gouvernance d'entreprise en droit canadien : convergence et divergence », dans J.-L. ROSSIGNOL (dir.), *La gouvernance juridique et fiscale des organisations*, Paris, Lavoisier, 2010, p. 91-113.

TRUDEL, Pierre
« La régulation de la radiodiffusion sur Internet – un processus de gestion de risques », dans *Entre communauté et mobilité, un approche interdisciplinaire*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2010, p. 171-187.

ARTICLES

BENYEKHLEF, Karim
" Derecho a la privacidad en el derecho de Canada y de Estados Unidos", (2009) *Revista IR del Instituto AFIP*, 34-54 (Argentine).
http://www.afip.gov.ar/instituto/ActividadesAñosAnteriores/2009/Revista%20IR/IR05/IR05%20-%20Completo.pdf

BENYEKHLEF, Karim
« Le jeu des acteurs non étatiques transnationaux », (2010) 5 *Mondes-Les Cahiers du Quai d'Orsay*, 42-54.

BENYEKHLEF, Karim
" The Influence of Non-State Transnational Actors", (2010) 5 *Mondes-Les Cahiers du Quai d'Orsay*, 141-152.

BENYEKHLEF, Karim
« Vers un droit postnational ? Un court essai sur le droit cosmopolitique comme modèle de gouvernance globale», 15, 1 *Lex Electronica* (2010)

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean François et GROTINO, Frédéric
« La comparaison de l'efficacité des systèmes juridiques et la résilience des 'canevas de raisonnement' : le cas du droit des sociétés par actions », (à paraître).

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« La critique économiste de la tradition romano-germanique », (2010) 4 *Revue trimestrielle de droit civil*, 683-704.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« Religion, expression et libertés : l'offense comme raison faible de la régulation juridique », (2010) 8 *Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux*, 53-66.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« Le riconfigurazioni territoriali negli Stati Uniti ed in Canada : prolegomeni », (2010) 3 *Diritto Pubblico Comparato ed Europeo*, 1028-1040.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François et M.H. BEAUDOIN
« Changer la société par le droit ? Les vingt-cinq ans du droit constitutionnel à l'égalité entre les sexes au Canada », (2010) 6 *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 1751-1787.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« De l'essai en droit, ou du droit à l'essai en doctrine ? », (2010) *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 135-177 [originellement publié dans K. BENYEKHLEF (dir.) *Le texte mis à nu*, Montréal, Éditions Thémis, 107-152].

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François et N. KARAZAVAN
« On Polyphony and Paradoxes in the Regulation of Securities Within the Canadian Federation », (2010) 49(1) *Canadian Business Law Journal*, 1-39.

GAUTRAIS, Vincent
« HADOPI : un regard du dehors », janvier 2011, 67 *Revue Lamy*, Droit de l'immatériel 87-94.

GAUTRAIS, Vincent et Éloïse GRATTON
"Better Understanding Mobile Users while protecting their Privacy", *White Paper proposed to Neuralitic Inc.*, 2010.

GAUTRAIS, Vincent et Patrick GINGRAS
« La preuve des documents technologiques », (2010) *Cahiers de propriété intellectuelle*.

LEMAY Violaine et Alexandra Juliane LAW
« Les multiples vertus d'une ouverture pluraliste en théorie du droit: l'exemple du cause-lawering», *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne Droit et Société*, vol.26, no 2, 2011, pp.353-377.

LEMAY Violaine et Benjamin PRUD'HOMME
« Former l'apprenti juriste à une approche du droit réflexive, critique, et sereinement positiviste: l'heureuse expérience d'une revisite du cours *Fondements du droit* à l'Université de Montréal», (2011) 52 *C. de D.* 350.

LEROUX, Thérèse et J. COUSINEAU
« L'intégrité scientifique du chercheur au cœur d'un partage de l'information éthiquement responsable », *McGill Journal of Law and Health/Revue de droit et santé de McGill* (soumis).

LEROUX, Thérèse et M.-E. COUTURE-MÉNARD
« Tester des médicaments : un moyen pour arrondir ses fins de mois ? », (2010), 99-B *Revista Brasileira de Estudos Politicos* 123.

LEROUX, Thérèse, POLINESKA J., S.K. MEMBE, S. CHEN, K. CIMON, S. MCGILL, K. FOWARD et M. GARDAM
"PCR Test for MCRSA in Hospitalized Patients", *Healthcare Policy Journal* (soumis).

LEROUX, Thérèse
« Droit de la santé et droit de propriété intellectuelle – Québec » (2011) *R.D.U.S.* 305-325.

LEROUX, Thérèse, J.N. MCNEIL, P.-A. COTNOIR, R. LAPRADE et J.-L. SCHWARTZ
"A Canadian National Survey on the Public Perception of Biological Control", (2010) 55 *BioControl,* 445-454.

LEROUX, Thérèse, M.B. KNOPPERS, H. DOUCET, B. GODART, C. LABERGE, M. STANTON-JEAN, S. FORTIN, J. COUSINEAU, C. MONARDES, N. GIRARD, L. LEVESQUE, C. DURAND, Y. FARMER, M. DION-LABRIE, M.-E. BOUTHILLIER et D. AVARD

LEROUX, Thérèse, M.B. KNOPPERS, H. DOUCET, B. GODART, C. LABERGE, M. STANTON-JEAN, S. FORTIN, J. COUSINEAU, C. MONARDES, N. GIRARD, L. LEVESQUE, C. DURAND, Y. FARMER, M. DION-LABRIE, M.-E. BOUTHILLIER et D. AVARD
"Framing Genomics, Public Health Research and Policy : Points to Consider", (2010) 13 *Public Health Genomics* 224-234.

MOLINARI, Pierre
« Le prix de la passion», 15, 1 *Lex Electronica* (2010).

NEUWAHL, Nanette et Saïd HAMMAMOUN
« L'action extérieure post-Lisbonne de l'UE : quel modèle pour quelle ambition ? » propos introductif du numéro spécial de la revue *Lex Electronica* sur les relations extérieures de l'Union européenne, mai 2011.

NEUWAHL, Nanette
« L'Union européenne et l'applicabilité des Résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU – contrôle de la légalité en vertu des droits de l'homme», (2010) 20 *Revue québécoise de droit international*, 159-172.

NEUWAHL, Nanette
« Something in the Ways she Moves – Discrimination sexuelle et politique de différenciation dans l'Union européenne » 15 *Lex Electronica* (2010).

NEUWAHL, Nanette
« Droits et obligations internationales de l'union européenne, la Communauté européenne et les États membres – Anatomie de l'autonomie » (2010) *Social Sciences Research Network.*

NEUWAHL, Nanette et E. NEPHRAMI
« L'action extérieure de l'Union européenne. Fondements, moyens, principes », 17 *European Foreign Affairs Review* 2011, 278-9

NOREAU, Pierre, Christine VÉZINA et Emmanuelle BERNHEIM
« Risque de santé et populations marginalisées : réflexion interdisciplinaire sur la centralité des droits de la personne dans le statut de citoyen », *Revue de droit*, 40, 1-2, 2011, p. 1-30.

NOREAU, Pierre et Louise ROLLAND
« Voyage en pays normatif. Le droit : une variable dépendante», 15, 1, *Lex Electronica* (2010).

ROCHER, Guy
« Modernité, pouvoir et droit», 15, 1 *Lex Electronica* (2010).

ROUSSEAU, Stéphane, N. BOUBAKRI, Y. BOZEC et C. LAURIN
"Incorporation Law, Ownership Structure and Firm Value : Evidence from Canada", (2011), *Journal of Empirical Legal Studie*s (sous presse).

ROUSSEAU, Stéphane, A. FILIP et R. LABELLE
« L'impact de l'environnement juridique sur la qualité de l'information comptable », (2010) *Revue française de gouvernement d'entreprise*, 91-106.

TRUDEAU, Hélène
« Le rôle du gouvernement fédéral dans la régulation des substances toxiques au Canada », 2011, *Revue juridique de l'Université Libre de Bruxelles*, p. 22.

TRUDEAU, Hélène
« L'environnement et la Constitution canadienne : le droit à l'épreuve de la réalité du terrain », *Revue juridique de l'Université libre de Bruxelles*, 2011, p. 38.

TRUDEAU, Hélène, Katarina BEAULNE-BÉLISLE, Thérèse LEROUX
« Retour vers le passé : Le principe de précaution et la régulation des substances toxiques au Canada», (2010) *Revue catalane de droit de l'environnement* 1-53

ACTES DE COLLOQUE

POULIN, Daniel, Isabelle MONCION et Ivan MOKANOV
"Online Legal Information and Lawyers in Western Africa", *Law via the Internet 2011*, 8-10 June 2011, University of Hong Kong.

POULIN, Daniel et Pierre-Yves RÉGNIER
"Illustrated Judgments", *Law via the Internet 2011*, 8-10 June 2011, University of Hong Kong.

POULIN, Daniel
"Free Access to Law Story in Canada", *Law via the Internet 2011*, 8-10 June 2011, University of Hong Kong.

RAPPORTS

GENDREAU, Ysolde
L'équilibre du droit d'auteur, Rapport canadien pour le 18è congrès de l'Académie internationale de droit comparé, 38 pages.

LEROUX, Thérèse, J. POLINESA, S.K. MEMBE, S. CHEN, K. CIMON, S. MCGILL, K. FORWARD et M. GARDAM
Polymerase Chain Reaction Tests for Methicilin-Resistant Staphylococcus aureus in Hospitalized Patients : Clinical and Cost-Effectiveness Analyses, [Technology report number 125], Canadian Agency for Drugs and Technologies in Health (CADTH), Ottawa, 2010, 142 p.

NOREAU, Pierre
Les conférences de conciliation et de gestion d'instance, Cour du Québec, Projet pilote de Longueuil, Observatoire du droit à la justice, Montréal, 3 juin 2010, 67 pages.

POULIN, Daniel et Isabelle MONCION
Panorama de l'information et de la recherche juridique en Afrique de l'ouest, Rapport préparé pour le Centre de recherches en développement international, Projet 104852-001, 11 février 2011, 115 pages.

ROUSSEAU, Stéphane
L'encadrement du secteur des valeurs mobilières par le Québec et le débat sur une commission nationale des valeurs mobilières, Rapport d'expert préparé pour l'Autorité des marchés financiers, 2010, 247 p.

TRUDEL, Pierre
Aperçu des travaux de recherche publiés sur les enjeux et risques juridiques des applications du Web 2.0, Québec CEFRIO, novembre 2010, 16 p.

TRUDEL, Pierre et France ABRAN
Mise à jour du Guide pour gérer les aspects juridiques d'Internet en milieu scolaire, éléments nouveaux, 25 février 1011, 165 pages.

AUTRES

BATES, Karine
From Village to Court : an Anthropological Study of Women's Property Rights and Access to Justice in India. Publication prévue chez *Oxford University Press India* (accepté).

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas W. VERMEYS
"Best Practices in the Field of Cyberjustice", (2011) e-Justicia (notes de conférences).

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas VERMEYS
« Le passage à la cyberjustice », (2011) 12 *Droit Montréal* 12.

BENYEKHLEF, Karim
Rédaction d'une opinion (commentaires et recommandations) autour d'un document d'orientation du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada « Une équation de droits : protection de la vie privée et sécurité des Canadiens au 21e siècle », Septembre 2010, 12 pages.

BENYEKHLEF, Karim et Nicolas VERMEYS
« Un laboratoire pour promouvoir l'accès à la {cyber} justice », (2010) 11 *Droit Montréal* 8.

LEMAY, Violaine
« Préface» F. MOUAFO, *Les activités de loisir comme éléments de construction identitaire en d'ancrage territorial : les mutations en cours. Le cas de la société bamiléké (Ouest Cameroun), Le cas de ka société bamiléké (Ouest Cameroun)*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2011.

LEMAY, Violaine
Recension critique de Louise LANGEVIN (dir.), *Rapports sociaux de sexe/genre et droit : repenser le droit*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2008, Recherches féministes : revue interdisciplinaire d'études féministes, 23, 2, 2010.

TRUDEL, Pierre et France ABRAN
Guide pour gérer les aspects juridiques du Web 2.0 en milieu scolaire, octobre 2011, 155 p.

TRUDEL, Pierre et France ABRAN
Bulletin d'IT-Can, Recension mensuelle de l'actualité juridique sur le droit des technologies de l'information, volet francophone.

CONFÉRENCES

BATES, Karine
"Roles of para-legal workers in the process of accesing justice in India", *Socio-Legal Studies Association Annual Meeting* 2011, 12 au 14 avril 2011, Université du Sussex, Brighton, Angleterre.

BATES, Karine
"Legal Consciousness and Informal Transmission of Legal Knowledge in India", Law and Society Association Annual Meeting 2010, 27 au 30 mai 2010, Chicago.

BENYEKHLEF, Karim
Communication prononcée à la Faculté de droit de l'Université de Barcelone, « The Cyberjustice Laboratory: For an Efficient and Meaningful Access to Justice ». Barcelone, 24 mars 2011.

BENYEKHLEF, Karim
Présentation et participation à la *Table-ronde sur l'efficacité des normes. Diversité des systèmes juridiques et efficacité de la norme*, Institut Louis-Favoreu, Université Paul-Cézanne, Aix-en-Provence, 5 et 6 novembre 2010.

BENYEKHLEF, Karim
Organisation et animation du séminaire « La justice transitionnelle » donné par le professeur Xavier Philippe, directeur de l'Institut Louis Favoreu, Universtité Paul-Cézanne, Aix-en-Provence, Montréal, 7 octobre 2010.

BENYEKHLEF, Karim
« Mot d'ouverture », *Colloque Le retour de l'histoire ? Répercussions européennes et internationales de la réunification allemande*, Centre d'excellence de l'Union européenne et Centre canadien d'études allemandes et européennes, Montréal, Institut Goethe, 29 septembre 2010.

BENYEKHLEF, Karim
Animation d'un séminaire de travail au Commissariat à la protection de la vie privée du Canada autour du « Document d'orientation. Une équation de droits : Protection de la vie privée et sécurité des Canadiens au XXIe siècle », Ottawa, 23 septembre 2010.

BENYEKHLEF, Karim
Organisation et animation des ateliers transdisciplinaires du CÉRIUM sur le thème de la sécurité humaine, Automne-Hiver 2010-2011.

BENYEKHLEF, Karim
« Perspectives canadiennes et américaines sur la vie privée et la sécurité », *Séminaire la seguridad desde la privacidad : 2001-2010*, dans le cadre des activités du projet 'Proveyecto Estados Plurinacionales y Federales », conduites par l'agence catalane de protection des données personnelles, Parlement de la Catalogne, Barcelone, 11 juin 2010.

BENYEKHLEF, Karim
"Transparency and Control of Information : Towards a Better Balance between Privacy and Security ?", *Seminario Seguridad, Privacidad y Proteccion de datos* dans le cadre des activités du Groupe de travail international Vie privée et sécurité organisé par l'Agence espagnole de protection des données personnelles, 9 et 10 juin 2010, Madrid http://www.crdp.umontreal.ca/IWGPS/?page_id=613&lang=fr.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The Patriation and Veto References as Templates for the Supreme Court of Canada's Normative Ambiguity in its post-1982 Federalism Case Law?", *2010 Constitutional Cases Conference*, Toronto, Osgoode Hall Law School, 15 avril 2011.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« In Praise of Principles, or Against the Toolbox Approach to Federalism », UNAM, Mexico, D.F., *Conférence de l'Association internationale de droit constitutionnel,* 2 décembre 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The political sensitivity of the Supreme Court of Canada and its impact on freedom of religion," *colloque 'Religion in the Public Sphere: Interdisciplinary Perspectives Across the Canadian Provinces'*, Montréal, Université de Montréal, 5 novembre 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
Organisateur de *Colloque dans la sphère publique, perspectives comparatives*, Faculté de droit, Université de Montréal, 4 novembre 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"Les hiérarchies passagères", *Colloque 2010 de l'Association québécoise de droit constitutionnel*, Montréal, 29 octobre 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The future of the trade and commerce clause in light of the debates triggered by the federal government's securities regulation project," *40th Annual Workshop on Commercial and Consumer Law*, Toronto, University of Toronto, 15 octobre 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
"The 'Public' and the 'Private' in the Civil Law and Common Law Traditions: Some Comparative Remarks", *conférence "Religion and the Public-Private Divide*", Universita degli Studi di Milano, Italie, 7-8 octobre 2010.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« Comparer l'efficacité des systèmes juridiques : résister aux stéréotypes réducteurs mais prendre acte des la résilience des 'canevas de raisonnement'», La rémunération excessive des dirigeants : quel rôle pour la responsabilité des administrateurs?», *Quelle performance? De la performance économique au statut de citoyen corporatif : réflexion sur la nature changeante des corporations et sur le rôle de leurs dirigeants et administrateurs en Europe et en Amérique du Nord*, Faculté de droit, Université McGill, 21 avril 2011.

GAUDREAULT-DESBIENS, Jean-François
« La sécurité humaine : une sécurité culturelle », Cycle des ateliers transdisciplinaires du CÉRIUM, Faculté de droit, Université de Montréal, 3 février 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« L'utilisation des nouvelles technologies, une révolution pour la formation des juges? », *ICAJ – Montréal*, 6 mai 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Bilan sur les 10 ans de la Maîtrise en commerce électronique », 29 avril 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Gestion juridique et pratique des courriels » *Conférence AAPI*, Québec, 28 avril 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Médias sociaux : vie publique, vie privée? », *ADISQ*, Montréal, 12 avril 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit, éducation et web 2.0 », *Alliance des professeurs de Montréal*, Montréal, 4 avril 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« La sécurité humaine : une sécurité virtuelle », *Cycle des ateliers transdisciplinaires du CÉRIUM*, Faculté de droit, Université de Montréal, 24 mars 2011.

GAUTRAIS, Vincent
Président de séance, « Le consommateur à l'ère numérique », *Union des consommateurs*, Montréal, 14 mars 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Métadonnées, Intégrité, Copie et Transfert », *Section Quebec Lunch de ITcan*, Montréal, 25 février 2011**.**

GAUTRAIS, Vincent
« Droit + web 2.0 », *Conférence Les Affaires*, Montréal, 16 février 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Gestion juridique des médias sociaux : illustration dans le domaine de l'éducation », *Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec*, Lévis, 27 janvier 2011.

GAUTRAIS, Vincent
Coorganisateur de la conférence pour fêter la nomination comme juge de Stefan Martin, avec Faculté de droit de McGill, 27 janvier 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Privacy 2.0 », Les Diablerets, Suisse, 25 janvier 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Cloud Computing Law », Les Diablerets, Suisse, 22-24 janvier 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Métadonnées, Intégrité, Copie et Transfert », *Section Quebec Lunch de ITcan*, Montréal, 17 janvier 2011.

GAUTRAIS, Vincent
« Gestion juridique des médias sociaux : illustration dans le domaine de la santé », Institut Douglas, Montréal, 14 décembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
Salon Creative Commons et droit d'auteur, Sala Rosa, 21 décembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Preuve électronique », Montréal, 3 décembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit d'auteur, piratage, enjeux de la sécurité sur web », *ePaperworld*, Montréal, 2 décembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« 4 saisons de la preuve électronique », *Federated Press,* Montréal, 30 novembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Actualités technologiques touchant respect de la vie privée & valeurs éthiques », 3 novembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Propriété intellectuelle + gestion contractuelle des TI », Québec, 2 novembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Consumer Law in Qc », *ITcan – Montréal*, 29 octobre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Éducation 2.0 », *Conférence éducaloi*, Montréal, 22 octobre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Contrôler le web 2.0 », *Conférence Banque du Canada*, (Mont-Saint-Hilaire - Manoir Rouville, 30 septembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit et web 2.0 », *Conférence Infopresse*, Montréal, 29 septembre 2010.

GAUTRAIS, Vincent
« Droit et web 2.0 », *Congrès du Barreau 2010*, La Malbaie, 5 juin 2010**.**

GAUTRAIS, Vincent
« Preuve 2.0 : utilisation du web 2.0 pour prouver la fraude fiscale », *Colloque sur la lutte contre l'évasion fiscale*, Revenu Québec, 4 juin 2010.

GENDREAU, Ysolde
Présidente de séance « Droit et 7ème art», *Cycle de conférence Doit sur l'art du CRDP*, 29 mars 2011, cinémathèque québécoise, Montréal.

GENDREAU, Ysolde
"The New Sole Distribution Right Relating to Copyrighted Tangible Objects", *Osgoode Professional Development: Understanding Bill C-32: Copyright Modernization Act*, 17 novembre 2010, Toronto.

GENDREAU, Ysolde
"Annual IP Update: Copyright", *Association canadienne du droit des technologies de l'information: The Fourtheenth Annual Canadian IT Law Association conference*, 18-29 octobre 2010, Montréal.

GENDREAU, Ysolde
"Canada and the Three-step test: A Step in Which Direction", *Faculty Workshop*, Marquette University Faculty of Law, 19 octobre 2010, Milwaukee.

GENDREAU, Ysolde
Présidente de séance, de « Le pillage et la restitution d'œuvre d'art », *Cycle de conférence droit sur l'art du CRDP*, 12 octobre 2010, Musée des beaux-arts Montréal.

GENDREAU, Ysolde
« La résiliation des contrats et le reversionary right» *Congrès annuel de l'ALAI, La durée de protection du droit d'auteur et des droits voisins*, 9-11 septembre 2010, Vienne.

GENDREAU, Ysolde
« Le projet de loi C-32: premières discussions», Conférence de l'ALAI-Canada, 12 juillet 2010, Ottawa.

GENDREAU, Ysolde
« Le projet de loi C-32: premières discussions», Conférence de l'ALAI-Canada, 21 juin 2010, Montréal.

LEMAY, Violaine
« Le rapport du droit aux passions sociales : le cas des droits de l'enfant. D'une dichotomie classique aux danses boltanskiennes de l'internormativté », *Colloque international sur les passions sociales, Groupe d'étude pour l'Europe de la culture et de la solidarité (GEPECS)*, 28 avril 2011, Paris Descartes (Sorbonne).

LEMAY, Violaine
« Enseignement aux études supérieures et interdisciplinarité : l'urgent besoin d'une adaptation aux besoins des différentes communautés savantes », *Colloque de l'association des professeures et professeurs de droit (APDQ)*, 16 avril 2011, Hôtel le Chéribourg, Magog.

LEMAY, Violaine
« Représentations sociales et culturelles du contrat : recherches interdisciplinaires en théorie du droit», *Communications du GEIRSO en multimédia avec l'Université Paris 8, Université de Toulouse, l'Université de Lyon et l'UQTR*, 7 avril 2011, UQAM.

LEMAY, Violaine et N. ROULAND et J. LASSONDE
« Les arts, les femmes et le droit», *Conférence de la chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées*, 23 mars 2011, Université de Montréal.

LEMAY, Violaine
« Mobilisation de connaissances et interdisciplinarité», *Ouverture du colloque de l'AGEESHA*, 18 mars 2011, Université de Montréal.

LEMAY, Violaine
Organisation de la conférence débat Guy Rocher et Daniel Weinstock. *Le Québec, le pluralisme religieux et les identités culturelles : deux hommes, deux projets de société*, Faculté de droit, Université de Montréal, 16 mars 2011.

LEMAY, Violaine
« Le droit de propriété officieux d'une discipline sur un objet et ses conséquences juridiques insoupçonnées : le cas de l'évaluation scolaire», *Les ateliers de la Faculté de droit*, 3 février 2011, Université Laval.

LEMAY, Violaine
« Les impensés des discriminations contre la jeunesse : l'interdisciplinarité et l'espace de droit et société au secours des protections du droit», *Conférence d'ouverture du colloque international Jeunesse et discrimination*, 15 novembre 2010, Université Paul Verlaine, Metz.

LEMAY, Violaine et B. PRUD'HOMME, J. LEDOUX et D. KANDESTIN
« Former l'apprenti-juriste à une approche réflexive et critique, mais aussi sereinement positiviste : l'heureux exemple d'une revisite du cours Fondements du droit II à l'Université de Montréal », *Journée d'étude sur la méthodologie et l'épistémologie juridiques*, 12 novembre 2010, Université Laval.

LEMAY, Violaine
« Évaluation scolaire et justice sociale : Dix ans après », *Conférence d'ouverture des Journées de la rentrée 2010, Commission scolaire des Mille-Iles*, École Jean-Jacques Rousseau, 24 aout 2010, Ste-Thérèse.

LEROUX, Thérèse
"Phytoremediation and the Policy-making process: a long way to go", Genome-Canada Face to Face, Toronto, 27 janvier 2011.

LEROUX, Thérèse
« Les acteurs de la gouvernance environnementale », *Colloque hispano-canadien Gouvernance droit et environnement*, Faculté des sciences juridiques, Université Rovira I Virgilo, Tarragona, Espagne, 18 décembre 2010.

LEROUX, Thérèse
« OGM : pour le meilleur et pour le pire », Café scientifique, Musée Armand-Frappier, 2 novembre 2010.

NEUWAHL, Nanette et Saïd HAMMAMOUN
Organisatrice et membre du jury du *colloque étudiant sur les relations extérieures de l'Union européenne*, 29 avril 2011, Chaire Jean Monnet, Faculté de droit de l'Université de Montréal.

NEUWAHL, Nanette
"A comprehensive Economic and Trade Agreement, where is the Beef?", *European Centre of Excellence*, Dalhousie University, Halifax, 12 avril 2011.

NEUWAHL, Nanette
"Who holds the Power in Europe?", *Ditchley Conference*, Ditchley Park, 7 avril 2011.

NEUWAHL, Nanette
« L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et les changements institutionnels», Université de Saint-Étienne, 17 mars 2011.

NEUWAHL, Nanette
« Final comments », *Conference on Implementing the Lisbon Treaty*, Bureau of European Policy Advisors, Brussels, 9 février 2011.

NEUWAHL, Nanette
« Conférence sur les études doctorales », College of Europe, Bruges, 13 décembre 2010.

NEUWAHL, Nanette
« Conférence introductive », *Workshop on Transnational Small Claims in Europe*. Université de Montréal, 28 Mai 2010.

NOREAU, Pierre et Christine VÉZINA et Emmanuelle BERNHEIM
Coorganisateur du colloque *Droits économiques sociaux et culturels et déterminants de la santé : rencontre entre le social et le juridique*, l'ACFAS, Sherbrooke, mai 2011.

NOREAU, Pierre
« Synthèse », *Colloque Droits économiques, sociaux et culturels et déterminants de la santé : rencontre entre le social et le juridique*, 79è congrès de l'ACFAS, Sherbrooke, 12 mai 2011.

NOREAU Pierre
« Le dialogue entre la science et la société : Le chercheur dans la société du savoir », Colloque ACFAS de Sudbury, Université de Sudbury, 6 avril 2011.

NOREAU, Pierre
« La coopération scientifique et académique en Amériques Latine », *Colloque Le portugais, l'espagnol, le français, langues d'avenir dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique*, Sao Paulo, 23 mars 2011.

NOREAU, Pierre
« Les poursuites bâillon, contexte et évolution d'un phénomène socio-juridique » *Table-ronde Les poursuites bâillon et le cas Écosociété*, Montréal, Université McGill, 10 mars 2011.

NOREAU, Pierre
« La commission Bastarache, regard de l'universitaire, *Les suites à donner à la commission Bastarache : regards sur le processus de nomination des juges*, Chaire Jean-Louis Beaudouin, Université de Montréal, 23 février 2011.

NOREAU, Pierre
« Conférence introductive », *Colloque sur la Constitution Anishnabé*, North Bay, Ontario, 22 janvier 2011.

NOREAU, Pierre
« Épistémologie de la pensée juridique : une synthèse », *Journée d'étude sur l'épistémologie de la pensée juridiqu*e, Université Laval, Québec, 12 novembre 2010.

NOREAU, Pierre
« Le dialogue entre science et société : condition essentielle de la société du savoir », *Le premier rendez-vous du Savoir*, conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), la conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal, Montréal International et la Ville de Montréal, Palais des Congrès, 21 octobre 2010.

NOREAU, Pierre
« L'évolution des systèmes de recherche Allocution d'introduction », Conférence du Dr. Nina Fedoroff, Conseillère de la Secrétaire d'État des États-Unis dans le Domaine des Sciences et de la Technologie et Présidente de l'American Association for the Advancement of Sciences, Le centre canadien de la politique publique, Montréal, 20 octobre 2010.

NOREAU, Pierre
« Évolution du système de recherche au Québec et rôle de l'ACFAS dans l'espace public », *Congrès Interciencia*, Manaus, Brésil, 24 octobre 2010.

NOREAU, Pierre
« Conférence introductive », *Colloque sur les Ordres juridiques autochtones*, Communauté Cowichan, Colombie-Britannique, 16 octobre 2010.

NOREAU, Pierre
« La remise en cause du caractère obligatoire d questionnaire détaillé du Recensement de Statistiques Canada, *Table ronde sur la crise du recensemen*t, Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS), septembre 2010.

NOREAU, Pierre
« Le syndicalisme comme exemple de la fragilité ET de la nécessité de la multidisciplinarité », Colloque *Le syndicalisme comme organisation et comme acteur sociopolitique organisé* dans le cadre du CRIMT, *Les systèmes de représentation au travail: à la mesure des réalités contemporaines*?, Université Laval, Québec, 18 juin 2010.

NOREAU, Pierre
Communication dans le cadre de l'atelier *Le savant, le politique et l'économique aujourd'hui*, Congrès 2010 de la Fédération des Sciences sociales et Humaines du Canada, Université Concordia, 3 juin 2010.

POULIN, Daniel
« L'utilisation des nouvelles technologies, une révolution pour la formation des juges? », *Table ronde sur le perfectionnement des juges*, Institut canadien d'administration de la justice, École du Barreau, Montréal, 6 mai 2011.

POULIN, Daniel
"Observation on Free Access to Law in Western Africa", Access to Knowledge Global Economy Workshop, Yale Law School Information Society Project, University of Cape Town, South Africa, 18 janvier 2011.

POULIN, Daniel
"Free Access to Law: Issues and Challenge", Faculty of Law, Sogang University, Seoul, 1er septembre 2010.

POULIN, Daniel
"Why and How CanLII was developed", Korean Bar Association Annual Conference, Hotel Intecontinetal, Seoul, 30 août 2010.

POULIN, Daniel
"Illustrated Judgments", Subtech 2010 Conference, University of Zaragoza, Espagne, 3 juillet 2010.

ROUSSEAU, Stéphane
« La rémunération excessive des dirigeants : quel rôle pour la responsabilité des administrateurs ?», *Quelle performance? De la performance économique au statut de citoyen corporatif : réflexion sur la nature changeante des corporations et sur le rôle de leurs dirigeants et administrateurs en Europe et en Amérique du Nord*, Faculté d droit, Université McGill, 21 avril 2011.

ROUSSEAU, Stéphane
Organisateur de *Spéculation financière : éthique et droit*, Faculté de droit, Université de Montréal, 25 mars 2011

ROUSSEAU, Stéphane
Organisateur de *Les recommandations de l'AMF sur l'Information publiée par els sociétés cotées en matière de responsabilité sociale et environnementale : les suites de la loi Grenelle II*, Faculté de droit, Université de Montréal, 23 mars 2011.

ROUSSEAU, Stéphane
« La protection des investisseurs suite à la crise financière », Colloque Risque d'entreprises : quelles stratégies juridiques?, *Institut de recherche en droit privé*, Université de Nantes, 10 mars 2011.

ROUSSEAU, Stéphane
« La réforme du système bancaire et financier en Amérique du Nord », *Association européenne du droit bancaire et financier*, Paris, 9 mars 2011.

ROUSSEAU, Stéphane
Répondant de Christie FORD *Responding to Fundamental Risks in Securities Regulation*, Cycle de conférences sur les fonctions contemporaines du droit »Le droit aux temps du risque», Faculté de droit, Université de Montréal, 15 février 2011.

ROUSSEAU, Stéphane
Organisation du colloque *Droit québécois des sociétés : L'impact de la réforme*, Hôtel Intercontinental, Montréal, 11 novembre 2010.

ROUSSEAU, Stéphane
« La réforme du droit des sociétés au Québec : tradition, harmonisation et innovation », *40th Annual Workshop on Commercial and Consumer Law*, Toronto, 15 octobre 2010.

TRUDEAU, Hélène
« Distribution des compétences et gouvernance multi-niveaux », *Colloque Gouvernance, droit et environnement*, Université Rovira i Virgili, Tarragona, Espagne, 17 décembre 2010.

TRUDEAU, Hélène
« Le principe de précaution en droit canadien », Table ronde Responsabilité du gestionnaire et principe de précaution, *Conférence de Montréal 2010*, Montréal, 8 juin 2010.

TRUDEAU, Hélène
« Le rôle du gouvernement fédéral dans la régulation des substances toxiques au Canada », *Fédéralisme, environnement et intégration régionale: regards croisés sur la Belgique et le Canada*, Université libre de Bruxelles, (Belgique), 28 mai 2010.

TRUDEAU, Hélène
« L'environnement et la constitution canadienne : le droit à l'épreuve de la réalité du terrain », *Fédéralisme, environnement et intégration régionale: regards croisés sur la Belgique et le Canada*, Université libre de Bruxelles, (Belgique), 27 mai 2010.

TRUDEL, Pierre
"Risk : Foundation of and Effectiveness Factor on Law", Colloque conjoint LLM in information and Communication Technology Law (University of Oslo) and MC en Droit des technologies de l'information et de la communication CRID, Namur, 5 mai 2011.

TRUDEL, Pierre
« L'éthique de la recherche au Canada : un cas de malréglementation », *Colloque Paroles de chercheurs*, Namur, 6 mai 2011.

TRUDEL, Pierre
« Droit de l'accès aux documents publics et la protection des renseignements personnels » *Congrès du Barreau de la Côte-Nord*, Baie-Comeau, 30 avril 2011.

TRUDEL, Pierre
« Les enjeux et risques juridiques du Web 2.0 », *AQUOPS*, Hilton, Québec, 21 avril 2011.

TRUDEL, Pierre
« Enjeux et risques des réseaux sociaux dans le milieu de l'éducation » *Table des avocates et avocats des commissions scolaire*s, Montréal, 1er avril 2011.

TRUDEL, Pierre
Répondant de Fabien GÉLINAS, *Le risque, fondement et facteur d'effectivité du droit*, Cycle de conférences sur les fonctions contemporaines du droit »Le droit aux temps du risque», Faculté de droit, Université de Montréal, 22 mars 2011.

TRUDEL, Pierre et France ABRAN
Organisation de la conférence *La gestion des marques de commerce dans le Web 2.0,* Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal, 22 février 2011.

TRUDEL, Pierre
Cours « La Loi sur le cadre juridique des technologies de l'information », *Formation continue Barreau du Québec*, 18 février 2011.

TRUDEL, Pierre et France ABRAN
Organisation de la conférence *Le droit à l'oubli numérique,* Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal, 8 février 2011.

TRUDEL, Pierre
Panéliste, Atelier sur le Conseil de Presse, Congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Montréal, 27 novembre 2010.

TRUDEL, Pierre
« Les nouveaux usages du Web 2.0 », Atelier de transfert CEFRIO. Musée national des beaux-arts, Québec, 25 novembre 2010.

TRUDEL, Pierre
Animation d'une table-ronde ayant pour thème « L'innovation, à quel prix ? Sécurité, perte d'identité et éthique » dans le cadre du colloque international *Génération C – êtes-vous prêts ?* organisé par le CEFRIO et qui s'est déroulé au Centre des congrès de Québec, 21 octobre 2010.

TRUDEL, Pierre
Expert invité à la Journée de consultation sur l'avenir du Conseil de presse du Québec, Montréal, 1er octobre 2010.

TRUDEL, Pierre
Conférencier à l'atelier « éthique et technologie » au Premier forum canadien sur la technologie judiciaire, 22 septembre 2010, « Le caractère public de la justice et le respect de la vie privée dans les environnements de cyberjustice »

TRUDEL, Pierre
« Le caractère public de la justice et le respect de la vie privée dans les environnements de cyberjustice », Atelier éthique et technologie, premier forum canadien sur la technologie judiciaire, 22 septembre 2010.

TRUDEL, Pierre
Panéliste au séminaire du CIQSS, La crise du recensement 2011, Montréal, 10 septembre 2010.

TRUDEL, Pierre
"Social Networks and Investigation Risks", Séminaire international Security, *Privacy and Data Protection*, Madrid, 8 juin 2010.

TRUDEL, Pierre
« La circulation des renseignements personnels dans les environnements du Web 2.0 du e-gouvernement » Séminaire de l'agence catalane de protection des données personnelles (APDCAT) sur la vie sécurité de la vie privée, Parlement de Catalogne, Barcelone, 11 juin 2010.

ANNEXE – 2

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS ET AGENTS DE RECHERCHE

ANNEXE – 2

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS DES ÉTUDIANTS ET AGENTS DE RECHERCHE

PUBLICATIONS ET RÉALISATIONS

Livres	0
Contributions à un ouvrage collectif/ Chapitres de livres	2
Articles	22
Actes de colloque	6
Rapports	2
Affiches / Posters	0
Autre	14
TOTAL :	46
Conférences/Congrès/Colloques :	44

CHARBONNEAU, Olivier
ACTA: A Copyright Story. In: The Internet Tree: The State of Telecom Policy in Canada 3.0. Canadian Centre for Policy Alternatives, 2011.

CHARBONNEAU, Olivier
« Livres électroniques en français » dans Whitney, Paul, *Les livres électroniques et le droit de prêt public au Canada*, Commission de droit de prêt public, Juin 2011, p. 24-32, http://www.plr.ca/DPP/documents/FinalreportinFrench.pdf.

ARTICLES

AL-DABBAGH, Harith
« Constitution égyptienne : réforme modeste mais indispensable », *Les Cahiers du Cérium*, mai 2011.

AMOR, Samia et Violaine LEMAY
« Protections des minorités par le doit, dialogue interdisciplinaire et contexte social. Comparaison du cas des femmes musulmanes d'après le 11 septembre et des jeunes chômeurs occidentaux», dans E. BROUILLET, *La mobilisation du droit et le pluralisme communautaire*, Québec, Presses de l'université Laval (à paraître).

BENFREDJ, Esther
« A propos du sionisme », *Les Cahiers du Cérium*, mai 2011.

BENFREDJ, Esther
« Arrêt sur image d'une alliance stratégique: Hollywood et les instances de pouvoir des États-Unis », *Les Cahiers du Cérium*, avril 2011.

BENFREDJ, Esther
« Rétrospective colorée des amitiés israélo-africaines », *Les Cahiers du Cérium*, mars 2011.

BENFREDJ, Esther
« La mémoire falsifiée de Richard Wagner: lorsque politique et musique s'entrechoquent », *Les Cahiers du Cérium,* novembre 2010.

CHARBONNEAU, Olivier
« L'accès libre », *Les Cahiers de propriété intellectuelle*, (2010), Vol. 2 (No 3).

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
« Des politiques de santé publique qui font sourciller », (2011) *Options politiques* (à paraître).

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
« L'État devrait-il être avec vous dans le bureau du médecin? Réflexion sur les tensions possibles entre les droits de la personne et la lutte contre les maladies chroniques », (2010) 15 (2) *Lex Electronica*.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève et Thérèse LEROUX
« Tester des médicaments : un moyen pour arrondir ses fins de mois? », (2010) 99-B *Revista Brasileira de Estudos Políticos* 123.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
« La Révolution bleue », (2010) 24 (6) *Extrajudiciaire* 12.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
« Une stratégie originale de gestion des risques : les incitatifs financiers conditionnels sont-ils une avenue pour lutter contre les maladies chroniques? », (2009-10) 40 *RDUS* 65.

DECROIX, Arnaud
« La Conquête et la controverse sur la nature du droit applicable avant l'Acte de Québec (1760-1774) », *Revue de droit de l'université McGill*, 56, 3, 2011, p. 489-542.

DECROIX, Arnaud
« Les Parlements, la réforme fiscale et l'opinion publique dans les dernières décennies de l'Ancien Régime », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, numéro spécial : Frédéric Bidouze (dir.), *Parlements et parlementaires de France au XVIIIe siècle*, 2011, n.15, p. 92-104.

GRATTON, Éloïse
"Personalization, Analytics, and Sponsored Services: The Challenges of Applying PIPEDA to Online Tracking and Profiling Activities, Comment", *Canadian Journal of Law and Technology*, Thompson-Carswell, Novembre 2010.

GRATTON, Éloïse
« Web 2.0 et l'obligation de loyauté de l'employé au Québec », *Les Cahiers de Propriété Intellectuelle*, Carswell, Volume 22, N° 3 (octobre 2010).

GROTINO, Frédéric et Jean François GAUDREAULT-DESBIENS
« La comparaison de l'efficacité des systèmes juridiques et la résilience des 'canevas de raisonnement' : le cas du droit des sociétés par actions », (à paraître).

HAMMAMOUN, Saïd et Nanette NEUWAHL
« L'action extérieure post-Lisbonne de l'UE : quel modèle pour quelle ambition ? » propos introductif du numéro spécial de la revue *Lex Electronica* sur les relations extérieures de l'Union européenne, mai 2011.

PORCIN, Adriane
« Corps d'œuvre » (2010) 15:2 *Lex Electronica.*

VÉZINA, Christine et Emmanuelle BERNHEIM
« Action collective et égalité réelle : contribution des droits économiques et sociaux à l'agir ensemble » (2011) *NPS,* (à paraître à l'automne 2011).

VÉZINA, Christine
« La vulnérabilité au VIH des homosexuels en Afrique : une analyse basée sur le droit à la santé » (2010) 44 1 :2 *RDUS* 131.

VÉZINA, Christine et Emmanuelle Bernheim,
« Risques de santé et populations marginalisées : réflexion interdisciplinaire sur la centralité des droits de la personne dans le statut citoyen » (2010) 44 1:2 *RDUS* 1.

ACTES DE COLLOQUE

DECROIX, Arnaud
« Le système éducatif canadien face aux revendications de nature religieuse : quelques considérations juridiques », dans Jacqueline Lalouette, Xavier Boniface, Jean-François Chanet et Imelda Elliott (dir.), *Les religions à l'école. Europe et Amérique du Nord, XIXe-XXIe siècles*, Coll. Mémoire chrétienne au présent, Paris, Letouzey et Ané, 2011, p. 287-297.

DECROIX, Arnaud
« Pluralisme et idéologie : l'exemple canadien », dans Odina Benoist (dir.), Actes du colloque *Pluralisme et idéologie*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2011, p. 143-157.

DECROIX, Arnaud
« La formule "bon Chrétien, fidèle sujet" à l'épreuve des bouleversements révolutionnaires. Les linéaments de la politique d'alliance du trône et de l'autel au sein de la noblesse française émigrée (1789-1801) », dans Philippe Bourdin (dir.), *Les noblesses françaises dans l'Europe de la Révolution,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 369-378.

DECROIX, Arnaud
« Les relations tumultueuses entre la Chambre des Comptes d'Aix-en-Provence et les autres corps intermédiaires provençaux dans la seconde moitié du XVIIIe siècle », dans Dominique Le Page (dir.), *Contrôler les finances sous l'Ancien Régime: regards d'aujourd'hui sur les Chambres des comptes*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2010, p. 531-550.

DECROIX, Arnaud
« Les difficultés de la représentation dans la France du XVIIIe siècle: l'exemple de quelques Pays d'Etats », dans Alain Lemaître (dir.), *Le monde parlementaire au XVIIIe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 121-136.

DECROIX, Arnaud
« De Prométhée au Christ: un lieu de passage de la mythologie à la religion? », dans Claudine Armand, Pierre Degott et Jean-Philippe Heberlé (dir.), *Créatures et créateurs de Prométhée,* Coll. Regards croisés sur le monde anglophone, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2010, p. 19-29.

COMPTES-RENDUS D'OUVRAGES

DECROIX, Arnaud
Recension du livre de Louis Gagnon, *Louis XIV et le Canada, 1658-1674*, *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, printemps 2011, volume V, numéro 2.

DECROIX, Arnaud
Recension du livre de Charles Taylor et Jocelyn Maclure, *Laïcité et liberté de conscience*, dans *Politique et sociétés*, 2010, volume 29, numéro 2, p. 159-160.

RAPPORTS

HAMMAMOUN, Saïd et Jean-Louis ROY, J. BURNHAM, J. LAKAONDÉ
Rapport à mi-parcours soumis à l'Organisation de l'ISESCO sur la participation de ses pays membres à l'examen périodique universel du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU (période 008-2009, mars 2011.

HAMMAMOUN, Saïd et Jean-Louis ROY, J. BURNHAM, J. LAKAONDÉ
Rapport sur « la révision du Conseil des droits de l'Homme : 19 recommandations pour un système crédible, cohérent et efficace » (Français et anglais).

AUTRES

ABRAN, France et Pierre TRUDEL
Guide pour gérer les aspects juridiques du Web 2.0 en milieu scolaire, octobre 2011, 155 p.

ABRAN, France et Cynthia Gaudette
Site internet Guide des droits sur internet-Mise à jour section Web 2.0, <http://www.droitsurinternet.ca>, 2011.

ABRAN, France et Pierre TRUDEL
Bulletin d'IT-Can, Recension mensuelle de l'actualité juridique sur le droit des technologies de l'information, volet francophone.

COUSINEAU, Julie
« Entrevue accordée à Franco Nuovo sur l'anonymat des dons de gamètes dans le cadre de la sortie du film Starbuck », *Sans préliminaires,* Radio-Canada, 19 juillet 2011.

GRATTON, Éloïse
« Web 2.0: les limites de la libre expression », *Magazine Premium, Les Affaires, Mai-Juin 2011,* p. 72.

GRATTON, Éloïse
"Email Marketing Might be a Casualty on the Anti-spam Battlefield", *The Gazette,* Montréal, 27 janvier 2011.

GRATTON, Éloïse
"Employees should watch what they Tweet", *The Gazette*, Montréal, 8 décembre 2010.

GRATTON, Éloïse
"Location-based services raise new privacy concerns", *The Gazette*, Montréal, 30 septembre 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
Mise à jour du site de l'Observatoire mondial des droits de l'homme en 3 langues (Français, anglais et arabe).

HAMMAMOUN, Saïd
Mise en ligne de la version arabe du site de l'Observatoire mondial des droits de l'homme (décembre 2010).

HAMMAMOUN, Saïd
En tant que « Deputy Editor » de la Revue « European Foreign Affairs Review », assurer l'édition de quatre (4) numéros réguliers et un (1) numéro spécial par an, préparer deux (2) réunions de l'*Editorial Board* de la Revue (Bruges en décembre 2010 et Montréal en juillet 2011)

de SAINT EXUPÉRY, Gilles
« Legal IT, quand le monde juridique s'ouvre aux nouvelles technologies», *Le monde juridique*, vol.19, n°6, 2011.

CONFÉRENCES

ABDUL-RAHMAN, Ma'n
« Responsabilité médicale », *Séminaires étudiants du CRDP*, 11 janvier 2011, Université de Montréal.

ABOTSI, Alexander
« Mutations du paradigme démocratique », *Séminaires étudiants du CRDP*, 9 novembre 2010, Université de Montréal.

ABRAN, France et Pierre TRUDEL
Organisation de la conférence *La gestion des marques de commerce dans le Web 2.0,* Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal, 22 février 2011.

ABRAN, France et Pierre TRUDEL
Organisation de la conférence *Le droit à l'oubli numérique,* Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal, 8 février 2011.

AL-DABBAGH, Harith
« Les Mutazilites : les cartésiens de la pensée juridique musulmane ? », Table ronde sur le thème Libertins et rebelles de l'Islam, *Festival du Monde arabe de Montréal*, 10 novembre 2010.

AL-DABBAGH, Harith
« Le statut juridique des minorités non-musulmanes en Irak » *Conférence à la Chaire Islam, pluralisme et globalisation*, Université de Montréal, le 27 avril 2011.

AL-DABBAGH, Harith
« Regards d'un juriste arabe sur les mécanismes de justice contractuelle dans le Code civil du Québec », *Rencontres de la Section de droit privé de l'Université de Montréal*, 29 avril 2011.

AUBÉ, Sylvain
« Le concept de rationalité dans la philosophie du droit », *Ateliers étudiants du CRDP*, 14 octobre 2010, Université de Montréal.

BENFREDJ, Esther
Atelier étudiant du CRDP, présentation du sujet de mémoire, décembre 2010

CHARBONNEAU, Olivier
« L'accès libre », *Génération Copyright - Colloque annuel d'ALAI Canada*, 1er juin 2010, Montréal.

CHARBONNEAU, Olivier
"Using the Collaborative Document Management Framework to develop Web 2.0 marketing strategies for Libraries", *Marketing Libraries in a Web 2.0 World*, 7-8 août 2010, Stockholm University, Suède.

CHARBONNEAU, Olivier
"Creative Commons Licenses: Strategic implications for National Librarie", *World Library and Information Congress*: *76TH IFLA General Conference and Assembly*, 10-15 août 2010, Gothenburg, Suède.

CHARBONNEAU, Olivier
« Sciences de l'information et droit d'auteur », Présentation dans le cadre du cours de Réjean Savard et Sabine Mas de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal, Université de Montréal, (2010).

CHARBONNEAU, Olivier
"Digital Copyright and Libraries", *46th annual convention of the Association of Jewish Libraries* (AJL), (2011) Montreal (soumis).

CHARBONNEAU, Olivier
"Digital Copyright in Education", *APOP Talk*, (2011) (soumis).

CHARBONNEAU, Olivier
"Building Strong Library Associations: Copyright Module", *International Federation of Library Associations and Institutions*, (à paraître).

COUSINEAU, Julie
« Les enjeux du diagnostic préimplantatoire dans la normativité canadienne et québécoise », *Cours: DRC4760 Droit, médecine et biologie* (Prof. Michelle Giroux), 30 novembre 2010, Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, Ottawa.

COUSINEAU, Julie
"Postdoctoral project: Health policy analysis of the definition of "serious diseases" in the context of preimplantation genetic diagnosis", *4th Scientific Meeting, APOGEE-Net/CanGèneTest*, 9-10 mai 2011, Hôtel Château Laurier, Québec.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
"Collaborative Governance and the Prevention and Control of Chronic Diseases: Legal Issues", *International Conference on Health, Wellness and Society*, 20-22 janvier 2011, University of California, Berkeley.

COUTURE-MÉNARD, Marie-Ève
« La gouvernance négociée en santé publique: perspective légale sur les questions de légitimité, de responsabilité et d'intérêts », dans le cadre du colloque *Le droit, vecteur de la gouvernance en santé? Défis théoriques et enjeux pratiques de l'accès aux soins de santé*, 79è congrès de l'ACFAS, 10 mai 2011, Université de Sherbrooke

DECROIX, Arnaud
« Les changements juridiques introduits à l'issue de la capitulation de Montréal (1760-1775) », Colloque *De la Nouvelle-France à la Province de Québec (1754-1776)*, Symposium international et interdisciplinaire, Musée Stewart et Musée McCord, Montréal, 28-29 septembre 2010.

DECROIX, Arnaud
« Le mouvement huttérite au Canada : entre utopie et réalisme », Congrès *Religions canadiennes : utopies et prophétie*, Centre d'Études Canadiennes Interuniversitaire de Bordeaux, Université Michel de Montaigne (Bordeaux III), 16-17 décembre 2010.

DECROIX, Arnaud
« Nation et opinion publique en France à l'époque moderne », Colloque *Rumeurs, propagande et manipulation de l'opinion publique aux XIVe, XVe et XVIe siècles ,* Université du Québec à Chicoutimi et Cercle interuniversitaire d'étude sur la République des Lettres, Université Laval, Québec, 20-21 mai 2011.

DONGMO, Flore
« Polygamie au Canada », *Séminaires étudiants du CRDP*, 15 mars 2011, Université de Montréal.

GRATTON, Éloïse
« Questions légales touchant à la géolocalisation et les atteintes à la vie privée », *Sécurité des réseaux sociaux (web 2.0) et des technologies nomades*, Centre de services partagés, Québec, Montréal, 15 novembre 2010.

GRATTON, Éloïse
"Emerging Technologies and Privacy Issues, (Privacy and Access Law: Hot Topics in Privacy Law)", *The Canadian Bar Association, 2010 National Administrative Law, Labour & Employment Law and Privacy & Access Law Conference, Behind the Eight Ball or Ahead of the Curve?,* 26 novembre 2010, Ottawa.

GRATTON, Éloïse
« Web 2.0 et Commerce électronique », *Conférence de la maîtrise pluridisciplinaire en français sur le commerce électronique. 10 ans après!,* Faculté de droit de l'Université de Montréal, le DIRO, HEC, Montréal, 29 avril 2011.

GROTINO, Frédéric
« Les normes internationales de l'environnement ayant trait au transport maritime »*, École d'été les affaires en vert : le rôle du droit européen et international de l'environnement*, Centre d'Études et de Recherches Internationales, Université de Montréal, 1er juillet 2010.

GROTINO, Frédéric
« Éthique et gouvernance de la firme. L'encadrement du risque moral en matière de rémunération du dirigeant d'entreprise », *Colloque étudiant du Regroupement droit et changements* - 5ème édition, Faculté de droit, Université de Montréal, 18 mars 2011.

HAMMAMOUN, Saïd
« Droit international et droit de la personne : l'examen périodique universel et la protection des droits de la personne », *colloque étudiant du CRDP,* Faculté de droit de l'Université de Montréal, 14 septembre 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
« La mise en œuvre de l'EPU : état des lieux », Conférence internationale *Improving implementation & follow-up of Treaty Bodies observations & views, Special Procedures recommendations and UPR outcomes*, The Open Society Justice Initiative (ÉU), The Brookings Institution (ÉU), and UPR-Watch (Observatoire mondial des droits de l'homme), Haut Commissariat aux droits de l'homme, Centre International de Conférences Genève, 22 novembre 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
Présidence d'un panel d'expert de haut niveau sur la mise en œuvre de l'examen périodique universel (EPU) dans le cadre de la conférence internationale sur le thème *Improving implementation & follow-up of Treaty Bodies observations & views, Special Procedures recommendations and UPR outcomes* , The Open Society Justice Initiative (ÉU), The Brookings Institution (ÉU), and UPR-Watch (Observatoire mondial des droits de l'homme), avec le soutien du Haut Commissariat aux droits de l'homme, Centre International de Conferences Geneve, 22 & 23 novembre 2010.

HAMMAMOUN, Saïd
« La complémentarité de l'EPU avec les organes de traités et les procédures spéciales », *conférence sur l'avenir de l'examen périodique universel dans le cadre des travaux de l'Observatoire mondial des droits de l'homme*, Faculté de droit, Université de Montréal, 18 mars 2011.

HAMMAMOUN, Saïd et Nanette NEUWAHL
Coorganisateur et membre du jury du *colloque étudiant sur les relations extérieures de l'Union européenne*, 29 avril 2011, Chaire Jean Monnet, Faculté de droit de l'Université de Montréal.

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
« Copyright Here, Copyright Know », *Salon Creative Commons Montréal*, Sala Rossa, 21 décembre 2010.

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
« L'enjeu des Droits d'auteur à l'heure des technologies de l'information », *Ateliers étudiants organisés par le CRDP*, Université de Montréal, 2 décembre 2010

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
« Le document technologique et la notion d'original : de ses fondements théoriques à son application pratique », *Conférence au Colloque étudiant organisé par l'ACSED*, Université de Montréal, 14 mars 2011.

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
« Copyright here, Copyright know, la solution Creative commons », Conférence pour le *Colloque étudiant du Regroupement Droit et Changement*, Université de Montréal, 18 mars 2011.

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
« Le web sémantique, une opportunité pour le droit et ses acteurs ? », *Legal IT 5.0*, Montréal, 4 avril 2011.

DE SAINT EXUPÉRY, Gilles
« Le document technologique et la notion d'original : de ses fondements théoriques à son application pratique », *Séminaire étudiants CRDP*, Faculté de droit, Université de Montréal, le 12 avril 2011.

LARGENTÉ, Laurence
« La participation des acteurs sociaux dans l'implantation juridique de la gestion des risques dans le domaine des médicaments », *ACFAS*, mercredi 11 mai 2011.

POCHET, Nicolas
« Statut international des images spatiales », *Séminaires étudiants du CRDP*, 7 décembre 210, Université de Montréal.

VÉZINA, Christine
« La démarche d'opérationnalisation de la recherche: cadre d'analyse et méthodologie » *Ateliers des boursiers du CREUM*, Montréal, mars 2011.

VÉZINA, Christine et Emmanuelle BERNHEIM, Pierre NOREAU
Co-organisatrice du colloque *Droits économiques sociaux et culturels et déterminants de la santé : rencontre entre le social et le juridique*, l'ACFAS, Sherbrooke, mai 2011.

VÉZINA, Christine
« Complémentarité et correspondances entre les enjeux contemporains en santé publique et en droits économiques sociaux et culturels. Un commentaire relatif aux présentations d'Alana Klein et de France Gagnon ». *Colloque Droits économiques sociaux et culturels et déterminants de la santé : rencontre entre le social et le juridique*, ACFAS, Sherbrooke, mai 2011.

VÉZINA, Christine
« Criminalisation de l'exposition au VIH chez les HARSAH : une exploration de questions émergentes », *Colloque 30 ans d'épidémie du VIH/sida : enjeux scientifiques et éthiques de l'épidémie chez les minorités* sexuelles, ACFAS, Sherbrooke, mai 2011.

ANNEXE – 3

MÉMOIRES ET THÈSES OBTENUS ET EN COURS

POST-DOCTORATS

Post-doctorats	4
Doctorats obtenus	3
Doctorats en cours	67
Maîtrises obtenues	7
Maîtrises en cours	67

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
AL-DABBATH, Harith **S Bourse postdoctorale du CRSH**	Les tribunaux islamiques d'arbitrage en contexte occidental	**FREMONT, J.** **GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2010.05
DECROIX, Arnaud **$ Bourse du CRDP**	La souveraineté française et l'indépendance des Premières Nations en Amérique du Nord (XVIe- XVIIIe siècles)	**MORIN, M.** **NOUREAU, P.**	2007.02
HAMMAMOUN, Saïd **$ Bourse Robert Schuman for advanced studies** **$ Bourse de l'OIF** **$ Bourse de « The Open Society Justice Initiative »**	Les litiges transnationaux L'observatoire sur le mécanisme de l'examen périodique universel	**NEUWAHL, N.**	2009
SAIHI, Majouba	La fragmentation du droit international sous l'impulsion des Nations Unies La normativité de l'Organisation internationale de la francophonie en matière de sécurité et prévention des conflits	**BENYEKHLEF, K.** **FRÉMONT, J.**	2009.05

DOCTORATS OBTENUS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/ CODIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
BERNHEIM, Emmanuelle **$ Bourse post-doctorale CRSH** **$ Bourse de doctorat CRSH** **$ Bourse de fin d'études doctorales FESP (UdeM)** **$ Bourse Andrée Lajoie**	Les décisions d'hospitalisation et de soins psychiatriques sans le consentement des patients dans les contextes clinique et judiciaire : une étude du pluralisme normatif appliqué	**NOREAU, P.** **COMAILLE, J.**	2006.09	2010.05
FARGET, Doris **$ Bourse d'excellence Guy Rocher (UdeM)** **$ Bourse de fin d'études doctorales (FES, UdeM)** **$ Bourse de participation au Forum Atlas 2009 (UdeM)** **$ Bourse de soutien aux études doctorales (UdeM)**	Le droit au respect des modes de vie minoritaires et autochtones dans les contentieux internationaux des droits de l'homme	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.** **SCOFFONI, G.**	2007.05	2009.09
MAKELA, Finn	Explaining legal norm transmission using an epidemiological model : the case of employment drug testing	**NOREAU, P.**	2006.09	2010.05

DOCTORATS EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/ CODIR.	DATE D'ADMISSION
AGUERRE, Mirentxu	Aspects extérieurs de la Justice et des affaires intérieures en droit de l'Union européenne	**NEUWAHL, N.**	2004.09
AGUILON, Claire	La rhétorique des droits constitutionnels	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.F.**	2009
AL-ATTRACH, Mohamad	La pénurie du sang et le lien avec son statut juridique	**KNOPPERS, B.M.** **MACKAAY, E.**	2005.09

AMOR, Samia	Interaction entre normes « profanes » et normes « sacrées » ou les nouvelles figures du pluralisme juridique au Québec	**NOREAU, P.** **BRODEUR, P.**	2005.09
ARABAGHIAN, Anouche	Citoyenneté et adhésion turque à l'Union européenne	**TRUDEL, P.**	2009
BERGADA, Cécile	La notion de groupe dans les traditions constitutionnelles canadienne et française	**LAJOIE, A.** **ROUSSEAU, S.**	2001.09
BERGERON, Philippe	Le droit des licenciements collectifs au Québec : une étude d'effectivité	**COUTU, M.** **ROCHER, G.**	2004.09
BERGERON DUFOUR, Marie-Élaine	Naître ou ne pas naître en inde du Nord et au Canada : préférence pour les garçons et discrimination envers les filles	**BATES, K.**	2010.08
BIRON, Julie	L'activisme des actionnaires : vers un nouveau mécanisme de gouvernance	**ROUSSEAU, S.**	2005.09
BLANC, Nicholas	Le pluralisme constitutionnel en France et au Canada	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F. (Codir.)**	2010
BLANCHETTE, Louis-Philippe	Sécurité nationale : surveillance et gouvernance chez Foucault	**BENYEKHLEF, K.**	2005.01
BORDET, Sylvie	La notion d'espèce humaine en droit - Naissance d'un nouveau concept normatif?	**KNOPPERS, B.M.**	2005.09
BOSSET, Pierre	Liberté de religion en droit comparé	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2006.09
BOULAY, Claude	La théorie du dialogue et la société civile en droit constitutionnel canadien	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.** **LECLAIR, J.**	2005.09
BUONO, Elvio	La liberté académique et les normes régissant la recherche universitaire	**TRUDEL, P.** **ROCHER, G.**	1997.01

CHARBONNEAU, Olivier	Paradoxes de biens numériques protégés par le droit d'auteur et normativités des réseaux de bibliothèques	**TRUDEL, P.**	2009.09
DESCOTEAUX, Benoît	L'analyse des risques de violation des règles d'humanité fondamentales, nouveau moyen de mise en œuvre du droit international	**NOREAU P.** **BRUDERLEIN C.**	2004.09
DÉZIEL, Pierre-Luc	Titre à venir	**BENYEKHLEFK.**	2010.01
DONGMO KAHOU, Paulette Flore	Les conséquences juridiques de la polygamie pour les femmes et les enfants au Canada et au Cameroun	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2006.09
DUASO CALES, Rosario	Le principe de finalité à l'égard de la protection des renseignements personnels dans le contexte de l'administration électronique	**TRUDEL, P.** **BOURCIER, D.**	2003.09
GAGNÉ, Karine	Quand les glaciers disparaissent: perturbations écologiques, gouvernance environnementale et mobilisation dans l'Himalaya indien	**BATES, K.**	2010.08
GEOFFROY, Denis	Peuple autochtone et gouvernance	**NOREAU, P.**	2005.09
GIRARD, Lucie	Psychothérapie et émancipation sociale : une exploration sociologique, philosophique et éthique	**ROCHER, G.**	1987.01
GÖK, Erdal **$ Bourse CRDP**	Le règlement en ligne des conflits dans le sport: sociologique, philosophique et éthique	**KNOPPERS, B.M.**	2005.09
GOUTTEFARDE, Fabien	La politique juridique extérieure de l'Union européenne à l'égard de l'OMC	**NEUWAHL, N.** **(co-tutelle)**	2003.09
GRATTON, Éloïse **$ Bourse d'excellence J.A. De Sève**	Redefining Personal Information in the Context of Internet	**GAUTRAIS, V.**	2008.09

GRENON, Luc	La légitimité de l'intervention étatique en matière de bienfaisance au Canada	**NOREAU, P.**	2005.09
GROTINO, Frédéric **$ Bourse d'admission au doctorat** **$ Bourse de perfectionnement**	L'encadrement du risque moral en matière de rémunération des dirigeants d'entreprise	**ROUSSEAU, S.** **LEFEBVRE, G.**	2008.09
GUIRAUD, Mireile	Le mystère de la mortalité des garçons au Népal	**BATES, K.**	2010.08
HEL, Sambath **$ bourse d'excellence d'étude doctorale en droit à l'Université de Montréal, Agence canadienne du Développement international**	Le contrat électronique dans l'ASEAN	**GAUTRAIS, V.** **NAVARRO, J.-L.**	2008.01
HICHRI M. Saifeddine	Brevets et innovation : à la recherche de l'équilibre perdu	**GENDREAU, Y.**	2008.09
JOSEPH, Jacques	Le règlement des litiges du commerce électronique et les garanties procédurales	**TRUDEL, P.**	2010.01
KARAZIVAN, Noura	The Geography of Canadian Constitutional Rights	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.** **CREPEAU, F.**	2007.01
KOLLI, Kamelia	À venir	**LEFEBVRE, G.**	2010.09
LAPERRIÈRE, Marie-Neige	L'influence du privé sur la formation de la norme dans le système étatique et sur la stabilité de l'État démocratique libéral	**LEMAY, V.**	2009.09
LAPIERRE, Jean-Marcel	La compétence d'entreprise : état du droit et opportunité de légiférer	**ROCHER, G.** **VALLEE, G.**	2005.01
LARGENTÉ, Laurence **$ Bourse Cirano (Centre Interuniversitaire de recherche en analyse des organisations)**	L'analyse des risques dans le domaine du médicament : Approche comparée en droit européen et droit canadien	**MOLINARI, P.**	2006.09
LAW, Alexandra Juliane	Alternative Advocacy as a site of Law Reform	**LEMAY, V.**	2009.09

LEMYRE, Pierre-Paul	Law, ICT and Development : the impacts of Free Access to aw on Emerging Legal System	**POULIN, D.**	2007.01
LENFANT, Juliette	Le droit voisin des radiodiffuseurs	**GENDREAU, Y.** **LUCAS, A.**	2003.09
MALHAIRE, Loic	Une analyse des politiques publiques d'aide aux travailleurs pauvres au Québec	**LEMAY, V.**	2010.09
MIGNAULT, Patrick	Droit et économie : la gouvernance des régimes complémentaires de retraite au Québec	**ROUSSEAU, S.**	2007.09
MOUAFO, Fidèle	Les déterminants socioéconomiques de la santé en fonction du contexte local des politiques sociales de lutte contre la pauvreté et du contexte global de la mondialisation et des migrations : une approche comparative Montéal/Douala	**LEMAY, V.**	2010.09
MOUGEOT, Brigitte	Les distinctions liées au genre au Québec	**BATES, K.**	2010.08
MUJICA CANAS, Carlos	A Dissertation on Law, Technology, Sustainable Development and Global Business	**GAUTRAIS, V.**	2007.09
NGUYEN, Ngoc Thi	L'encadrement juridique des associations et l'émergence de la société civile. Étude comparative Vietnam-France	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2007.09
NORMANDIN, Mario	Justifier la construction sociale des normes : une perspective constructiviste de la limitation des droits et libertés	**LAJOIE, A.**	2002.01

PAPY, Jacques **$ Bourse de doctorat en recherche FQRSC** **$ Bourse de mobilité du Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport** **$ Subvention en vue de la participation à une activité scientifique internationale (UdeM)** **$ Aide financière pour stage d'études et de recherche FQRSC**	L'efficacité d'un marché du carbone au Canada à la lumière de l'analyse économique du droit	**TRUDEAU, H.** **MACKAAY, E.**	2005.09
PARÉ, Marie-Ève	Anthropologie juridique en contexte africain : Droits des femmes Mossi et métissage des systèmes juridiques au Burkina Faso	**BATES, K.**	2009.08
PELLETIER, Julien	La gouvernance de la Ligue nationale de hockey	**ROUSSEAU, S.**	
PÉLOQUIN, Louis	Application de l'analyse économique du droit à la réglementation de l'industrie minière en Afrique dans les années 90	**ROUSSEAU, S.**	
PEREZ ROA, Lorena	L'intervention de protection de la jeunesse en Amérique latine	**LEMAY, V.**	2009.01
POCHET, Nicolas	La diffusion commerciale des images spatiales	**TRUDEL, P.**	2000.09
PORCIN-RAUX, Adriane **$ Faculté de droit, UdeM** **$ Centre d'excellence sur l'Union européenne** **$ Bourses de mobilité (MELS et OQAJ)**	La mise en concurrence des sociétés de gestion collective des droits d'auteur	**GENDREAU, Y.** **HUGON, C.**	2007.09
QUINTANE, Audrey	Patrimonialisation, jeux d'acteurs et enchevêtrements d'enjeux historiques	**LEMAY, V.**	2011.01
SAINT-FLEUR, Love	Ententes en matière autochtones et normes internationales	**NOREAU, P.**	2007.09
SAINT-GERMAIN, Christian	L'usage des antidépresseurs comme moyen d'exonération de la responsabilité criminelle en droit pénal	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2005.09
SANNI YAYA, Mouhamadou	Le droit de l'OHADA face au commerce électronique	**GAUTRAIS, V.** **GOFFAUX, G.**	2005.01

SEFFAR, Karim **$ Bourse CRDP**	La régulation du commerce électronique globalisé	**BENYEKHLEF, K.**	2003.09
SHARIFI KHAJEDEHI, Salma	Titre à venir	**BENYEKHLEF, K.**	2010.09
SINTEZ, Cyril	Le droit préventif et la notion de sanction préventive	**NOREAU, P.**	2005.09
TALBOT, Anne	Le rôle des tribunaux dans la régie d'entreprise	**ROUSSEAU, S.**	2003.09
TASSÉ, Anne-Marie	Résurrection scientifique? L'utilisation secondaire rétrospective de l'information et du matériel génétique de personnes décédées en recherche	**KNOPPERS, B.M.**	2008.08
TSASIS, Angélique	Le processus décisionnel des agences de réglementation des fusions et acquisitions multi-juridictionnelles : étude de cas	**ROUSSEAU, S. (Codir.)**	2000.09
VANASSE Marie	Le médicament comme agent de modification du comportement	**LEROUX T.** **KNOPPERS B.M.**	2009
VÉZINA, Christine **$ Bourse du CREUM** **$ Bourse de soutien de la faculté de droit**	L'impact de la mise en œuvre des droits humains sur l'incidence du VIH : un regard sur la force du droit	**BENYEKHLEF, K.** **ROCHER, G.**	2004.10
YI, Fang	Réglementation des substances toxiques et protection de l'eau douce en droit international de l'environnement	**TRUDEAU, H.**	2009.09

MAÎTRISES OBTENUES

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION	DATE D'OBTENTION
EONE, Hortense Yvette	Vie privée et bon usage des NTIC au travail : risques et responsabilités	**GAUTRAIS, V.**	2006.06	2010.05
GAGNÉ, Karine	Le rôle du genre et du statut des femmes dans la gestion des ressources naturelles en contexte de désertification dans le désert du Thar au Rajasthan	**BATES, K.**	2008.08	2010.08
GOURDE, Karine	Le droit à un environnement de qualité au Québec : une réponse aux changements climatiques et autres problèmes de pollution diffuse?	**TRUDEAU, H.**	2010.01	2011.04
LEMERISE, Marie-Christine	La banque d'investissement et la conglomération du secteur financier : une multiplicité d'intérêts en quête d'équilibre	**ROUSSEAU, S.**	2006.01	2010.04
MAALAOUI, Itbissem	Crimes informatiques dans l'entreprise	**GAUTRAIS, V.**	2004.09	2010.03
MOUGEOT, Brigitte	La socialisation des enfants et impacts sur le genre au Québec	**BATES, K.**	2008.08	2010.08
PODEVIN, Ludivine	Noms de domaine et droit international privé	**GAUTRAIS, V.**		2010.04

MAÎTRISES EN COURS

NOM & PRÉNOM	TITRE DU PROJET	DIRECTEUR/CODIR.	DATE D'ADMISSION
ALOE, Benito	Le statut juridique du jeu en ligne au Canada : quels choix législatifs s'offrent au législateur pour interdire ou règlementer le jeu en ligne	**TRUDEL, P.**	2006.09
ABOTSI, Alexander Kossivi	Du dialogue des juges : l'apport de la cour suprême du Canada à la jurisprudence de la cour constitutionnelle sud-Africaine	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2009.09
AUBÉ, Sylvain	Morale et droit	**BENYEKHLEF, K.**	2010.09
BASHILOVA, Darina	Comparative Conflict of Laws relating to Security on Movable Property under the Civil Code of Quebec, the Ontario personal Property Security	**ROUSSEAU, S.**	2009.09
BARSALOU, Dominique	L'encadrement juridique de la mère au foyer au Québec de 1960 à aujourd'hui : l'individualisation à l'oeuvre	**ROCHER, G.** **ROY, A.**	2006.09
BÉLANGER-SIMARD, Émilie	La publicité des médicaments d'ordonnance	**LEROUX, T.**	2004
BERNARDIN, Steve	Validité et contrefaçon de brevets – Aspects litigieux	**GENDREAU, Y.**	2009.11
BROPHY, Alain	La conciliation des règles de commerce international et de la protection de l'environnent	**TRUDEAU, H.**	2004.09
BRUZZESE, Marie Anastasia	Monographie de produit thérapeutique et responsabilité légale du fabricant	**LEROUX, T.**	2006.08
CALLIPEL, Valentin	L'émergence du concept d'accountability en droit de la protection de la vie privée	**GAUTRAIS V.**	2010.09
CHAREST-BEAUDRY, Philippe	La responsabilité des administrateurs à l'égard des parties prenantes : mécanismes judiciaires et extrajudiciaires	**ROUSSEAU, S.**	2005.09
CHARRETTE, Martin	Étude anthropologique sur la perception des croisiéristes et le personnel à bord chargé du service à al clientèle	**BATES, K.**	2009.08
CORMIER-BEAUGARND, Aube	Pratiques de soins des mères immigrantes d'Afrique de l'Ouest ; la toilette du bébé	**BATES, K.**	2008.08

CREUSAT, Benjamin	La reconnaissance d'un véritable droit des appellations d'origine dans le droit international	**GENDREAU, Y.**	2003.11
DE SAINT-EXUPERY, Gilles **$ Bourse André Savoie** **$ Bourse de rédaction** **$ Bourse de l'Association Canadienne des Technologies de l'Information**	Le document technologique et la notion d'original : de ses fondements théoriques à son application pratique	**GAUTRAIS, V.**	2009.09
DHIMI, Fatima Zhora	Modes alternatifs de résolution des différends en ligne	**GAUTRAIS, V.**	2005.09
DIALLO, Ibrahim	L'interprétation de l'article XX du GATT dans les litiges relatifs à la protection de l'environnement	**TRUDEAU, H.**	2005.09
DUFOUR, Valérie	Les obligations des administrateurs, dans le contexte d'une prise de contrôle, à la lumière de la décision BCE	**ROUSSEAU, S.**	2008.08
DUFRESNE, Fred Aly	La question du port des signes religieux dans la sphère publique : une réflexion à partir du droit international et d'une comparaison du Canada, des États-Unis, de la France et de la Suisse	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2009.09
DUTOVA, Tatiana	Conflict between the Right to Privacy and the Right to Publicity	**TRUDEL, P.**	2007.06
DUVIVIER, Jessica	Enjeux professionnels et structurels à l'intégration des médecines alternatives à Montréal	**BATES, K.**	2009.08
FOUCAULT-SAMSON, Jonathan	Titre à venir	**ROUSSEAU, S.**	2009.01
FRANCOEUR, Kim	Stimulation des innovations en recherche biomédicale : équilibre entre appropriation et partage des savoirs	**MACKAAY, E.**	2008.05
GAGNON, Frédéric	Politique régionale de l'UE	**NEUWAHL, N.**	2009.11
GEFFROY, Mathieu	Cybercriminalité et sécurité informatique dans le cadre de la spéculation boursière sur Internet	**GAUTRAIS, V.**	2005.09

GINGRAS, Francis	La titularité des brevets dans le milieu universitaire québécois	**GENDREAU, Y.**	**2003.05**
GOTHA, Etienne	Le contrat de distribution exclusive et le principe de la concurrence au Canada	**MACKAAY, E.**	**2007.09**
GUEYE, Soukeyna	Droits procéduraux et droits fondamentaux en Europe	**NEUWAHL, N.**	**2008.04**
HANNOUZ, Karim	La protection des renseignements personnels dans les registres fonciers	**TRUDEL, P.**	**2010.01**
JAURON, Julie	La protection des personnages fictifs dans les pays de copyright	**GENDREAU, Y.**	**2006.05**
KALAYDZHIVA, Varka	Les droits des réfugiés dans l'Union Européenne	**NEUWAHL, N.**	**2010.10**
KOROTKINA, Maia	La migration de travailleurs hautement qualifiés en droit comparé	**NEUWAHL, N.**	**2010.09**
LABRANCHE, Sonia	Les réfugiés environnementaux du Bangladesh	**TRUDEAU, H.**	**2010.09**
LANGRONIER, Cédric	Le traitement de l'œuvre orpheline aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada	**GENDREAU, Y.**	**2009.09**
LALONDE, Jean-Sébastien	Étude de l'émergence des codes de conduite des entreprises transnationales	**COUTU, M.** **ROCHER, G.**	**2001.09**
LAPOINTE, Alexandre	Transformations sociales et identitaires chez les Mongols de Chine et de Mongolie	**BATES, K.**	**2009.01**
LAVOIE, Katia	Les pratiques entourant le programme d'hébergement avec encadrement intensif en protection de la jeunesse	**LEMAY, V.**	**2010.09**
LAVOIE, Natacha	Effet des dispositions sur les sols contaminés de la Loi sur la qualité de l'environnement, de ses règlements et de ses futurs amendements sur les acteurs économiques du Québec	**TRUDEAU, H.**	**2007.01**
LEBLANC, Evelyne	Pourquoi et comment faut-il réglementer les contenus cinématographiques et télévisuels diffusés sur Internet	**TRUDEL, P.**	**2007.09**
LEDUC, Jean-François	Comment maximiser un transfert de technologie entre une entreprise québécoise et une autre argentine	**TRUDEL, P.** **BRUNEAU, D.**	**2004.01**

LÉGER RIOPEL, Nicholas	Le contrôle de l'activité professionnelle des médecins dans les établissements de santé	**MOLINARI, P.**	2008.01
LÉVESQUE, Sarah-Émilie	La gestion de la diversité religieuse en Inde contemporaine : l'enjeu des Indiens musulmans	**BATES, K.**	2010.08
LEY, Laura Lessa Gaudie	La protection de la propriété intellectuelle dans les pays du Mercosur et ses relations avec le Canada et la communauté européenne	**GENDREAU, Y.**	2008.09
M'BAYA, Patrick	Notions d'éthique dans la brevetabilité des inventions. Une étude de droit comparé	**GENDREAU, Y.**	2008.08
MALIAN, Paul Aren	Le rôle de l'avocat dans le processus d'acquisition et de fusion d'entreprises : au-delà des obligations légales	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2010.01
MAURICE, Louis-Philippe	L'aube d'une réelle primauté des actionnaires? Repenser les élections corporatives et le monopole de gestion pour une meilleure gouvernance	**ROUSSEAU, S.**	2004.09
McKENNA, Caroline	La responsabilité de l'État dans les cas de syndrome alcolo-feotal	**LEMAY, V.**	2008.01
MONNERY, Amandine	L'utilisation des licences obligatoires dans la gestion des droits d'auteur	**GENDREAU, Y.**	2005.09
MORIN, Ann-Dominique	Protection de la vie privée et sécurité nationale au Canada	**BENYEKHLEF, K.**	2007.09
MORIN, Estelle	Les fiancés par correspondance de la Thaïlande : amour ou argent ?	**BATES, K.**	2009.08
MUSTEANU, Cristiana	La réglementation des transactions de dérives de gré à gré, quel encadrement et quelles perspectives?	**ROUSSEAU, S.**	2009.09
NUCCIARONE, Giovanni	The Adaptation Copyright Right and the Fictional Stories and Characters Comprising a Theatrical Motion Picture Film Production	**GENDREAU, Y.**	2003.09
PAQUET, Geneviève	Étude du pouvoir d'ordonnance du ministre de l'Environnement en matière de décontamination des sites du Québec	**TRUDEAU, H.**	2007.09

PATHMASIRI, Saminda	L'accès aux biobanques populationnelles: enjeux légaux, éthiques et sociaux	**KNOPPERS, B.M.**	2008.01
PELLETIER, Frédéric	Publicité des archives judiciaires et respect de la vie privée des justiciables à l'heure d'Internet	**TRUDEL, P.**	2004. 09
RAMOS-PAQUE, Emma	Les maladies nosocomiales et la création d'un régime de responsabilité sans faute	**LEROUX, T.**	2010
ROY, Céline	L'article 233 de la LSSSS: beaucoup de normes mais peu d'éthique	**LEROUX, T.**	2010
SABOURIN-LAFLAMME, Andréanne	Gouvernance globale et démocratie : vers un pluralisme juridique ordonné	**BENYEKHLEF, K.**	2007.09
SANTOS, Jacqueline	Harmonisation de l'indication géographique dans la loi de la propriété intellectuelle au Mexique	**GENDREAU, Y.**	2009.09
SAUVÉ, Jean-Sébastien	Les organes sexuels et les caractères sexuels apparents doivent-ils et devraient-ils être en harmonie avec la mention du sexe à l'acte de naissance?	**GAUDREAULT-DESBIENS, J.-F.**	2011.01
SIMARD, Charles-Olivier	Mouvements politiques non violents en Inde	**BATES, K.**	2010.01
SOTELO, Luz Maria	Le programme de Stockholm	**NEUWAHL, N.**	2010.01
TCHAMDJA, Thimothy	Droits et responsabilité sur les oeuvres audiovisuelles mises en ligne par les amateurs	**TRUDEL, P.**	2010
TCHICAYA, Marguerite	La dépénalisation du droit communautaire de la concurrence	**GENDREAU, Y.**	2005.09
VACHON, Isabelle	Protection de l'environnement arctique contre les changements climatiques : l'état du droit international	**TRUDEAU, H.**	2008.09

VAUGEOIS, Mathieu **Prix jeune journaliste Canada-Union européenne 2010, Délégation générale de l'UE au Canada** **$ Bourse de rédaction Faculté de droit UdeM** **$ Bourse de l'OFQJ (Québec-Asie)** **$ Bourse à la mobilité MEQ**	La politique des transports de l'Union européenne	**NEUWAHL, N.**	2010
ZHOU, Zhe	Intellectual property, innovation and public welfare	**MACKAAY, E.**	2007.01

ANNEXE – 4

ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES

ANNEXE – 4

ÉVÉNEMENTS SCIENTIFIQUES

Cycle de conférences sur les fonctions contemporaines du droit « Le droit aux temps du risque»	4
Matinées constitutionnelles	4
Conférence organisées par la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique	2
Séminaires étudiants	8
Ateliers étudiants	2
Autres activités organisées par ou en collaboration avec le CRDP	24
Articles parus dans la revue du CRDP *Lex Electronica*	36

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR LES FONCTIONS CONTEMPORAINES DU DROIT *« LE DROIT AUX TEMPS DU RISQUE »*

Responsables : **Karim BENYEKHLEF et Élisa HENRY**

---

2 novembre 2010

Global Risk and Preventive Governance
Edgar GRANDE, Professeur, Faculté de droit, Université de Munich
Répondant : **Victor MUNIZ-FRATICELLI**, Faculté de droit et de sciences politiques, Université McGill
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

18 janvier 2011

Le risque, l'incertitude et la prise de position: quel rôle pour le droit entre science et politique?
Jaye ELLIS, Professeure, Faculté de droit, Université McGill
Répondant : **Daniel WEINSTOCK,** Département de philosophie et CREUM, Université de Montréal
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

15 février 2011

Responding to Fundamental Risks in Securities Regulation
Cristie FORD, Professeure, Faculté de droit, Université de Colombie-Britannique
Répondant : **Stéphane ROUSSEAU**, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

22 mars 2011

Le risque, fondement et facteur d'effectivité du droit
Pierre TRUDEL, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal
Répondant : **Fabien GÉLINAS**, Professeur, Faculté de droit, Université McGill
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

4e Édition des MATINÉES CONSTITUTIONNELLES

Responsable : **Karim BENYEKHLEF**

---

14 septembre 2010

Fuzzy Law
Oren PEREZ, Professeur, Faculté de droit, Université Bar-Ilan, Israël
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

5 octobre 2010

Construction européenne et constitution
André **ROUX**, Professeur, Faculté de droit, Université Aix-Marseille III ***Les droits sociaux sont-ils des droits fondamentaux comme les autres?***
Guy SCOFFONI, Professeur, Université Aix-Marseille III
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

14 octobre 2010

Global Risk and Preventive Governance
Gus VAN HARTEN, Professeur, Osgoode School of Law, Université York, Toronto
Pavillon Chancellor Day, Faculté de droit, Université McGill

6 mai 2011

On a Constitutional 'Identity Movement' in Global Constitutionalism
Guillaume TUSSEAU, Professeur, Sciences Po, Paris
Pavillon Chancellor Day, Faculté de droit, Université McGill

CONFÉRENCES organisées par la chaire L.R. WILSON SUR LE DROIT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Titulaire : **Pierre TRUDEL**
Collaboratrice : **France ABRAN**

---

8 février 2011

Le droit à l'oubli numérique
Nathalie MALLET-POUJOL, Directrice de recherche au CNRS, directrice de l'ERCIM, Université Montpellier 1
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

22 février 2011

La gestion des marques de commerce dans le Web 2.0
Jean-Philippe MIKUS, Avocat et agent de marques de commerce, Associé chez Fasken Martineau
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

SÉMINAIRES ÉTUDIANTS
La gouvernance en adaptation continue

Responsable : **Sylvain AUBÉ**

---

14 septembre 2010	***Droit international et droit de la personne*** **Saïd HAMMAMOUN**, Post-doctorat en droit, Université de Montréal Direction : N. NEUWALH et J.-L. ROY
12 octobre 2010	***Droit d'auteur, bibliothèques, domaine numérique*** **Olivier CHARBONNEAU,** Doctorat en droit, Université de Montréal Direction : Pierre TRUDEL
9 novembre 2010	***Mutations du paradigme démocratique*** **Alexander ABOTSI**, Maîtrise en droit, Université de Montréal Direction : Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS
7 décembre 2010	***Statut international des images spatiales*** **Nicolas POCHET**, Doctorat en droit, Université de Montréal Direction : Pierre TRUDEL
11 janvier 2011	***Responsabilité médicale*** **Ma'n ABDUL-RAHMAN**, Maîtrise en droit, Université de Montréal Direction : Bartha Maria KNOPPERS
15 janvier 2011	***Le dévoilement de la vie privée sur les sites de réseau social : un risque de vulnérabilité?*** **Caroline VALLET**, Post-doctorat, École de criminologie, Université de Montréal Direction : Benoit DUPONT
15 mars 2011	***Polygamie au Canada*** **Flore DONGMO**, Doctorat en droit, Université de Montréal Direction : Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS
12 avril 2011	***Le document électronique et la notion d'original : de ses fondements théoriques à son application pratique*** **Gilles DE SAINT-EXUPÉRY**, Maîtrise en droit des technologies de l'information, Université de Montréal Direction : Vincent GAUTRAIS

ATELIERS ÉTUDIANTS
Les légitimités du droit

Responsable : **Sylvain AUBÉ**

---

14 octobre 2010	***Le concept de rationalité dans la philosophie du droit*** **Sylvain AUBÉ**, Maîtrise en droit, Université de Montréal Direction : Karim BENYEKHLEF
2 décembre 2010	***Le rôle politique et juridique des organisations internationales*** *dans le conflit israélo-arabe* **Esther BENFREDJ**, Maîtrise en droit international, Université de Montréal Direction : Isabelle DUPLESSIS
	L'enjeu des droits d'auteur à l'heure des technologies de l'information **Gilles DE SAINT-EXUPÉRY**, Maîtrise en droit des technologies de l'information, Université de Montréal Direction : Vincent GAUTRAIS

AUTRES ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR OU EN COLLABORATION AVEC LE CRDP

7 octobre 2010

Les nouvelles formes de justice : la justice transitionnelle à travers l'exemple des Commissions Vérité et Réconciliation – L'Afrique du Sud
CRDP, CÉRIUM et ROP (Organisateurs)
Xavier PHILIPPE, Professeur de droit public, Université Aix-Marseille III (Conférencier)
Pavillon Jean-Brillant, Université de Montréal

12 octobre 2010

Droit sur l'art: Le pillage et la restitution d'œuvres d'art
CRDP – Cycle « Droit sur l'art »
Ysolde GENDREAU, Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal (Responsable du cycle);
Nathalie BONDIL, directrice et conservatrice en chef du Musée des beaux-arts de Montréal (Conférencière);
Clarence EPSTEIN, responsable du Projet restitution des œuvres de Max Stern (Conférencier)
Musée des beaux-arts de Montréal

2 novembre 2010

Bulding a global small claims system for cross-border transaction (à Toronto)
Centre de recherche en droit public (Commanditaire)
Nicolas VERMEYS, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencier)

4 novembre 2010

Colloque dans la sphère publique, perspectives comparatives
Chaire religion, culture et société
Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS (Organisateur);
Marie-Claire FOBLETS, Professeure à l'Université de Louvain en Belgique (Conférencière);
Lori BEAMAN, Professeure, Université d'Ottawa (Conférencière)
Pavillon Maximilien-Caron, Université de Montréal

21 décembre 2010

11 novembre 2010

Droit québécois des sociétés: l'impact de la réforme
Chaire en gouvernance et en droit des affaires
Stéphane ROUSSEAU, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisateur)
Hôtel Intercontinental, Montréal

25 novembre 2010

La sécurité humaine: une sécurité matérielle
Cycle des ateliers transdisciplinaires du CÉRIUM
Karim BENYEKHLEF, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisateur);
Samuel TANNER, Professeur adjoint à l'École de criminologie, Université de Montréal (Conférencier)
Gonzalo LIZARRALDE, Professeur régulier à l'École d'architecture, Université de Montréal et directeur du GRIF (Conférencier)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

21 décembre 2010

Creative Commons et droit d'auteur
Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques
Vincent GAUTRAIS, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal

27 janvier 2011

La diffamation sur Internet
Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques et le Centre des politiques de propriété intellectuelle
Stephan MARTIN, membre de la Chambre des recours (Conférencier)
Salle du Tribunal-école, Faculté de droit, Université McGill

31 janvier 2011

The Law of Names : An Analysis of the Politics of Nomenclature (CINAC)
Alison DUNDES RENTELN, Professeure, Département de sciences politiques, University of Southern California (Conférencière)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

3 février 2011

La sécurité humaine : une sécurité culturelle
Cycle des ateliers transdisciplinaires du CÉRIUM
Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencier)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

23 février 2011

Les suites à donner à la Commission Bastarache : Regards sur le processus de nomination des juges
Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil et la Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées
Pierre NOREAU, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencier)
Salle du Laboratoire sur la cyberjustice (local B-2215), Faculté de droit, Université de Montréal

3 mars 2011

Les femmes, les arts et le droit: un parcours dans une discipline encore neuve en France
Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées dirigée par Jean-François Gaudreault-Desbiens
Violaine LEMAY, Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencière);
Norbert ROULAND, Professeur, Faculté de droit, Université Aix-Marseille III (Conférencier)

16 mars 2011

Conférence-débat Guy Rocher et Daniel Weinstock. Le Québec, le pluralisme religieux et les identités culturelles: deux hommes, deux projets de société
Violaine LEMAY, Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisatrice);
Daniel WEINSTOCK, Professeur, Département de philosophie, Université de Montréal (Conférencier)
Guy ROCHER, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencier);
Daniel TURP, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Modérateur)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

18 mars 2011

Quel avenir pour l'EPU ?
Jean-Louis ROY, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisateur)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

18 mars 2011

5ème édition du Colloque étudiant du Regroupement droit et changements
Sylvain AUBÉ, Maîtrise, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisateur)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

23 mars 2011

Les recommandations de l'AMF sur l'information publiée par les sociétés cotées en matière de responsabilité sociale et environnementale: les suites de la loi Grenelle II
Chaire en droit des affaires et du commerce international dirigée par Stéphane Rousseau (organisateur)
Catherine MALECKI, Professeure, Université Paris XI (Conférencière);
Ivan TCHOTOURIAN, Maître de conférence, Université de Nantes (Répondant);
Stéphane ROUSSEAU, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Répondant)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

24 mars 2011

La sécurité humaine : une sécurité virtuelle
Cycle des ateliers transdisciplinaires du CÉRIUM
Vincent GAUTRAIS, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisateur)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

25 mars 2011

Spéculation financière: éthique et droit
Centre de droit des affaires et du commerce international, Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal et l'Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières
Stéphane ROUSSEAU, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisateur)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

29 mars 2011

Droit et 7ème Art
Cycle « Droit sur l'art» du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, sous la responsabilité d'Ysolde Gendreau
Michel MARIE, Professeur, Université Paris 3-Sorbonne nouvelle (Conférencier);
Pierre-Emmanuel MOYSE, Professeur, Faculté de droit, Université McGill (Conférencier)
Cinémathèque québécoise, Montréal

4 avril 2011

Legal IT 5.0
Legal IT, Association du Jeune Barreau de Montréal et le CRDP
Centre Mont-Royal

21 avril 2011

Quelle performance? De la performance économique au statut de citoyen corporatif: réflexion sur la nature changeante des corporations et sur le rôle de leurs dirigeants et administrateurs en Europe et en Amérique du Nord
CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal et Faculté de droit, Université McGill
Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencier);
Richard JANDA, Faculté de droit, Université McGill (Conférencier)
Pierre-Emmanuel MOYSE, Faculté de droit, Université McGill (Conférencier);
Stéphane ROUSSEAU, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencier)
Moot Court, Faculté de droit, Université McGill

29 avril 2011

Colloque étudiant sur le droit des relations extérieures de l'Union Européenne
Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne dirigée par Nanette NEUWAHL, Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal (Organisatrice)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

3 mai 2011

Une vision du bien commun en soutien au développement de la santé publique
Michèle STANTON-JEAN, Professeure, Faculté de droit, Université de Montréal (Conférencière)
Amphithéâtre Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

5 mai 2011

La citoyenneté de l'Union européenne et la culture du préjudice
Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne dirigée par Nanette Neuwahl et la Chaire de recherche du Canada en identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées dirigée par Jean-François Gaudreault-Desbiens
Dr. Dimitry KOCHENOV, Rijksuniversiteit Groningen (Conférencier)
Pavillon Maximilien-Caron, Faculté de droit, Université de Montréal

LEX ELECTRONICA
REVUE ÉLECTRONIQUE DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Volume 15, Numéro 1 (Été 2010)

Édition spéciale *Mélanges en l'honneur d'Andrée Lajoie*

NOREAU Pierre, ROLLAND Louise *Voyage en pays normatif. Le droit : une variable dépendante*

CHEVRETTE François, CYR Hugo, *De quel positivisme parlez-vous?*

MOLINARI Patrick, *Le droit aux services de santé: de la théorie aux pratiques*

TURP Daniel, *Une Constitution du Québec*

HOGG Peter W., *The Constitutional basis of aboriginal rights*

HOULE France, *Les délégations de pouvoirs réglementaires au Canada de 1763 à 1866*

LIPPEL Katherine, *La place des juristes dans la recherche sociale et la place de la recherche sociale en droit : réflexions sur la «pratique de la recherche» en matière de droit de la santé au travail*

GRAMMOND Sébastien, *L'identité autochtone saisie par le droit*

BERNATCHEZ Stéphane, *Le rôle des valeurs et du contexte dans la transformation de la fonction de juger*

TIMSIT Gérard, *Sur deux points aveugles de la doctrine juridique: nouvelles considérations sur le dialogisme normatif*

ROLLAND Louise, *Les faits dans les jugements de valeurs - L'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours*

ROULAND Norbert, *Normes et nus. Réflexions sur le statut juridique et social de la nudité dans la civilisation occidentale*

LEROY Etienne, *Sur le chemin de Kahnawake. Décolonisation du droit et mondialisations*

OTIS Ghislain, *L'autonomie personnelle au cœur des droits ancestraux: Sub qua lege vivis?*

JANDA Richard, *Cosmopolitan citizenship and pathologies of pluralism*

NEUWAHL Nanette, *Something in the way she moves - discrimination sexuelle et politique de différenciation dans l'Union européenne*

CHEVALLIER Jacques, *Droit et mémoire*

LOCHAK Danièle, *Dualité de sexe et dualité de genre dans les normes juridiques*

PREMONT Marie-Claude, ***Le droit comme trompe-l'œil: l'exemple de la modernisation du droit de la santé***

MACDONALD Roderick, ***Nommer, élire, tirer au sort, vendre au plus offrant? A propos du choix des juges***

DUMONT Hélène, ***La pénalisation du tabagisme, pourquoi tout ce tabac?***

ROCHER Guy, ***Modernité, pouvoirs et droit***

LEGARÉ Anne, ***Dix provinces, un État. Contribution au débat sur le fédéralisme canadien***

BENYEKHLEF Karim, ***Vers un droit postnational? Un court essai sur le droit cosmopolitique comme modèle de gouvernance globale***

MOLINARI Patrick, ***Le prix de la passion***

DEMARAIS Jacques, ***Hommage à Madame Andrée Lajoie***

GAMACHE Michèle, ***Madame Lajoie***

BERGADA Cécile, ***Mélanges en l'honneur d'Andrée Lajoie***

GÉLINEAU-ASSERAY Éric, ***L'intégration au droit des valeurs des minorités***

Volume 15, Numéro 2 (Automne 2010)

Dossier spécial : ***Actes des Ateliers étudiants 2009-2010***

PORCIN Adriane, *Corps d'œuvre*

LACROIX Marième, CLOUET Johanne, *De l'« être » vers l'« avoir été » : muabilité du corps humain au moment du décès*

DABBY Dia, *Of Eureka Moments and Magic Barometers: Freedom of Religion as the "First" Freedom in the Canadian Constitutional Context*

COUTURE-MÉNARD Marie-Eve, *L'État devrait-il être avec vous dans le bureau du médecin ? Réflexion sur les tensions possibles entre les droits de la personne et la lutte contre les maladies chroniques*

MARTIN Isabelle, *Reconnaissance, respect et sollicitude : vers une analyse intégrée des exigences de la dignité humaine*

SAMSON Mélanie, *L'interprétation constitutionnelle et l'interprétation fiscale, encore aux antipodes ?*

COUTURE-MÉNARD Philippe-Antoine, *Wal-Mart et la liberté d'association : un recul des libertés politiques au Québec?*

SITES HÉBERGÉS PAR LE CRDP

Centre de droit des affaires et du commerce international
www.cdaci.umontreal.ca

Guide des droits sur internet
www.droitsurinternet.ca

Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique
www.chairewilson.ca

Lex electronica
www.lex-electronica.org

Droit des affaires
www.droitdesaffaires.org

Chaire en droit des affaires et du commerce international
www.droitdesaffaires.ca

Regroupement Droit, changements et gouvernance
www.rdc.umontreal.ca

Cyberconsommation.ca
www.cyberconsommation.ca

États de droit et virtualité
www.etatdedroitetvirtualite.net

Cyber Tribunal
www.cybertribunal.org

Faculté de droit Université de Montréal
www.droit.umontreal.ca/services/cdp/index.html

Groupe international de travail sur la vie privée et la sécurité
www.iwgps.org

Chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques
www.gautrais.com

Le droit du net
www.ledroitdu.net

Observatoire du droit québécois des valeurs mobilières
www.valeursmobilieres.net

Peuples autochtones et gouvernance
www.pag-ipg.com

Chaire Jean-Louis Beaudoin
www.chairejlb.ca

Association Henri-Capitant
www.henricapitant.umontreal.ca

Analyse économique du droit
www.economiedudroit.ca

Déontologie judiciaire
www.deontologie-judiciaire.umontreal.ca

Judicial Ethics
www.judicial-ethics.umontreal.ca

Éthique - Recherche
www.ethique-recherche.org

Laboratoire sur la cyberjustice
www.laboratoiresurlacyberjustice.org

info@crdp.umontreal.ca

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

ADRESSE CIVIQUE :
Pavillon Maximilien-Caron
Université de Montréal
3101, chemin de la Tour
angle Queen Mary et
Decelles Montréal (Québec)
Canada H3T 1J7

ADRESSE POSTALE :
Centre de recherche en
droit public Faculté de
droit Université de
Montréal C.P. 6128, succ.
Centre-ville Montréal
(Québec) Canada H3C
3J7

Téléphone : 514.343.7533
Télécopieur : 514.343.7508